

Étude des crédits 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3 ^e groupe d'opposition
1	Indiquer la somme dépensée en 2020-2021 (et les prévisions pour 2021-2022) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a. Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b. Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c. Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).
3	Concernant le programme « Action » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2020-2021.
4	Concernant le programme « Contrat d'intégration au travail (CIT) » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) f. les montants prévus pour 2021-2022.
5	Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2021-2022.
6	Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. la liste des programmes d'études et de formation; d. le bilan et les résultats; e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; f. les sommes allouées (totales et ventilées par région); g. les montants prévus pour 2021-2022.
7	Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3 ^e groupe d'opposition
8	Concernant le programme « Ma place au soleil » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) ; f. les montants prévus pour 2021-2022.
9	Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2021-2022.
10	Concernant le programme « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2021-2022.
11	Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2020-2021 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région).
12	Concernant le programme « Réussir » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2021-2022.
13	Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2021-2022 ; g. la liste de tous les services offerts.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3 ^e groupe d'opposition
14	Concernant le programme « Soutien financier pour mineures enceintes » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2021-2022.
15	Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2021-2022; g. les types de projets financés, montants financés par projet, par région.
17	Concernant le programme « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région; b. les sommes allouées (totales et ventilées par région).
18	Concernant les programmes « Subvention salariales pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour les trois dernières années : a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c) le bilan et les résultats; d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e) les sommes allouées (totales et ventilées par région); f) les montants prévus pour 2021-2022.
19	Concernant le programme « Découvrir une relève » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2021-2022.
20	Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2021-2022.
21	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour au cours des trois dernières années; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; d. montants prévus pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3 ^e groupe d'opposition
22	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, cours des trois dernières années ; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; d. montants prévus pour 2021-2022.
23	Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets et pour les trois dernières années : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; d. montants prévus pour 2021-2022.
24	Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les prévisions pour 2021-2022 (sommes totales et ventilées par région).
25	Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) » pour les trois dernières années : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; d. montants prévus pour 2021-2022.
26	Concernant le « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi » pour les trois dernières années : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions; b. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée ; c. montants prévus pour 2021-2022.
27	Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées » pour les trois dernières années : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions; b. politique et critères d'attribution des subventions ; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; d. Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; e. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; f. montants prévus pour 2021-2022.
28	Emploi-Québec : a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2020-2021 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2021-2022. Chiffres nationaux ventilés par région administrative; b. Détail des employés occasionnels et réguliers pour les cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2021-2022; c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2020-2021 et pour les quatre années précédentes; d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3^e groupe d'opposition
29	<p>Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ; <ul style="list-style-type: none"> i. Par région; ii. Par CLE; b) À l'administration; <ul style="list-style-type: none"> i. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs; ii. Total des dépenses d'administration pour EQ; c) Aux mesures d'emploi; <ul style="list-style-type: none"> i. Soutien au revenu; <ul style="list-style-type: none"> • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale; • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale; ii. Ententes de services; <ul style="list-style-type: none"> • Par catégorie d'entente.
30	<p>Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi; b) Aux mesures de formation; <ul style="list-style-type: none"> i. Francisation; ii. Alphabétisation; iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique; iv. Formation générale au secondaire; v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés; vi. Formation professionnelle au secondaire; vii. Formation technique au collégial; c) Aux subventions salariales aux entreprises; d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées; e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.
31	Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.
32	Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.
33	<p>Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour le programme d'aide sociale; ○ Pour le programme de solidarité sociale.
34	Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.
35	Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.
36	Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.
37	Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.
38	Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.
39	Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3 ^e groupe d'opposition
40	Concernant les centres d'appels : <ul style="list-style-type: none"> a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour les trois dernières années; b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour les trois dernières années; c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour les trois dernières années; d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP : <ul style="list-style-type: none"> i. Nombre d'appels reçus; ii. Taux de non-réponse.
41	Taux d'absentéisme du personnel.
42	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti.
46	Effectif de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les quatre dernières années. Fournir les prévisions pour 2021-2022.
47	Pour l'année 2020-2021 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2021-2022.
48	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022. Préciser : <ul style="list-style-type: none"> a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé c. les dates des rencontres d. les communautés et les personnes consultées e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.
49	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2020-2021 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
50	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2020-2021 qui n'ont pas été reconduits en 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.
51	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2020-2021.
52	Bilan des investissements 2020-2021, par orientation et initiative, de <i>La solidarité : une richesse pour le Québec</i> . Prévision pour 2021-2022.
Carrefours jeunesse emploi	
53	Pour les cinq dernières années, indiquer les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi; b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC; c. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; d. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; e. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; f. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.
54	Concernant les carrefours jeunesse-emploi, fournir : <ul style="list-style-type: none"> a. le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend; b. le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.
55	Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région, au cours des cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2021-2022.
Sécurité du revenu	
56	Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3 ^e groupe d'opposition
57	Nombre et pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu au cours des cinq dernières années.
58	Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2014 à 2021 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2021-2022.
59	Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
60	<p>État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :</p> <p>a. Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois;</p> <p>b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;</p> <p>c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;</p> <p>d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;</p> <p>e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;</p> <p>f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;</p> <p>g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;</p> <p>h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;</p> <p>i. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;</p> <p>j. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;</p> <p>k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants :</p> <p> i. État de santé;</p> <p> ii. État de grossesse;</p> <p> iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;</p> <p> iv. Critère de 55 ans;</p> <p> v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;</p> <p> vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au programme de soutien financier.</p> <p>l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;</p> <p>m. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;</p> <p>n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;</p> <p>o. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision;</p> <p>p. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3^e groupe d'opposition
	<p>q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;</p> <p>r. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées en 2019 à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;</p> <p>s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments depuis 2012 ; fournir les prévisions pour 2021-2022;</p> <p>t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;</p> <p>u. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée depuis 2012; fournir les prévisions pour 2021-2022;</p> <p>v. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générées au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions 2021-2022;</p> <p>w. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022.</p>
61	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi au cours des cinq dernières années, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2021-2022.
62	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2021-2022.
63	Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi, en 2020-2021 et pour les cinq années précédentes.
64	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2021-2022 .
66	<p>Pour les cinq dernières années:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier? b. combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres? c. combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail? d. combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$? e. combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$? f. combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$? g. combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication? h. combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication? i. combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse? j. combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale? k. combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale? l. combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale? m. combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région; n. combien de prestataires sans contraintes ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
67	Copie de toutes les études d'impact réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.
68	Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021 (et prévision pour 2021-2022) par le ministère, et ce, par mesure?

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3 ^e groupe d'opposition
69	Les sommes dépensées chaque année au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.
70	Fournir tous les documents, notes ou estimations relatifs au coût du « droit à l'amour ».
Secrétariat à l'action communautaire autonome	
79	Pour chacun des programmes, préciser : a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
80	Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022.
81	Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.
Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	
82	Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir : a. la description complète des sommes investies par le MTESS chaque année, de 2002 à 2021; b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie; c. la description complète des objectifs de ce plan d'action; d. le bilan, les évaluations et les rapports; e. échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.
83	Fournir le bilan de la consultation publique <i>Solidarité et inclusion sociale – Vers un troisième plan d'action gouvernemental</i> .
84	Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.
85	État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2020-2021.
86	Les montants octroyés pour l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes handicapées hébergées en ressources intermédiaires ou de type familial (RI-RTF). Prévisions pour 2021-2022.
87	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1 ^{er} décembre 2010 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants : a. le nom et l'adresse de l'entreprise; b. la date de l'avis ou de la fermeture; c. le type ou le secteur d'activité de l'entreprise; d. le nombre total d'employés de l'entreprise; e. le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f. les motifs du licenciement.
88	Concernant le projet IPOPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : pour les trois dernières années, liste des actions entreprises et le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet. Les montants prévus pour 2021-2022.
89	État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme au cours des cinq dernières années, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme. Montants prévus pour 2021-2022.
90	Copie des documents, notes, études concernant la révision de la loi du 1 %.
91	À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1% fournir les pertes pour 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.
94	Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir, pour 2020-2021 (et les prévisions pour 2021-2022) : a. Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région; b. Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi; c. Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3 ^e groupe d'opposition
95	<p>Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (en plus des prévisions budgétaires pour 2021-2022) :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;b. Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;c. Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail;<ul style="list-style-type: none">1. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;2. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;3. Modifier le calcul de la contribution parentale;4. Bonifier les primes au travail;5. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;6. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;7. Accorder un boni au maintien en emploi;d. Programme objectif emploi;e. Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;f. Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;<ul style="list-style-type: none">1. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;2. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;3. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;g. Investir dans les logements sociaux;<ul style="list-style-type: none">1. Améliorer l'offre de logements sociaux;2. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;3. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance ;h. Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;i. Poursuivre les Alliances pour la solidarité;j. Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;k. Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu;<ul style="list-style-type: none">1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;l. Favoriser une justice plus humaine;<ul style="list-style-type: none">1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3 ^e groupe d'opposition
	m. Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale; n. Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales; 1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire; 2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.
96	Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir : a. Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi ; b. Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes; c. Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région; d. Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. e. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au programme Objectif Emploi; f. Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi; g. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi.
97	Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 (phase 2), fournir : a. Le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2020-2021; b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2020; c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2020-2021; d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie; e. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.
98	Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste des demandes d'arbitrage.
Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	
20	État d'avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour les cinq dernières années, et prévisions pour l'année 2021-2022.
21	État d'avancement de la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour l'année 2020-2021, et prévisions pour l'année 2021-2022.
22	Nombre de rencontres auxquelles le ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal. Pour chaque rencontre, fournir le lieu, la date et les sujets abordés.
23	Fournir une copie de tout document (analyses, études et autres) disponible concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal.
Transférée par le ministère de la Justice	
47	Nombre de célébrants de mariage civil désignés.
48	Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants ad hoc).
49	Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.
Transférée par le ministère de la Famille	
141	Concernant le plan budgétaire 2021-2022, provenance des sommes consacrées à la mesure « Former davantage d'éducatrices à la petite enfance » qui ne sont pas des crédits additionnels. Ventiler par année.
Questions transférées par le SCT	
164	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022 – 3^e groupe d'opposition
165	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2017-2018 qui n'ont pas été reconduits en en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.
166	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2019-2020 et en 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
Transférée par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	
190	État d'avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour l'année 2020-2021 et prévisions pour l'année 2021-2122. Nombre de personnes qui ont bénéficié de ce projet pilote en 2019-2020 et en 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2020 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

43. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

16. Concernant le programme « Supplément à la prime au travail », pour les trois dernières années :
- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
 - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
 - c. le bilan et les résultats;
 - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
 - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
 - f. les montants prévus pour 2021-2022. **(Ministère des Finances)**
44. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Enseignement supérieur)**
45. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Éducation)**
65. Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, depuis 2014, en plus des prévisions pour 2021-2022, et ce, pour les groupes suivants :
- a. Personne vivant seule;
 - b. Couple;
 - c. Famille monoparentale;
 - d. Famille biparentale. **(Ministère des Finances)**

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

71. Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).
72. Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec depuis 2014; fournir les prévisions pour 2021-2022.
73. Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec, depuis 2014, en fonction des données disponibles.
74. Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental en 2020-2021 et au cours des trois années précédentes.
75. Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental en 2020-2021 et au cours des trois années précédentes.
76. Nombre de révisions effectuées au cours des trois dernières années. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?
77. Sommes versées en trop au cours des trois dernières années.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

- 78. Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.
 - 92. Pour les cinq dernières années : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre, incluant les surplus reportés d'une année à l'autre.
 - 93. Pour les cinq dernières années : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2021-2022, au total et par région.
 - 99. Pour les cinq chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

Titre :

Indiquer la somme dépensée en 2020-2021 (et les prévisions pour 2021-2022) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ¹).

Exposé et statistiques :

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, s'élèvent à 79 833,9 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	ITQ ¹	Total
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	27 417,0	11 547,7	39 524,4	78 489,1
Fonds des technologies de l'information	987,9	335,0	11,2	1 334,1
Fonds des biens et des services	-	2,0	0,1	2,1
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	8,6	-	8,6
Total	28 404,9	11 893,3	39 535,7	79 833,9

Pour la période du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, les dépenses en investissement pour le portefeuille du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale se détaillent comme suit.

Dépenses en investissement (k\$)	Interne	Externe	ITQ ¹	Total
Fonds des technologies de l'information	5 262,1	6 565,5	74,8	11 902,4

¹ Comprend les dépenses du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) du 1^{er} avril 2020 au 31 août 2020, et d'Infrastructures technologiques Québec (ITQ), du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et du Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux (FISNG) à compter du 1^{er} septembre 2020.

Prévisions pour 2021-2022

Les prévisions pour le C.T. de la Programmation annuelle en ressources informationnelles 2021-2022 ne sont pas encore connues.

SOURCE : DGRFC-DFI
COLLABORATION :
VALIDATION : DGRI
DATE : 2021-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-02a

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

a) Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)

Exposé et statistiques :

- La mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) a pris fin en mars 2020. Cette mesure, qui avait été mise en place en 2007, a rejoint 13 982 participants¹ pour des dépenses de 104,3 M\$².
- En février 2020, une nouvelle mesure a été mise en place : l'Initiative ciblée pour les travailleurs expérimentés (ICTE). Celle-ci s'inscrit en continuité de la mesure ICTA en s'inspirant de ses bonnes pratiques. De plus, elle a été bonifiée de manière à mieux répondre aux besoins de cette clientèle.
- En 2019-2020, 24 participants³ ont été rejoints pour des dépenses de 0,2 M\$⁴.
- En 2020-2021, les engagements comptabilisés dans le cadre de l'ICTE, pour la période du 1^{er} avril 2020 au 19 février 2021, sont de 5,6 M\$⁵ et ont permis de rejoindre 361 participants⁶.

¹ Direction de l'analyse et de l'information de gestion (DAIG) : données finales de 2017 à 2020.

² Direction de la planification et de la reddition de comptes (DPRC) : données finales de 2017 à 2020.

³ DAIG : données finales pour 2019-2020.

⁴ DPRC : données finales pour 2019-2020.

⁵ DPRC : données du 1^{er} avril 2020 au 19 février 2021.

⁶ DAIG : données du 1^{er} avril 2020 au 19 février 2021.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction de la planification et de la reddition de comptes

DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-02b

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés;

Exposé et statistiques :

- Le volet Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT) de la mesure Concertation pour l'emploi, qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.).
- Cette mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée.
- Pour l'année 2020-2021, au 19 février 2021, 58 708 \$ ont été engagés dans le volet ARTT.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises (DMSE)

COLLABORATION : Direction des relations intergouvernementales et mandats spéciaux,
Direction de la planification et de la reddition de compte

VALIDATION :

DATE : 4 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2C

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).

Exposé et statistiques :

En 2020-2021 (données au 19 février 2021), le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dénombré 26 813 participants actifs inscrits aux diverses formations (francisation, alphabétisation, acquisition de préalables à la formation professionnelle et technique, formation générale et secondaire, métiers spécialisés ou peu spécialisés, formation professionnelle au secondaire, formation technique au collégial, etc.).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Les dépenses comptabilisées dans le cadre de la Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu) pour la période du 1^{er} avril 2020 au 19 février 2021 sont de 172,6 M\$.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

Titre :

Concernant le programme « Action » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de personnes ayant participé au Programme d'aide et d'accompagnement sociale (PAAS) Action, par région

En 2020-2021, 3 164 personnes ont participé au PAAS Action (au 19 février 2021).

b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après y avoir participé

Donnée non disponible.

c) Bilan et résultats

Se référer au nombre de participants mentionné précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.

d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière

Voir annexe.

e) Sommes allouées au PAAS Action et Réussir (ventilation non disponible)

En 2020-2021, les dépenses s'élevaient à 8,8 M\$ (au 28 février 2021).

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

DATE : 18 mars 2021

Liste des déboursés 2020-2021 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 19 février 2021)

Nom de l'organisme	Déboursés (\$)
"CAFÉ COMMUNAUTAIRE L'ENTRE-GENS" DE SAINTE-ADÈLE, COMTÉ ROUSSEAU	2 100
"LA SOURCE" ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU HAUT SAINT-MAURICE INC.	450
(LE) PAVOIS - PROGRAMME D'ACTIVITÉS VALORISANTES OFFRANT INTÉRACTION ET SOUTIEN	43 200
A.L.E.S.E ABATTONS LES ÉCHELONS SOCIO-ÉCONOMIQUES	1 350
ACCUEIL AUX IMMIGRANTS DE L'EST DE MONTRÉAL	15 600
ACCUEIL BLANCHE GOULET DE GASPÉ INC.	900
ACCUEIL BONNEAU INC.	12 600
ACCÈS CONDITIONS VIE LAC-SAINT-JEAN-EST	8 550
ACCÈS-TRAVAIL-FEMMES INC.	31 200
ACTION CENTRE-VILLE (MONTRÉAL) INC.	2 250
ACTION SECOURS, VIE D'ESPOIR	1 500
ACTION-RÉINSERTION	10 350
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES, DÉFAVORISÉES OU HANDICAPÉES DE LAVAL	34 500
ALPHA-ENTRAIDE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE	4 615
ALTERNATIVE EN SANTÉ MENTALE L'AUTRE VERSANT INC.	24 900
AMALGAME MONTRÉAL INC.	27 150
AMICALE ALFA DE QUÉBEC,	1 350
AMIE DU QUARTIER	3 000
ANCRE ET AILES DU HAUT ST-LAURENT	4 200
APEVAH DES CHENAUX	900
ARC-EN-CIEL ORGANISME COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ MENTALE	300
ASSOCIATION BÉNÉVOLE AMITIÉ INC.	14 400
ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHÂINON INC.	750
ASSOCIATION D'ENTRAIDE POUR LA SANTÉ MENTALE «LA PASSERELLE»	4 200
ASSOCIATION DE LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ISLET-SUD	1 050
ASSOCIATION DE PERSONNES HANDICAPÉES L'ÉVEIL DES BASQUES INC	2 250
ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DES C.H.S.L.D.-C.L.S.C. STE-ROSE DE LAVAL	4 050
ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DU CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA PINIÈRE	750
ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DU PAVILLON STE-DOROTHÉE	1 950
ASSOCIATION DES LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES PSYCHIQUES DE LAVAL ALPHPL	2 700
ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE BRANDON	4 050
ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES, DU SECTEUR BERTHIER	1 350
ASSOCIATION ENTRE TES MAINS	2 100
ASSOCIATION HANDAMI POUR PERSONNES HANDICAPÉES ET LEUR FAMILLE	8 250
ASSOCIATION KAMOURASKOISE EN SANTÉ MENTALE LA TRAVERSÉE	4 500
ASSOCIATION PLACE AU SOLEIL	2 700
ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DE L'OUTAOUAIS	29 850
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE L'ÉPILEPSIE	10 200
ASSOCIATION RÉGIONALE DE LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES DE LAVAL INC.	900
ASSOCIATION VIVRE ET VIEILLIR CHEZ SOI DU BAS RICHELIEU INC.	1 350
ATELIER DE FORMATION SOCIOPROFESSIONNELLE DE LA PETITE NATION	4 500
ATELIER DE PREPARATION A L'EMPLOI (A.P.E.) INC.	109 800
ATELIER DES LETTRES EN ALPHABÉTISATION DE CENTRE-SUD INC.	8 673
ATELIER SIGNES D'ESPOIR	7 650
ATELIERS T.A.Q. INC.	4 200
AU BERCAIL DE ST-GEORGES	1 650
AU JARDIN DE LA FAMILLE DE FABREVILLE INC.	11 650
AU MOULIN DE LA SOURCE	2 400
AUX QUATRE VENTS, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES EN DIFFICULTÉ PSYCHOLOGIQUE OU PSYCHIATRIQUE	6 900
AUX SOURCES DU BASSIN DE CHAMBLY	900
AUX TROIS MÂTS	3 150
AUX TROUVAILLES DE MANDEVILLE	750
AVATIL	4 950
ASSOCIATION D'ENTRAIDE DES PERSONNES HANDICAPÉES PHYSIQUES DE MONTRÉAL (ALPHA)	4 650
ASSOCIATION DES AMI(E)S DU PATIENT	17 400
ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DES CENTRES D'HÉBERGEMENT SECTEUR DRUMMONDVILLE	3 600
BANQUE ALIMENTAIRE MEMPHRÉMAGOG INC.	750
C.A.D.R.E. CENTRE D'ACTION, DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE EN EMPLOYABILITÉ	84 300

Liste des déboursés 2020-2021 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 19 février 2021)

Nom de l'organisme	Déboursés (\$)
C.O.F.F.R.E.T. Centre de formation et d'orientation pour favoriser les relations ethniques tradition	7 200
CAFGRAP (GROUPE D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE DE LAVAL)	7 200
CAFÉ DES DEUX PAINS DE VALLEYFIELD INC.	4 350
CAFÉ PARTAGE D'ARGENTEUIL	2 250
CAFÉ RENCONTRE DU CENTRE-VILLE (QUÉBEC) INC.	7 050
CARREFOUR ACCÈS LOISIRS INC.	750
CARREFOUR D'ENTRAIDE LACHINE INC.	6 450
CARREFOUR DES FEMMES DE SAINT-LÉONARD	9 000
CARREFOUR ENVIRONNEMENT SAGUENAY	600
CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA	5 250
CARREFOUR POPULAIRE DE ST-MICHEL INC.	21 150
CDC ICI MONTMAGNY-L'ISLET	450
CENTRE ACTION	7 050
CENTRE ALPHA LIRA INC.	350
CENTRE ALPHA-SOURD	7 008
CENTRE AUX SOURCES D'ARGENTEUIL	1 500
CENTRE BERNARD-HAMEL/CENTRE FAMILIAL	2 700
CENTRE BERTHE-ROUSSEAU	1 650
CENTRE BIENVENUE INC.	14 100
CENTRE COMMUNAUTAIRE CHRÉTIEN DE SAINT-JÉRÔME	3 000
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE FERME-NEUVE	750
CENTRE COMMUNAUTAIRE MADA INC.	19 800
CENTRE COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME INC.	13 350
CENTRE COMMUNAUTAIRE PARTAGE ST-FRANÇOIS	4 800
CENTRE COMMUNAUTAIRE PETIT ESPOIR	1 950
CENTRE COMMUNAUTAIRE RENDEZ-VOUS 50+	1 350
CENTRE D'ACCUEIL GOUIN-LOISIRS	2 850
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE "A C C E S"	12 450
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE D'IBERVILLE ET DE LA RÉGION	6 600
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE CONTRECOEUR "À PLEIN COEUR"	450
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE COWANSVILLE	1 200
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE LA M.R.C. DE COATICOOK	1 200
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE SAINT-CÉSAIRE	2 100
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE LE NORDEST	450
CENTRE D'ACTIVITÉS POPULAIRES ET ÉDUCATIVES C.A.P.E.	4 200
CENTRE D'APPUI AUX COMMUNAUTÉS IMMIGRANTES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	18 150
CENTRE D'ENTRAIDE "CONTACT" DE WARWICK	3 600
CENTRE D'ENTRAIDE AUX RAYONS DU SOLEIL INC.	1 200
CENTRE D'ENTRAIDE BÉNÉVOLE DE ST-AMABLE INC.	1 350
CENTRE D'ENTRAIDE D'ARGENTEUIL	2 700
CENTRE D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE DU SECTEUR BRANDON "LE CROISSANT DE LUNE"	1 350
CENTRE D'ENTRAIDE ET D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE SENNETERRE	450
CENTRE D'ENTRAIDE L'HORIZON DE RIVIÈRE-DU-LOUP	2 250
CENTRE D'ENTRAIDE PLUS DE L'ESTRIE	11 100
CENTRE D'IMPLICATION LIBRE DE LAVAL EN RÉÉADAPTATION SOCIALE C.I.L.L.	24 300
CENTRE D'INTÉGRATION PHYSIQUE DE L'ENVOL INC.	1 200
CENTRE D'ORGANISATION MAURICIEN DE SERVICES ET D'EDUCATION POPULAIRE (C.O.M.S.E.P.)	47 900
CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE DE L'ESTRIE	9 975
CENTRE DE BENEVOLAT DE LA VALLEE DE L'OR	1 650
CENTRE DE BÉNÉVOLAT D'ACTON VALE	1 200
CENTRE DE CROISSANCE D'ABITIBI-OUEST INC.	8 750
CENTRE DE FEMMES PARMI ELLES	2 550
CENTRE DE FORMATION DE HUNTINGDON	2 625
CENTRE DE JOUR DE ST-JAMES	9 900
CENTRE DE LA FAMILLE DU GRAND ST-JÉROME	3 300
CENTRE DE LA PETITE ENFANCE DES AMIS DES PRAIRIES	2 250
CENTRE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE (CLE MONTRÉAL)	8 972

Liste des déboursés 2020-2021 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 19 février 2021)

Nom de l'organisme	Déboursés (\$)
CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS (C.P.C.J.)	1 350
CENTRE DE PROMOTION COMMUNAUTAIRE LE PHARE INC.	1 350
CENTRE DE RÉADAPTATION PSYCHO-SOCIAL LE DÉCLICK	36 300
CENTRE DE RÉTABLISSEMENT LE RENFORT	1 800
CENTRE DE SANTÉ MENTALE L'ARRIMAGE	11 850
CENTRE DE SOIR DENISE MASSÉ INC.	21 900
CENTRE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CORCOVADO INC.	1 350
CENTRE DE SOLIDARITÉ SAINT-EUGÈNE	1 200
CENTRE DE SUPPORT MÉDICAL ET D'ASSISTANCE SOCIALE (CESUMAS)	1 500
CENTRE DES FEMMES INTERCULTUREL CLAIRE	1 500
CENTRE DES FEMMES MEMPHRÉMAGOG	450
CENTRE DES MARAIS ET SES HABITANTS INC.	2 700
CENTRE INTER-SECTION	27 150
CENTRE L'ESCALE DE JONQUIÈRE INC.	21 600
CENTRE LA BARRE DU JOUR	8 850
CENTRE LE BOUSCUEIL DE ROBERVAL INC.	4 550
CENTRE LE HAVRE DE TROIS-RIVIÈRES INC.	6 750
CENTRE LOCAL D'INITIATIVES COMMUNAUTAIRES DU NORD-EST DE MONTREAL	6 750
CENTRE POPULAIRE	2 100
CENTRE POUR FEMMES IMMIGRANTES DE SHERBROOKE	5 550
CENTRE RÉGIONAL DE SERVICES AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES (CRSBP) DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE-NORD-DU- QUÉBEC, INC.	1 350
CENTRE RÉSIDENTIEL COMMUNAUTAIRE JOLIETTE-LANAUDIÈRE INC.	150
CENTRE SIDA AMITIÉ	1 500
CENTRE SIGNES D'ESPOIR	4 050
CENTRE SOUTIEN-JEUNESSE DE SAINT-LAURENT	17 850
CENTRE À LA PETITE ENFANCE PASTELLE	1 350
CLUB DE L'AMITIÉ DES HANDICAPÉS D'ABITIBI-OUEST INC.	750
CLUB DES HANDICAPÉS DE VAL D'OR INC.	4 050
COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUÉBEC	12 750
COMITÉ D'AIDE ALIMENTAIRE DES PATRIOTES	10 350
COMITÉ DES BÉNÉVOLES DE LA RÉSIDENCE ST-JOSEPH	2 700
COMPAGNONS DE MONTRÉAL	39 900
COMPLEXE LE PARTAGE	450
COMPLEXE SPORTIF DU HAUT PONTIAC	5 100
COMPTOIR ALIMENTAIRE DRUMMOND INC.	6 300
COMPTOIR ALIMENTAIRE L'ESSENTIEL DE LAVALTRIE	1 350
COMPTOIR D'ENTRAIDE LACHUTE	1 650
COMPTOIR LE GRENIER	900
COMPTOIR MULTISERVICE DE FALARDEAU	1 050
COMPTOIR RECYC-DONS	3 450
COMPTOIR RÉGIONAL DE BEAUCE INC.	2 100
COMPTOIR ST-VINCENT DE PAUL DE REPENTIGNY/MAISON OZANAM	1 350
CONCERTATION-FEMME	23 850
CONFÉRENCE ST-VINCENT DE PAUL DE MONT-LAURIER INC.	4 500
CONSEIL DE DIRECTION DE L'ARMÉE DU SALUT DU CANADA	3 150
COOPERATIVE DE SERVICES MULTIPLES DE LANAUDIÈRE	450
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ D'INTÉGRATION SOCIO-PROFESSIONNELLE ADIRONDAK	6 750
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ ETC	600
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE UNIVERSEAU	1 350
CORPORATION POUR LA FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT E.R.S.	11 857
CROISSANCE-TRAVAIL	5 550
CUISINES COLLECTIVES DE CABANO	2 400
CUISINES COLLECTIVES DE DEGELIS	3 000
CENTRE ALPHA PAPINEAU	4 900
CENTRE ROLAND-BERTRAND	23 550
CENTRE COMMUNAUTAIRE POUR AÎNÉS RELAIS SANTÉ MATANE	600
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE RICHMOND	2 850

Liste des déboursés 2020-2021 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 19 février 2021)

Nom de l'organisme	Déboursés (\$)
CENTRE D'EMPLOYABILITÉ DE LA BAIE	7 350
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE MRC L'ASSOMPTION	1 350
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE LA MRC MANICOUAGAN	900
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DU LAC-SAINT-JEAN	1 650
CENTRE D'ÉCOINITIATIVES POPULAIRES	2 400
CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE DU GRAND CHÂTEAUGUAY	3 675
CENTRE DE JOUR DE SAINT-JÉRÔME	1 500
CENTRE DE BÉNÉVOLAT ET MOISSON LAVAL	1 050
CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES OPTIMUM SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2 700
CENTRE DE SOUTIEN EN SANTÉ MENTALE - MONTÉRÉGIE	26 150
CLÉ D'ACCÈS	2 800
CONFÉRENCE REPENTIGNY, L'ESSENTIEL	2 550
CONFÉRENCE SAINT-PAUL L'ERMITE	450
CULTIVER POUR NOURRIR	750
D'UN COUVERT À L'AUTRE	47 100
DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG	2 100
DÉVELOPPEMENT ST-GODARD	1 350
DÎNERS ST-LOUIS	3 450
EBYÔN	5 000
ENTRAIDE AGAPÉ	2 250
ENTRAIDE LÉO THÉORÊT	7 050
ENTRAIDE SAINT-MICHEL	23 850
ENTREPRISE SOCIALE EN SANTÉ MENTALE	4 500
EX AEQUO	3 000
FAMIL Y TIES CARREFOUR FAMILLE NEW CARLISLE	1 200
FONDATION BAIE ST-FRANÇOIS INC.	1 800
FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE INC.	6 300
FONDS D'AIDE À LA RÉUSSITE DE LA JONQUIÈRE	3 600
FORMACA	3 750
FOURCHETTES DE L'ESPOIR	1 200
FRATERNITÉ SAINT-ALPHONSE (2009)	2 700
FRIPERIE COMMUNAUTAIRE HUNTINGDON	750
GARDE-MANGER DES PAYS-D'EN-HAUT/ PARTAGE AMITIÉ	900
GENS AU TRAVAIL	2 400
GRENIER AUX TROUVAILLES (PARTAGE SANS FAIM)	2 700
GROUPE (3R) PLUS INC.	4 050
GROUPE D'ENTRAIDE "L'ENTRAIN"	2 100
GROUPE D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE DE LA REGION BERTHIER/LAVALTRIE: "L'ENVOL"	450
GROUPE D'ENTRAIDE EN TOUTE AMITIÉ	4 500
GROUPE D'ENTRAIDE L'ARRÊT-COURT, SOREL-TRACY	5 400
GROUPE D'ENTRAIDE LACHINE	10 650
GROUPE DES MONTAGNARDS DE CHERTSEY INC.	2 550
GROUPE EN ALPHABÉTISATION DE MONTMAGNY-NORD	3 325
GROUPE POPULAIRE D'ENTRAIDE DE LAVALTRIE INC.	1 950
GROUPE INFORMATION TRAVAIL INC.	4 800
GÉNÉALOGIE ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 350
HABITATION FAMILIALE NORAL II INC.	3 000
HÉBERGEMENT LA CASA BERNARD-HUBERT	4 800
IMAGO THEATRE, INC.	1 350
INFORMATION ALIMENTAIRE POPULAIRE CENTRE-SUD INC.	7 650
INTER ACTION TRAVAIL INC.	7 950
JEUNESSE AU SOLEIL	2 700
JUSTICE ALTERNATIVE DU SUROÎT	900
L'A-DROIT DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	1 350
L'ABC DES HAUTS PLATEAUX	1 050
L'ASSOCIATION DES CHEVALIERS BÉNÉVOLES DE L'HOTEL-DIEU DE ST-HYACINTHE	3 000
L'ASSOCIATION DES HANDICAPÉS GASPÉSIENS	3 150

Liste des déboursés 2020-2021 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 19 février 2021)

Nom de l'organisme	Déboursés (\$)
L'ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE CHIBOUGAMAU-CHAPAIS A.P.H.C.C.	1 800
L'ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES MATAWINIE APHM INC.	4 050
L'ATELIER D'ARTISANAT CENTRE-VILLE INC.	25 800
L'AVENUE-LIBRE DU BASSIN DE MASKINONGÉ INC.	4 200
L'ARDOISE, GROUPE POPULAIRE EN ALPHABÉTISATION	12 775
L'AUTRE FABRIK INC.	900
L'EN-DROIT DE LAVAL	4 500
L'ENSOLEILLÉE: RESSOURCE COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ MENTALE	2 400
L'ENTRAIDE CHEZ NOUS	9 750
L'ENTRAIDE PASCAL-TACHÉ INC.	900
L'ENVOLEE, RESSOURCE ALTERNATIVE EN SANTÉ MENTALE	7 350
L'ESSENTIEL DES ETCHÉMINS	2 850
L'EVEIL CHARLEVOISIEN	4 200
L'ENVOL PROGRAMME D'AIDE AUX JEUNES MÈRES	13 650
L'OASIS DE LOTBINIÈRE INC.	6 900
L'ÉCHELON DES PAYS D'EN HAUT INC.	4 500
L'ÉCRIT TÔT DE SAINT-HUBERT	12 450
L'ÉQUIPE ENTREPRISE	3 450
L'ÉVEIL, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES ATTEINTES DE MALADIE MENTALE	5 850
LA BONNE ÉTOILE JOLIETTE INC.	3 150
LA BOUFFE DU CARREFOUR	6 000
LA BOURGADE INC.	450
LA CAFETERIA COMMUNAUTAIRE MULTI CAF	21 900
LA CHAUDRONNÉE DE L'ESTRIE INC.	7 500
LA CITÉ DES MOTS	2 025
LA CLÉ DE L'ALPHA	3 300
LA CORDÉE, RESSOURCE ALTERNATIVE EN SANTÉ MENTALE	8 250
LA CORPORATION DU VILLAGE MINIER DE BOURLAMAQUE (CITÉ DE L'OR)	1 200
LA CROISÉE DE LONGUEUIL INC.	3 750
LA CROISÉE DES SENTIERS	4 050
LA CROISÉE S.I.T. INC.	1 800
LA CUISINE COLLECTIVE DE LA RÉGION DE MATANE	1 200
LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-HENRI-DE-MASCOUCHE	1 800
LA FONDATION SANATORIUM BEGIN	1 800
LA FRATERNITÉ ST-MICHEL INC.	1 350
LA GANG À RAMBROU	33 750
LA GIGOGNE INC.	1 500
LA GRANDE TABLE	7 500
LA GRIFFE D'ALPHA	6 650
LA JOUJOUTHEQUE FARFOUILLE	6 750
LA MAISON DE L'ENTRAIDE DE STE-JULIE INC.	1 800
LA MAISON DE L'ESPOIR DE MONT-JOLI INC.	2 700
LA MAISON DE LA FAMILLE CONTRE VENTS ET MARÉES	7 925
LA MAISON DE LA FAMILLE DE MALARTIC	900
LA MAISON DE LA FAMILLE DE VAL D'OR INC.	622
LA MAISON DE LA FAMILLE KATERI	450
LA MAISON DES AMIS DU PLATEAU MONT-ROYAL INC.	21 750
LA MAISON DES MOTS DES BASSES-LAURENTIDES	9 100
LA MAISON LE RÉVERBÈRE INC.	1 800
LA MAISONNETTE DES PARENTS	3 600
LA MANNE QUOTIDIENNE	5 850
LA MARÉE DES MOTS	3 150
LA MOSAÏQUE, CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE ET COMMUNAUTAIRE	3 000
LA PASSERELLE, GROUPE D'AIDE ET D'ENTRAIDE POUR PERSONNNES VIVANT AVEC UN PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE	3 750
LA PETITE BOUTIQUE (D'AMOS)	450
LA PETITE FERME DE L'AUBERGE	2 550
LA POPOTE ROULANTE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	5 850

Liste des déboursés 2020-2021 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 19 février 2021)

Nom de l'organisme	Déboursés (\$)
LA RENCONTRE CHÂTEAUGUOISE	2 700
LA RENCONTRE, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES ATTEINTES DE MALADIE MENTALE	1 950
LA SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL DE JOLIETTE, INC.	5 250
LA SOUPIÈRE JOLIETTE-LANAUDIÈRE	9 150
LA TABLÉE DES NÔTRES DE GRAND-MÈRE INC.	2 250
LE BON CITOYEN	2 400
LE CAMPAGNOL DES JARDINS DE NAPIERVILLE CENTRE DE JOUR	900
LE CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE ST-JEAN-SUR-RICHELIEU INC.	4 500
LE CENTRE D'APPRENTISSAGE PARALLÈLE DE MONTRÉAL C.A.P.	52 150
LE CENTRE DE BÉNÉVOLAT DE ST-HYACINTHE INC.	1 650
LE CENTRE DE JOUR LES INTRÉPIDES	1 800
LE CENTRE LA MÉSANGE	1 350
LE CENTRE LOUISE-AMÉLIE, INC.	6 300
LE CENTRE REGAIN DE VIE INC.	1 500
LE CENTRE RESIDENTIEL ET COMMUNAUTAIRE JACQUES CARTIER	900
LE COIN ALPHA	3 300
LE COIN DU PARTAGE BEAUHARNOIS INC.	1 200
LE COMITÉ D'ÉDUCATION AUX ADULTES DE LA PETITE BOURGOGNE ET DE ST-HENRI	14 318
LE COMPTOIR FAMILIAL DE THETFORD MINES INC.	3 000
LE GARDE-MANGER POUR TOUS	4 200
LE GRAIN D'SEL DE LA VALLÉE DU RICHELIEU	2 400
LE GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINÉRAIRE	18 750
LE GROUPE D'ENTRAIDE LE DAHLIA DE BEAUHARNOIS	4 500
LE MOUVEMENT DES PERSONNES D'ABORD DE JOLIETTE	450
LE MURMURE, GROUPE D'ENTRAIDE DE PERSONNES AYANT OU AYANT EU UN PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE	750
LE PATRO DE LÉVIS INC.	1 350
LE PATRO ROC-AMADOUR (1978) INC.	3 000
LE PIGNON BLEU, LA MAISON POUR GRANDIR	900
LE PLAISIR DES MOTS	3 845
LE PLATEAU DE TRAVAIL DE LA TABLÉE POPULAIRE	1 500
LE PONT DE ROUYN-NORANDA INC.	1 350
LE RAPPEL GROUPE D'ENTRAIDE DE PERSONNES ATTEINTES D'UNE MALADIE MENTALE	20 100
LE RELAIS POPULAIRE INC.	3 450
LE RIVAGE DU VAL ST-FRANÇOIS	6 150
LE TOUR DE LIRE	21 000
LE TOURNESOL DE LA RIVE-NORD INC.	2 700
LE TRAIT D'UNION, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES AYANT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE	7 350
LE TRAVERSIER, CENTRE DE JOUR ET D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE	1 800
LE ZÈBRE ROUGE	13 650
LES ACCORDAILLES	1 350
LES AMIS DE LAMATER	2 700
LES ATELIERS QUATRE SAISONS INC.	6 150
LES ATELIERS TRANSITION INC.	9 300
LES BOUTS DE PAPIER DE LA HAUTE-GASPÉSIE	7 350
LES HABITATIONS DES TISSERANDES	1 500
LES NOUVEAUX SENTIERS DE LA MRC DE L'ISLET	4 800
LES PAPIERS CODERR	28 200
LES SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE L'APPUI INC.	16 500
LUDOLETTE	7 000
LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-FRÈRE-ANDRÉ	900
LA PIAULE CENTRE-DU-QUÉBEC INC.	13 188
LA PORTE OUVERTE MONTRÉAL	2 100
LA TRIADE HCT	21 900
LA LIBELLULE, POUR LES PERSONNES VIVANT AVEC UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE ET LE SPECTRE DE L'AUTISME	1 800
LE CENTRE ÉDUCATIF ET DE LOISIRS EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE (LE CENTRE ÉLODI)	15 900
LE CŒUR À LIRE	1 050
LE PHÉNIX, ECI, CENTRE MAURICIE/MÉKINAC	2 550

Liste des déboursés 2020-2021 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 19 février 2021)

Nom de l'organisme	Déboursés (\$)
LES YMCA DU QUÉBEC - SAINT-LAURENT	1 200
LIBRE ESPACE CÔTE-DE-BEAUPRÉ INC.	2 250
MADAME PREND CONGÉ, CENTRE DE FEMMES DE POINTE ST-CHARLES	300
MAIN-FORTE MONTRÉAL	20 250
MAISON DE L'AMITIÉ DE MONTRÉAL	5 400
MAISON DE LAUBERIVIÈRE, AIDE AUX ADULTES EN DIFFICULTÉ	3 000
MAISON DE QUARTIER VIMONT	1 500
MAISON DES JEUNES LA PIAULE DE BOUCHERVILLE	1 800
MAISON DESJARDINS DE SOINS PALLIATIFS DU KRTB	600
MAISON DU PÈRE	7 500
MAISON L'ÉCHELON INC.	7 350
MAISON LE PUITTS INC.	1 350
MAISON LES ETAPES INC.	50 100
MAISON PLEIN COEUR	1 800
MAISON POPULAIRE D'ARGENTEUIL	4 375
MAISON RE-NE INC.	3 600
MAISON ST-ANDRÉ ABITIBI-OUEST	6 450
MANNE DU JOUR	2 850
MISSION BON ACCUEIL	27 750
MOISSON BEAUCE INC.	3 750
MOISSON D'ALMA	3 600
MOISSON KAMOURASKA	2 250
MOISSON LAURENTIDES	3 900
MOISSON MAURICIE / CENTRE-DU-QUÉBEC	12 750
MOISSON MONTRÉAL INC.	11 850
MOISSON QUÉBEC INC.	3 900
MOISSON SUD-OUEST	7 650
MON RESTO SAINT-MICHEL	7 950
MOUVEMENT D'INFORMATION ET D'ENTRAIDE DANS LA LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA À QUÉBEC (MIELS-QUÉBEC)	450
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE LAVAL	3 900
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINT-EUSTACHE	12 425
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINTE-THÉRÈSE	15 400
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE ST-JÉRÔME ET SES ENVIRONS	3 900
MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE SHERBROOKE INC.	1 500
MAISON L YSE-BEAUCHAMP (RESSOURCE D'HÉBERGEMENT COMMUNAUTAIRE)	9 300
MAISON SAINT-COLUMBA	7 950
MAISON DE CAMPAGNE & D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE DU LAC	1 650
MAISON DES FAMILLES LA CIGOGNE DU LAC SAINT-JEAN EST	4 500
NAISSANCE-RENAISSANCE DES HAUTES-LAURENTIDES	150
OEUVRE VIE NOUVELLE	4 200
ORGANISATION POUR LA SANTÉ MENTALE OEUVRANT À LA SENSIBILISATION ET À L'ENTRAIDE (O.S.M.O.S.E.)	1 500
ORGANISME DE RÉCUPÉRATION ANTI-PAUVRETÉ DE L'ÉRABLE	7 050
P.R.I.S.E. II (PROGRAMME EDUCATIF DE REVALORISATION INDIVIDUELLE, SOCIALE) INC.	13 650
PARTAGENCE	7 500
PARTAGEONS L'ESPOIR (QUÉBEC)	14 100
PAUL ALFRED CERCLE #999	300
PAVILLON D'EDUCATION COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	11 250
PIVOT CENTRE-DU-QUÉBEC	8 100
PLAISIR DE LIRE INC.	2 850
POPCO INC.	1 225
POST SCRIPT JEUNESSE	1 500
PRACOM INC.	23 850
PROJETS PART	30 750
PROMOTION ET DÉFENSE DES DROITS EN SANTÉ MENTALE DE L'ESTRIE (PRO-DEF)	750
PROVISION COMPASSION	2 700
PSYCOHÉSION	12 000
PLEINS RAYONS	900

Liste des déboursés 2020-2021 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 19 février 2021)

Nom de l'organisme	Déboursés (\$)
Projet L.U.N.E	1 350
RECYCLAGE VANIER	1 950
REGROUPEMENT D'ORGANISMES DE PROMOTION POUR PERSONNES HANDICAPÉES - RÉGION MAURICIE	300
REGROUPEMENT DES ASSISTÉES SOCIALES ET ASSISTÉS SOCIAUX DU TÉMISCOUATA	4 500
REGROUPEMENT DES FEMMES DE LA RÉGION DE MATANE	2 400
REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE BASE EN SANTÉ MENTALE RÉGIONS 04-17	450
RELAIS COMMUNAUTAIRE DE LAVAL	4 350
RELAIS D'ESPÉRANCE	3 300
REPIT JEUNESSE	11 100
RESEAU D'AIDE LE TREMLIN INC.	900
RESSOURCE DE TRANSITION LE TOURNANT	300
RESSOURCERIE TRANSITION INC.	2 100
RESSOURCES COMMUNAUTAIRES OMÉGA	4 500
RESTO POP THÉRÈSE DE BLAINVILLE	5 100
RUELLE DE L'AVENIR	2 700
RECYK ET FRIP	900
RÉSEAU DE L'INTÉGRATION À L'EMPLOI DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10 050
RÉSEAU OUTAOUAIS ISP	99 900
SAINT-VINCENT-DE-PAUL CONFÉRENCE DE STE-JULIENNE	1 050
SEMO	1 950
SERVICE ACCÈS-EMPLOI	5 250
SERVICE AMICAL BASSE-VILLE INC.	4 050
SERVICE D'AIDE COMMUNAUTAIRE ANJOU INC.	15 150
SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNÉE	16 050
SERVICE D'ENTRAIDE BASSE-VILLE INC.	3 750
SERVICE D'ENTRAIDE FAMILIALE DE VAL D'OR INC.	2 400
SERVICE D'INTERPRÈTE D'AIDE ET DE RÉFÉRENCE AUX IMMIGRANTS (SIARI)	16 350
SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE (SNAC)	6 300
SIT-MAURICIE (SERVICE D'INTÉGRATION AU TRAVAIL)	16 200
SOCIETE D'HISTOIRE DU TEMISCAMINGUE	450
SOCIETE HISTORIQUE DU MARIGOT INC.	8 850
SOCIÉTÉ DE FORMATION INDUSTRIELLE DE L'ESTRIE INC.	6 300
SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL CONSEIL PARTICULIER DE SHAWINIGAN	3 150
SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL CONFÉRENCE: ST-PAUL L'ERMITE	450
SOLIDARITÉ SOCIALE DE RAWDON	4 350
SOURCE D'ESPOIR TÉMIS INC.	1 500
SOURCE DE VIE DE ST-GABRIEL INC.	3 600
SOURIRE SANS FIN	4 800
STAGEM DIVISION ENTREPRISE D'INSERTION INC.	1 200
SANTÉ MENTALE QUÉBEC - BAS-ST-LAURENT	6 300
SANTÉ MENTALE QUÉBEC / HAUT-RICHELIEU	16 950
STE-VICTOIRE EN FÊTE	1 200
STIMULEARTS	2 400
TOUJOURS ENSEMBLE INC.	1 800
TRAVAIL ADAPTÉ DE LANAUDIÈRE	12 150
TRIPOST PORTNEUF	3 900
TEXTIL'ART LAVAL	1 500
UN PROLONGEMENT À LA FAMILLE DE MONTRÉAL	8 550
UNE AFFAIRE DE FAMILLE...	450
UNITE POINT DE DEPART INC.	5 850
UNITÉ DOMRÉMY DE MONT-JOLI INC.	450
VIE AUTONOME ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 700
VIRAGE SANTÉ MENTALE	13 950
PROVISIONS COMMUNAUTAIRES	1 050
ÉCOLE NATIONALE D'APPRENTISSAGE PAR LA MARIONNETTE	21 900
Total	3 100 000

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-04

Titre :

Concernant le programme « Contrat d'intégration au travail (CIT) » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

Année financière	Participants actifs	Nouvelles personnes**
2020-2021*	4 807	595

* Données 19 février 2021.

** Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Ceci a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

Données budgétaires :

Année financière	Dépenses
2020-2021*	25 585,2 k\$

* Données 19 février 2021.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-05

Titre :

Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants en 2020-2021 (données au 19 février 2021) : 0.

Le programme « Découvrir un métier, une profession » n'existe plus sous sa forme initiale. La participation à des stages d'observation ou d'exploration est prévue à l'intérieur des mesures actives des services publics d'emploi concernées et est possible pour toutes les personnes qui participent à ces mesures. Le nombre de participants aux stages de courte durée ne peut donc pas être extrait.

Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : Aucun objectif de résultats n'est donné pour ce programme. Les résultats de retours en emploi sont liés au parcours du client, qui peut comprendre une participation à plusieurs mesures ou programmes.

Données budgétaires : Aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes des mesures concernées.

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 10 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-06

Titre :

Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. la liste des programmes d'études et de formation;
- d. le bilan et les résultats;
- e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- f. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- g. les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de personnes jointes par le programme :

Volets	Participants, entreprises ou organismes actifs 2020-2021*
Individus	26 813 individus distincts
Entreprises	10 420 entreprises ou organismes distincts

* Données au 19 février 2021.

Les services d'emploi exercent une gestion par fonds et non par programme. La mesure de formation de la main-d'œuvre n'est pas un programme et il n'y a pas de sommes allouées à cette mesure en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION:

DATE : 17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-07

Titre :

Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants en 2020-2021 :

Période	Participants actifs
2020-2021 (données au 19 février 2021)	418

Sommes allouées :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

5 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-8

Titre :

Concernant le programme « Ma place au soleil » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

2018-2019	478 participants actifs
2019-2020	500 participants actifs
2020-2021 (données en date du 19 février 2021)	361 participants actifs

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

VALIDATION:

DATE :

Direction des mesures et services aux individus

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-09

Titre :

Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

2020 – 2021*	6 401
--------------	--------------

* Données au 19 février 2021.

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

10 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Concernant le « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021 (données au 19 février 2021), on dénombre 1 257 participants actifs, dont 757 nouveaux participants.

Le Service public d'emploi exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

Une bonification du PRIIME totalisant 29,5 M\$ sur 5 ans a été annoncée lors du budget 2017-2018. Cette bonification permettra une augmentation de 20 % des participations par année (sur un principe cumulatif) durant 5 ans à partir de l'année de référence 2015-2016.

Dans le budget 2018-2019, un montant additionnel de 18,5 M\$ sur 5 ans a été accordé afin d'accroître davantage la participation des entreprises au PRIIME.

SOURCE : Direction mesures et des services aux individus
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de compte
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Titre :

Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2020-2021 et pour les trois années précédentes :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs âgés (PSTA) a cessé de s'appliquer le 31 mars 2013 dans le secteur de l'extraction de l'amiante et le 31 décembre 2012 dans tous les autres secteurs d'activité. Toutefois, les personnes licenciées avant la fin de ce programme ont pu continuer à en bénéficier, dans la mesure où elles étaient âgées de moins de 60 ans et remplissaient les autres conditions d'admissibilité.

- a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme par région : En 2020-2021, aucun travailleur n'a été aidé dans le cadre du PSTA.
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : Sans objet.
- c) Bilan et résultats : En 2020-2021, aucun travailleur n'a été aidé dans le cadre du PSTA.
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière et le montant reçu par chacun : Sans objet.
- e) Sommes allouées (totales et ventilées par région) : Il n'y avait pas de budget prévu pour 2020-2021.

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATIONS :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

DATE :

2 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

Titre :

Concernant le programme « Réussir » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de personnes ayant participé au PAAS Réussir, par région

En 2020-2021, 414 personnes ont participé au PAAS Réussir (au 19 février 2021).

b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme

Données non disponibles.

c) Bilan et résultats

Se référer au nombre de participants mentionnés précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.

d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière

Non applicable.

e) Sommes allouées au PAAS Action et Réussir (ventilation non disponible)

En 2020-2021, les dépenses s'élevaient à 8,8 M\$ (au 28 février 2021).

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATIONS :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

DATE :

18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-13

Titre :

Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2021-2022;
- g. la liste de tous les services offerts.

Exposé et statistiques :

Pour 2020-2021 (données préliminaires au 19 février 2021) : le nombre de participants actifs était de 77 559.

Exerçant une gestion par fonds, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) n'alloue pas de somme précise pour la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE).

Types d'activités

Plusieurs activités peuvent être offertes dans le cadre de la mesure SAE par les intervenants externes, selon les besoins des personnes et les objectifs recherchés, dont :

- des sessions d'information sur le marché du travail;
- des services d'orientation professionnelle;
- des clubs de recherche d'emploi;
- des stratégies de recherche d'emploi;
- de l'évaluation psychosociale;
- la détermination des besoins;
- des stages d'observation ou d'exploration dans les entreprises;
- du mentorat.

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 10 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

Titre :

Concernant le programme « Soutien financier aux mineures enceintes » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région) ;
- f. les montants prévus pour 2021-2022.

État de situation

Nombre de personnes ayant participé à ce programme en 2020-2021 :

27 (donnée au 31 janvier 2021).

Bilan et résultats pour 2020-2021 :

En 2020-2021, le Programme a permis de venir en aide à 27 futures mères de moins de 18 ans dont la précarité économique constituait une menace pour elle et l'enfant à venir (donnée au 31 janvier 2021).

Sommes allouées en 2020-2021 :

200 k\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

VALIDATION :

DATE : 2 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

Titre :

Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour les trois dernières années :

- a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c) le bilan et les résultats;
- d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e) les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f) les montants prévus pour 2021-2022;
- g) les types de projets financés, montants financés par projet, par région.

Exposé et statistiques :

- Nombre de participants actifs :

Année	Nombre de participants actifs
2020-2021 (données au 19 février 2021)	2 407

- Sommes allouées :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 2 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

Titre :

Concernant le : « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour les trois dernières années:

- a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;
- b. les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le tableau ci-dessous présente les données pour l'année 2020-2021 au 28 février 2021.

RÉGION	2020-2021	
	Demandes	Montant versé
01 - Bas-Saint-Laurent	0	- \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	6	90 000 \$
03- Capitale-Nationale	9	135 000 \$
04 – Mauricie	1	15 000 \$
05 - Estrie	0	- \$
06 - Montréal	1	15 000 \$
07 – Outaouais	1	15 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	- \$
09 - Côte Nord	0	- \$
10 - Nord du Québec	0	- \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0	- \$
12 - Chaudière-Appalaches	3	45 000 \$
13 - Laval	2	30 000 \$
14 - Lanaudière	0	- \$
15 – Laurentides	0	- \$
16 - Montérégie	1	15 000 \$
17 - Centre-du-Québec	1	15 000 \$
Région administrative non précisée (hors Québec)	0	- \$
Total	25	375 000 \$

SOURCE :

VALIDATION :

DATE :

Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles
2021-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

Titre :

Concernant les programmes « Subvention salariale pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour les trois dernières années :

- a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c) le bilan et les résultats;
- d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e) les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f) les sommes prévues pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs à la mesure Subvention salariale par volet pour 2020-2021* :

Volet	Nouveaux participant	Participants actifs
Insertion en emploi**	1 946	2 879
Expérience de travail	1 078	1 824

* Données au 19 février 2021.

** Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale ».

Données budgétaires pour 2020-2021* :

Volet	Dépenses en k\$*
Insertion en emploi**	13 267,4
Expérience de travail	12 000,3

* Données préliminaires au 19 février 2021.

** Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale ».

Nombre de personnes jointes par la mesure Contrat d'intégration au travail (CIT) pour 2020-2021* :

Participants actifs	Nouvelles personnes**
4 087	595

* Données au 19 février 2021.

** Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Cela a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

Dépenses d'intervention :

2020-2021 (données préliminaires au 19 février 2021) : 25 585,2 k\$

Sommes allouées :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ces programmes en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-19

Titre :

Concernant le programme « Découvrir une relève » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants en 2020-2021 (données au 19 février 2021) : 0.

Le programme « Découvrir une relève » n'existe plus sous sa forme initiale. La participation à des stages d'observation ou d'exploration est prévue à l'intérieur des mesures actives des services publics d'emploi et est possible pour toutes les personnes qui participent à ces mesures. Le nombre de participants aux stages de courte durée ne peut donc pas être extrait.

Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : Aucun objectif de résultats n'est donné pour ce programme. Les résultats de retours en emploi sont liés au parcours du client, qui peut comprendre une participation à plusieurs mesures ou programmes.

Données budgétaires : Aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes des mesures concernées.

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 10 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20

Titre :

Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2020-2021 et pour les trois dernières années :

- a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c) le bilan et les résultats;
- d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e) les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f) les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- Selon la Loi sur les normes du travail, lorsqu'un licenciement collectif survient, l'employeur doit participer à mettre en place un comité d'aide au reclassement (CAR) lorsque le nombre de salariés licenciés atteint 50 ou plus dans un même établissement ou prendre d'autres moyens équivalents afin de faciliter leur réintégration en emploi. Le Ministère offre un soutien à l'entreprise pour les coûts de fonctionnement du comité d'aide au reclassement et la réalisation de ses activités.
- Lors de licenciements collectifs de moins de 50 travailleurs, les travailleurs licenciés peuvent être soutenus par un comité de reclassement à entrées continues (CREC). Un prestataire de services financé par le Ministère offre ainsi des services de reclassement dans une région donnée, sur un mode continu.
- Services Québec intervient donc en collaboration avec l'employeur dans le cadre des mesures suivantes:
 - Comité d'aide au reclassement;
 - Comité d'aide au reclassement à entrées continues.

Comité d'aide au reclassement (régulier)	
ANNÉE	PARTICIPATIONS ACTIVES
2020-2021*	24

Comité d'aide au reclassement (entrée continue)	
ANNÉE	PARTICIPATIONS ACTIVES ¹
2020-2021*	20

* Données au 19 février 2021

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises (DMSE)
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion (DAIG)
VALIDATION :
DATE : 24 mars 2021

¹ Dans le cas du CREC, le nombre de participations actives ne correspond pas au nombre d'entreprises ayant bénéficié des services, mais bien au nombre de CREC actifs. Chaque CREC peut soutenir au cours d'une même année plusieurs dizaines d'entreprises ayant effectué des licenciements collectifs. Conséquemment, le nombre d'entreprises ayant bénéficié des services du CREC est beaucoup plus élevé, mais n'est pas chiffrable car cela exigerait une comptabilisation manuelle pour chacune des directions régionales de Services Québec.
3RP20_03-22_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-79.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : Le 3 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-79.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : Le 3 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des quatre volets pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-79.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 3 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-24

Titre :

Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) », pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);les prévisions pour 2021-2022 (sommes totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

a. Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région

En 2020-2021, 3 118 personnes ont été inscrites au programme d'apprentissage en milieu de travail

Régions	2020-2021 ¹
Bas-St- Laurent	148
Saguenay-Lac-St-Jean	256
Capitale-Nationale	236
Mauricie	131
Estrie	281
Montréal	214
Outaouais	131
Abitibi-Témiscamingue	85
Côte-Nord	11
Nord-du-Québec	8
Gaspésie-Les-Îles	93
Chaudière-Appalaches	331
Laval	113
Lanaudière	271
Laurentides	134
Montréal	407
Centre-du-Québec	245
Inconnue	23
Ensemble du Québec	3118

¹Données au 19 février 2021

Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

b. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme

Le PAMT est un processus de qualification volontaire en entreprise qui s'adresse aux personnes qui sont déjà en emploi.

Bilan et les résultats

En 2020-2021 (données en date du 19 février 2021), 1 617 certificats de qualification professionnelle ont été émis à la suite d'un Programme d'apprentissage en milieu de travail.

c. Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun

Données non disponibles.

d. Identification des sommes allouées (totales et ventilées par région)

Afin d'aider les entreprises à assumer les coûts reliés à la formation de leur main-d'œuvre, des programmes ou crédits d'impôt sont disponibles pour les entreprises participant au PAMT, selon leur situation. Parmi les mesures utilisées notons le Crédit d'impôt pour stage en milieu de travail (Revenu Québec) et la subvention salariale bonifiée combinée au PAMT.

Ainsi, les dépenses du ministère visant à offrir une Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT se sont établies en 2020-2021 à 482 800\$.

Crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail

Les dépenses fiscales totales en lien avec le crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail, incluant celles liées au PAMT, basées sur l'édition 2020 des dépenses fiscales du ministère des Finances du Québec, sont les suivantes :

- 2015 (estimation) : 50,8 M\$
- 2016 (estimation) : 52,8 M\$
- 2017 (estimation) : 56,5 M\$
- 2018 (estimation) : 63,6 M\$
- 2019 (projection) : 73,2 M\$
- 2020 (projection) : 66,9 M\$
- 2021 (projection) : 70,1 M\$

Ces sommes couvrent cependant tous les types de stages y compris ceux des institutions scolaires. Pour les années antérieures à 2019, le coût des dépenses fiscales est calculé à partir de statistiques fiscales réelles disponibles provenant de Revenu Québec. Pour les années 2019 à 2021, les dépenses fiscales représentent une projection.

La ventilation par région n'est pas disponible.

e. Prévisions pour 2020-2021 des sommes prévues (totales et ventilées par région).

Données non disponibles.

SOURCE : Direction du développement de la main-d'œuvre

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction de la planification et de la reddition de compte

VALIDATION :

DATE : 2020-03-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-25

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-79.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 3 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

Titre :

Concernant le « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
- b. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- c. montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Les programmes financés par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) sont exclus du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE : Direction du développement de la main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

Titre :

Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- f. montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Pour le Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA), on dénombre 4 963 participants actifs en 2020-2021 (données au 19 février 2021).

Pour 2020-2021 (données au 19 février 2021), les dépenses liées au PSEA sont de 96,8 M\$.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATIONS : Direction régionale de Services Québec du Centre-du-Québec
Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-28

Titre :

Emploi-Québec :

- a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2020-2021 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2021-2022. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;
- b. Détail des employés occasionnels et réguliers pour les cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2021-2022;
- c. Part du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2020-2021 et pour les quatre années précédentes;
- d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.

Exposé et statistiques :

a) Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2020-2021 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2021-2022

Voir l'annexe 1.

Les résultats des indicateurs de proportion de retour en emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi (ensemble et diverses clientèles) sont à la baisse. Cette baisse est principalement due à la pandémie de la COVID-19. La cible de l'indicateur de résultats du nombre d'entreprises nouvellement aidées en matière de gestion des ressources humaines sera dépassée notamment grâce au Programme action concertées pour le maintien en emploi (PACME).

Tel que prévu dans le processus de reddition de comptes, les résultats finaux pour 2020-2021 seront présentés dans le Rapport annuel de gestion du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) en septembre 2021.

Aucune prévision de cibles et de résultats des interventions du MTESS (Secteur Emploi-Québec) sur le terrain n'est disponible pour 2021-2022.

b) Détail des employés occasionnels et réguliers pour 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022

Les données publiées les plus récentes (Rapport annuel de gestion du MTESS pour 2019-2020, page 104) indiquent que les services de main-d'œuvre et d'emploi ont pu compter sur un effectif de 1 837 équivalents temps complet.

Le tableau suivant présente le nombre d'employés en lien d'emploi au Secteur Emploi-Québec :

Regroupement	2020-2021 (au 24 février 2021)		
	Rég.	Occ.	Total
MTESS – Secteur Emploi-Québec	170	17	187

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 pour l'année 2020-2021.

Aucune prévision de l'effectif pour 2021-2022 n'est disponible.

c) Part du FDMT financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour 2020-2021

Les dépenses préliminaires pour 2020-2021 sont de l'ordre de 1 306,0 M\$*, soit 148,6 M\$ en fonds du Québec et 1 157,4 M\$ en fonds du fédéral.

* Ces montants incluent les sommes pour le volet « intervention » et le volet « administration ».

d) État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, pour 2020-2021

Les services en matière de main-d'œuvre et d'emploi n'administrent pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ces services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction de la planification et de la reddition de comptes
COLLABORATION : Direction générale des ressources humaines
VALIDATION : Direction du budget
DATE : 25 mars 2021

Annexe 1. Cibles révisées et résultats 2020-2021, ensemble du Québec

Indicateurs	2020-2021	
	Cibles ¹	Résultats préliminaires (données au 19 février 2021)
• Nombre de personnes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	85 000	82 581
• Proportion des personnes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	51,5 %	52,7 %
• Nombre de participants de l’ assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	40 000	33 598
• Proportion des participants de l’ assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	55,0 %	57,2 %
• Nombre de clients des programmes d’ assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	17 300	17 369
• Proportion des clients des programmes d’ assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	40,5 %	40,4 %
• Nombre de personnes immigrantes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	13 000	12 370
• Proportion des personnes immigrantes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	51,5 %	50,6 %
• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre (CDRCMO)	3 240 ²	3 193 ³
• Nombre d’ entreprises nouvellement aidées	15 300	15 560

¹ Malgré qu’il n’y ait pas eu de plan d’action annuel des services publics d’emploi en 2020-2021, des cibles des indicateurs de résultats ciblés ont été déterminées et révisées en octobre 2020 considérant les changements importants survenus au marché du travail à la suite de l’arrivée de la pandémie de la COVID-19.

² 3 100 participants de programmes d’apprentissage en milieu de travail (PAMT) et 140 participants des autres stratégies du CDRCMO.

³ 3 118 participants de PAMT et 75 participants des autres stratégies du CDRCMO.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

Titre :	
Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :	
a)	Aux services directs donnés par le personnel d'EQ;
i.	Par région;
ii.	Par CLE;
b)	À l'administration;
iii.	Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs;
iv.	Total des dépenses d'administration pour EQ;
c)	Aux mesures d'emploi;
v.	Soutien au revenu;
	• Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale;
	• Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale;
vi.	Ententes de services;
	• Par catégorie d'entente.

Exposé et statistiques :			
Dépenses 2020-2021 (au 28 février 2021)			
	Rémunération	Fonctionnement	Total
Bas-Saint-Laurent	6 822 343,76	167 186,63	6 989 530,39
Saguenay-Lac-Saint-Jean	8 986 302,44	311 986,48	9 298 288,92
Capitale-Nationale	12 616 359,86	239 512,02	12 855 871,88
Mauricie	8 949 617,33	192 611,91	9 142 229,24
Estrie	7 987 258,18	160 501,21	8 147 759,39
Centre-du-Québec	6 785 616,57	199 758,68	6 985 375,25
Outaouais	8 252 571,88	331 877,18	8 584 449,06
Abitibi-Témiscamingue	4 974 335,95	166 065,08	5 140 401,03
Côte-Nord	4 448 006,33	138 206,79	4 586 213,12
Nord-du-Québec	2 549 488,05	74 675,98	2 624 164,03
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	5 742 533,12	177 146,28	5 919 679,40
Chaudière - Appalaches	8 154 043,28	169 441,92	8 323 485,20
Lanaudière	10 120 621,36	350 706,01	10 471 327,37
Laurentides	11 743 785,05	464 070,73	12 207 855,78
Montérégie	25 677 580,91	686 890,87	26 364 471,78
Île-de-Montréal	37 791 665,88	1 339 747,97	39 131 413,85
Laval	7 089 761,90	206 345,30	7 296 107,20
Opérations centralisées en région	8 777 566,88	591 728,83	9 369 295,71
TOTAL DES DÉPENSES DES RÉGIONS AUX SERVICES DIRECTS	187 469 458,73	5 968 459,87	193 437 918,60
TOTAL DES DÉPENSES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TÉLÉPHONIQUES (Secteur des services à la clientèle)*	5 521 784,17	70 556,48	5 592 340,65
TOTAL DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION DES MESURES	20 686 527,04	13 196 045,24	33 882 572,28
TOTAL DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION POUR EQ	213 677 769,94	19 235 061,59	232 912 831,53
* Les dépenses de la Direction générale des services téléphoniques sont du 1 ^{er} avril 2020 au 29 juin 2020 puisqu'après cette date, cette direction générale a été transférée au Secteur des partenariats de Services Québec.			

Le total des dépenses d’administration des mesures représente les dépenses des unités centrales en soutien au réseau, soit le Secteur des services à la clientèle, le Secteur Emploi-Québec et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

L’annexe 1 présente les données ventilées par CLE pour la même période.

L’annexe 2 présente les données des mesures d’emploi provenant du Fond de développement du marché du travail (FDMT) pour l’année 2020-2021. Les allocations versées en soutien du revenu font l’objet d’un suivi pour l’ensemble de la clientèle.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles
DATE : 22 mars 2022

Informations complémentaires à la fiche 3RP-29
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Lignes à zéro	
NoProgramme	

Dépenses directes des Régions et OCR par bureau au 28 février 2021

Réel			
Super catégorie	Direction	Unité administrative	Total
01 Rémunération	3090 Opérations centralisées	1704193 Services centralisés	678 500,81
		1704211 Centre spécialisé des pensions alimentaires	813 671,75
		1704247 Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	491 722,18
		1704441 Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais	1 382 115,47
		1704693 Bureau de Services Québec - Centre spécialisé du travail autonome	771 705,44
		1704792 Centre spécialisé des incohérences	1 366 024,07
		1704933 Bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des parrainés	1 861 810,05
		1704934 Direction adjointe du bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des services aux parrainés	1 412 017,11
		Total 3090 Opérations centralisées	8 777 566,88
	4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec	1704101 Direction régionale - Services Québec - Bas-Saint-Laurent	1 812 660,62
		1704102 Bureau de Services Québec - Amqui	395 583,87
		1704103 Bureau de Services Québec - Témiscousta-sur-le-Lac	518 442,35
		1704104 Bureau de Services Québec - La Pocatière	355 370,88
		1704105 Bureau de Services Québec - Matane	663 283,93
		1704106 Bureau de Services Québec - Mont-Joli	377 698,49
		1704107 Bureau de Services Québec - Rimouski	785 950,79
		1704108 Bureau de Services Québec - Rivière-du-Loup	761 134,74
		1704109 Bureau de Services Québec - Trois-Pistoles	130 720,18
		1704111 Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent	1 011 230,04
	4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec	1704112 Direction du marché du travail et des services spécialisés	4 798,75
		1704113 Direction des services gouvernementaux intégrés	5 469,12
		Total 4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec	6 822 343,76
		4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec	494 098,13
		1704151 Direction régionale - Services Québec - Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 107 309,24
		1704152 Bureau de Services Québec - Alma	1 596 156,52
		1704153 Bureau de Services Québec - Chicoutimi	664 380,02
		1704154 Bureau de Services Québec - Dolbeau-Mistassini	1 622 368,87
		1704155 Bureau de Services Québec - Jonquière	909 177,57
		1704156 Bureau de Services Québec - La Baie	977 884,86
	4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec	1704157 Bureau de Services Québec - Roberval	788 311,97
		1704191 Direction du Marché du travail et des services spécialisés	826 615,26
		1704194 Direction des services gouvernementaux intégrés	8 986 302,44
		4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec	314 945,65
		1704201 Direction régionale - Services Québec - Capitale-Nationale	226 090,59
		1704202 Bureau de Services Québec - Baie-Saint-Paul	1 397 048,53
		1704203 Bureau de Service Québec - Beauport	1 424 704,09
		1704204 Bureau de Services Québec - Charlesbourg	549 961,72
		1704205 Bureau de Services Québec - La Malbaie	867 239,34
		1704206 Bureau de Services Québec - Donnacona	149 426,70
	4250 Région - Mauricie - Services Québec	1704207 Services administratifs régionaux	1 954 048,90
		1704208 Bureau de Services Québec de la Cité	1 227 332,25
		1704209 Centre administratif régionalisé	2 185 785,36
		1704210 Bureau de Services Québec - Sainte-Foy	79 275,86
		1704212 Bureau de Service Québec - Château-Richer	583 736,84
		1704215 Bureau de Services Québec - Lebourgneuf	212 911,38
		1704241 Service des enquêtes et de la conformité	939 346,14
		1704243 Direction des services gouvernementaux intégrés	504 506,51
		1704244 Direction du marché du travail et des services spécialisés	12 616 359,86
		Total 4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec	8 949 617,33
	4300 Région - Estrie - Services Québec	4250 Région - Mauricie - Services Québec	340 999,72
		1704251 Direction régionale - Services Québec - Mauricie	367 123,77
		1704254 Bureau de Services Québec - La Tuque	351 493,91
		1704255 Bureau de Services Québec - Louiseville	72 290,62
		1704256 Bureau de Services Québec - Sainte-Thècle	41 674,54
		1704257 Bureau de Services Québec - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 400 357,53
		1704258 Bureau de Services Québec - Shawinigan	2 406 056,90
		1704259 Bureau de Services Québec - Trois-Rivières	-50,90
		1704291 Direction du soutien aux opérations	579 923,48
		1704292 Direction du marché du travail et des services spécialisés	798 276,93
	4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec	1704293 Direction des services gouvernementaux intégrés	2 591 470,83
		1704294 Centre régionalisé administratif de la Mauricie	8 949 617,33
		4300 Région - Estrie - Services Québec	504 858,80
		1704301 Direction régionale - Services Québec - Estrie	116 945,17
		1704302 Bureau de Services Québec - Val-des-Sources	134 111,20
		1704303 Bureau de Services Québec - Coaticook	178 048,21
		1704304 Bureau de Services Québec - East Angus	128 023,90
		1704305 Bureau de Services Québec - Lac-Mégantic	450 222,67
		1704306 Bureau de Services Québec - Magog	600 805,54
		1704307 Direction du marché du travail et des services spécialisés	1 373 929,09
	4400 Région - Outaouais - Services Québec	1704308 Bureau de Services Québec - Sherbrooke	240 719,76
		1704309 Bureau de Services Québec - Windsor	610 880,02
		1704310 Centre de services régionalisés	1 347 215,99
		1704311 Direction des services aux entreprises	1 617 831,44
		1704312 Direction adjointe du Centre de services régionalisés	683 666,39
		1704313 Direction des services gouvernementaux intégrés	7 987 258,18
		Total 4300 Région - Estrie - Services Québec	350 447,00
		4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec	1 414 104,66
		1704351 Direction régionale - Services Québec - Centre-du-Québec	813 849,26
		1704352 Bureau de Services Québec - Drummondville	289 447,80
	4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	1704353 Direction du marché du travail et des services spécialisés	655 355,20
		1704354 Bureau de Services Québec - Plessisville	902 863,58
		1704355 Bureau de Services Québec - Bécancour	1 778 698,79
		1704356 Bureau de Services Québec - Victoriaville	580 850,28
		1704358 Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours	6 785 616,57
		1704359 Direction des services gouvernementaux intégrés	226 454,44
		Total 4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec	1 013 914,32
		4400 Région - Outaouais - Services Québec	363 296,20
		1704401 Direction régionale - Services Québec - Outaouais	2 330 563,94
		1704402 Centre de traitement administratif	2 057 837,61
	4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	1704404 Bureau de Services Québec - Campbell's Bay	640 216,00
		1704405 Bureau de Services Québec - Gatineau - Emploi et entreprises	456 932,21
		1704406 Bureau de Services Québec - Hull	526 919,33
		1704407 Bureau de Services Québec - Maniwaki	636 437,83
		1704408 Bureau de Services Québec - Papineauville	8 252 571,88
		1704410 Direction du marché du travail et services spécialisés	226 043,14
		1704411 Direction des services gouvernementaux intégrés	484 319,68
		Total 4400 Région - Outaouais - Services Québec	401 752,37
		4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	825 439,94
		1704451 Direction régionale - Services Québec - Abitibi-Témiscamingue	66 034,99
	4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704452 Bureau de Services Québec - Amos	719 393,14
		1704453 Bureau de Services Québec - La Sarre	415 113,63
		1704454 Bureau de Services Québec - Rouyn-Noranda	680 421,51
		1704455 Bureau de Services Québec - Senneterre	1 155 817,55
		1704456 Bureau de Services Québec - Val-d'Or	4 974 335,95
		1704457 Bureau de Services Québec - Ville-Marie	423 659,53
		1704458 Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours	767 278,50
		1704459 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	261 470,71
		Total 4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	552 112,55
		4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	311 144,84
	4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704501 Direction régionale - Services Québec - Côte-Nord	185 628,06
		1704502 Bureau de Services Québec - Baie-Comeau	929 866,22
		1704503 Bureau de Services Québec - Forestville	1 016 845,92
		1704504 Bureau de Services Québec - Havre-Saint-Pierre	
		1704505 Bureau de Services Québec - Les Escoumins	
		1704506 Bureau de Services Québec - Port-Cartier	
		1704507 Bureau de Services Québec - Sept-Îles	
		1704542 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	
		Total 4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	

01 Rémunération	Total 4500 Région - Côte-Nord - Services Québec		4 448 006,33
	4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec	1704551 Direction régionale - Services Québec - Nord-du-Québec	586 666,74
		1704552 Bureau de Services Québec - Chibougamau	1 070 693,35
		1704554 Centre local d'emploi - Chisasibi	61 717,38
		1704591 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	830 410,58
	Total 4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec		2 549 488,05
	4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec	1704601 Direction régionale - Services Québec - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	239 431,14
		1704602 Bureau de Services Québec - Carleton-sur-Mer	695 880,13
		1704603 Bureau de Services Québec - Bonaventure	650 765,78
		1704604 Bureau de Services Québec - Cap-aux-Meules	674 112,92
		1704605 Bureau de Services Québec - Chandler	706 450,55
		1704606 Bureau de Services Québec - Gaspé	582 507,21
		1704607 Bureau de Services Québec - Bonaventure	561 084,88
		1704642 Direction des services aux individus	957 276,81
		1704643 Direction de la planification et des services aux entreprises	675 023,70
	Total 4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec		5 742 533,12
	4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec	1704651 Direction régionale - Services Québec - Chaudière-Appalaches	247 603,52
		1704653 Bureau de Service Québec - St-Jean-Port-Joli	155 777,87
		1704654 Bureau de Services Québec - Lac-Etchemin	512 643,80
		1704655 Bureau de Service Québec - Lévis	1 864 182,51
		1704656 Bureau de Service Québec - Montmagny	773 007,70
		1704657 Bureau de Services Québec - Saint-Georges	1 280 553,03
		1704659 Bureau de Service Québec - Saint-Lazare	113 546,14
		1704660 Bureau de Service Québec - Sainte-Croix	37 028,68
		1704661 Bureau de Services Québec - Sainte-Marie	809 197,63
		1704662 Bureau de Services Québec -Thetford Mines	751 108,21
		1704692 Direction des services gouvernementaux intégrés	736 479,06
		1704694 Direction du marché du travail et services spécialisés	872 915,13
	Total 4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec		8 154 043,28
	4750 Région - Lanaudière - Services Québec	1704751 Direction régionale - Services Québec - Lanaudière	373 596,76
		1704752 Bureau de Services Québec - Berthierville	697 726,31
		1704753 Bureau de Services Québec - Joliette	1 313 757,09
		1704754 Bureau de Services Québec - Rawdon	1 059 983,67
		1704755 Bureau de Services Québec - Repentigny	1 117 460,71
		1704756 Bureau de Services Québec - Saint-Jean-de-Matha	239 983,41
		1704757 Bureau de Services Québec - Terrebonne	1 534 196,44
		1704758 Bureau de Services Québec - Sainte-Julienne	1 054 301,13
		1704759 Direction du marché du travail et des services spécialisés	1 022 112,20
		1704760 Direction des services gouvernementaux intégrés	492 193,99
		1704791 Centre des opérations régionalisées de Lanaudière	1 215 309,65
	Total 4750 Région - Lanaudière - Services Québec		10 120 621,36
	4800 Région - Laurentides - Services Québec	1704801 Direction régionale - Services Québec - Laurentides	540 972,27
		1704802 Bureau de Services Québec - Lachute	580 521,17
		1704804 Bureau de Services Québec - Mont-Laurier	601 487,50
		1704805 Bureau de Services Québec - Saint-Eustache	620 768,26
		1704806 Bureau de Services Québec - Saint-Jérôme	1 737 713,11
		1704807 Bureau de Services Québec - Sainte-Adèle	1 142 794,75
		1704808 Bureau de Services Québec - Sainte-Agathe-des Monts	919 590,21
		1704809 Bureau de Services Québec - Sainte-Thérèse	1 361 292,70
		1704819 Direction des services aux entreprises des Laurentides	1 460 877,81
		1704826 Service des demandes d'aide financière	423 264,85
		1704841 Direction du marché du travail et services spécialisés	648 922,56
		1704842 Service régional de la conformité et des enquêtes	751 655,74
		1704843 Direction des services gouvernementaux intégrés	953 924,12
	Total 4800 Région - Laurentides - Services Québec		11 743 785,05
	4850 Région - Montérégie - Services Québec	1704851 Direction régionale - Services Québec - Montérégie	285 816,44
		1704852 Bureau de Services Québec - Acton Vale	47 775,60
		1704853 Bureau de Services Québec - Beloeil	1 389 732,40
		1704855 Bureau de Services Québec - Brossard	2 365 241,60
		1704856 Bureau de Services Québec - Châteauguay	235 225,70
		1704858 Bureau de Services Québec - Cowansville		452 118,57
		1704859 Bureau de Services Québec - Granby		1 140 707,77
		1704860 Bureau de Services Québec - Huntingdon		146 049,19
		1704862 Bureau de Services Québec - Longueuil		1 501 309,64
		1704863 Bureau de Services Québec - Marieville		163 736,70
		1704864 Bureau de Services Québec - Saint-Constant		1 148 796,86
		1704866 Bureau de Services Québec - Saint-Hyacinthe		1 418 296,81
		1704867 Bureau de Services Québec - Saint-Jean-sur-Richelieu		1 115 785,42
		1704869 Bureau de Services Québec - Sorel-Tracy		810 096,05
		1704870 Bureau de Services Québec - Salaberry-de-Valleyfield		1 019 609,09
		1704871 Bureau de Services Québec - Vaudreuil-Dorion		908 077,67
		1704880 Centre territorial de l'agglomération de Longueuil et des centres administratifs de l'aide financière de dernier recours		357 117,44
		1704881 Centre territorial de l'Ouest		639 262,29
		1704882 Centre territorial de l'Est		664 260,82
		1704883 Centre administratif de l'aide financière de l'Est		2 097 567,84
		1704891 Direction administration et du soutien à la gestion		688 440,86
		1704892 Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest		1 548 350,44
		1704893 Centre administratif de la conformité		1 754 769,23
		1704894 Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi		1 764 126,28
		1704895 Direction des services gouvernementaux intégrés		1 093 648,25
		1704897 Direction du marché du travail et des services spécialisés		921 661,95
	Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec		25 677 580,91
	4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec	1704901 Direction régionale - Services Québec - Île-de-Montréal	364 185,17
		1704902 Direction du centre des enquêtes spécialisées	886 033,50
		1704904 Direction des services administratifs	1 140 242,00
		1704905 Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est	1 325 489,30
		1704906 Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest	1 403 699,27
		1704907 Bureau de Services Québec - De Bleury	915 727,50
		1704909 Direction des services spécialisés	103 258,33
		1704910 Direction régionale adjointe aux opérations	398 949,46
		1704911 Bureau de Services Québec - Nord-est de Montréal	1 167 473,36
		1704913 Bureau de Services Québec - Nord de Montréal	1 144 449,80
		1704914 Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Nord de Montréal	1 161 368,93
		1704915 Bureau de Services Québec - Est de Montréal	1 062 139,67
		1704917 Centre des services aux entreprises - Secteur d'intégration en emploi	1 738 419,47
		1704918 Direction adjointe du bureau de Services Québec - Est de Montréal	749 731,10
		1704919 Direction des services gouvernementaux aux individus	343 644,52
		1704921 Bureau de Services Québec - Centre-ouest et du centre-est de Montréal	1 371 484,33
		1704922 Bureau de Services Québec - Ouest de Montréal	1 063 885,00
		1704924 Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	766 761,74
		1704925 Centre des services aux entreprises - Secteur du soutien à la gestion	2 616 928,92
		1704931 Centre de services spécialisés du Centre-Ville	1 572 626,37
		1704932 Bureau de Services Québec - Plateau-Mont-Royal	1 393 425,97
		1704941 Bureau de Services Québec - Centre-nord de Montréal	1 082 296,83
		1704942 Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal	1 027 666,43
		1704944 Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal	780 549,50
		1704947 Bureau de Services Québec - Parc-Extension	849 794,23
		1704951 Bureau de Services Québec - Centre de Montréal	1 020 527,77
		1704952 Bureau de Services Québec - Sud-est de Montréal	584 801,74
		1704962 Bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal	873 485,51
		1704963 Bureau de Services Québec - Sud de Montréal	1 577 514,95
		1704964 Centre de services spécialisés de l'Ouest	833 857,53
		1704965 Bureau de Services Québec - Centre-ville de Montréal	665 880,76
		1704966 Direction adjointe du bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal	722 106,98
		1704970 Centre des opérations aux ressources externes	1 377 684,05
		1704971 Direction régionale adjointe aux opérations - Mesures et services aux entreprises	963 780,75
		1704972 Direction du soutien opérationnel aux services gouvernementaux	576 229,56
		1704973 Direction régionale adjointe des ressources externes et de la mesure de formation aux individus	1 184 382,87
		1704974 Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail	946 026,99
		1704979 Service de la prestation de services des inondations printanières	35 155,72
	Total 4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec		37 791 665,88
	4980 Région - Laval - Services Québec	1704981 Direction régionale - Services Québec - Laval	356 090,24
		1704982 Bureau de Services Québec -Laval-des-Rapides	2 337 038,83

01 Rémunération	4980 Région - Laval - Services Québec	1704983 Centre des contraintes sévères (Saint-Vincent-de-Paul)	289 830,33	
		1704984 Bureau de Services Québec - Chomedey	1 503 548,67	
		1704992 Direction des services aux entreprises	1 116 498,48	
		1704993 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	1 486 755,35	
	Total 4980 Région - Laval - Services Québec		7 089 761,90	
Total 01 Rémunération			187 469 458,73	
02 Fonctionnement	3090 Opérations centralisées	1704193 Services centralisés	14 593,35	
		1704211 Centre spécialisé des pensions alimentaires	8 555,12	
		1704247 Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	437 260,32	
		1704441 Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais	17 387,84	
		1704693 Bureau de Services Québec - Centre spécialisé du travail autonome	13 718,46	
		1704792 Centre spécialisé des incohérences	17 508,25	
		1704933 Bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des parrainés	60 815,11	
		1704934 Direction adjointe du bureau de Services Québec - Centre spécialisé des demandeurs d'asile, des garants défaillants et des services aux parrainés	21 890,38	
		Total 3090 Opérations centralisées		591 728,83
		4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec	1704101 Direction régionale - Services Québec - Bas-Saint-Laurent	110 626,02
	1704102 Bureau de Services Québec - Amqui		4 377,86	
	1704103 Bureau de Services Québec - Témiscousta-sur-le-Lac		7 640,75	
	1704104 Bureau de Services Québec - La Pocatière		12 660,43	
	1704105 Bureau de Services Québec - Matane		4 507,12	
	1704106 Bureau de Services Québec - Mont-Joli		5 749,21	
	1704107 Bureau de Services Québec - Rimouski		7 244,30	
	1704108 Bureau de Services Québec - Rivière-du-Loup		8 968,34	
	1704109 Bureau de Services Québec - Trois-Pistoles		1 518,29	
	1704111 Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent		3 894,31	
	Total 4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec		167 186,63	
	4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec	1704151 Direction régionale - Services Québec - Saguenay-Lac-Saint-Jean	28 062,04	
		1704152 Bureau de Services Québec - Alma	12 238,06	
		1704153 Bureau de Services Québec - Chicoutimi	45 750,82	
		1704154 Bureau de Services Québec - Dolbeau-Mistassini	19 869,99	
		1704155 Bureau de Services Québec - Jonquière	57 875,00	
		1704156 Bureau de Services Québec - La Baie	88 220,61	
		1704157 Bureau de Services Québec - Roberval	58 865,06	
		1704191 Direction du Marché du travail et des services spécialisés	85,00	
		1704194 Direction des services gouvernementaux intégrés	1 019,90	
	Total 4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec		311 986,48	
	4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec	1704201 Direction régionale - Services Québec - Capitale-Nationale	37 076,57	
		1704202 Bureau de Services Québec - Baie-Saint-Paul	2 662,94	
		1704203 Bureau de Service Québec - Beauport	36 247,92	
		1704204 Bureau de Services Québec - Charlesbourg	29 312,38	
		1704205 Bureau de Services Québec - La Malbaie	12 075,18	
		1704206 Bureau de Services Québec - Donnacona	12 125,92	
		1704207 Services administratifs régionaux	134,48	
		1704208 Bureau de Services Québec de la Cité	45 562,00	
		1704209 Centre administratif régionalisé	16 739,37	
		1704210 Bureau de Services Québec - Sainte-Foy	30 999,35	
		1704212 Bureau de Service Québec - Château-Richer	3 278,60	
		1704215 Bureau de Services Québec - Lebourgneuf	8 015,07	
		1704241 Service des enquêtes et de la conformité	258,03	
		1704243 Direction des services gouvernementaux intégrés	2 107,40	
		1704244 Direction du marché du travail et des services spécialisés	2 916,81	
	Total 4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec		239 512,02	
	4250 Région - Mauricie - Services Québec	1704251 Direction régionale - Services Québec - Mauricie	72 702,57	
		1704254 Bureau de Services Québec - La Tuque	14 267,76	
		1704255 Bureau de Services Québec - Louiseville	11 502,99	
		1704256 Bureau de Services Québec - Sainte-Thècle	5 155,12	
		1704257 Bureau de Services Québec - Sainte-Genève-de-Batiscan	5 437,17	
		1704258 Bureau de Services Québec - Shawinigan	22 635,64	
		1704259 Bureau de Services Québec - Trois-Rivières	24 415,22	
		1704292 Direction du marché du travail et des services spécialisés	1 179,82	
		1704293 Direction des services gouvernementaux intégrés	442,32	
		1704294 Centre régionalisé administratif de la Mauricie	34 873,30	
	Total 4250 Région - Mauricie - Services Québec		192 611,91	
	4300 Région - Estrie - Services Québec	1704301 Direction régionale - Services Québec - Estrie	33 681,48	
		1704302 Bureau de Services Québec - Val-des-Sources	5 752,47	
		1704303 Bureau de Services Québec - Coaticook	2 470,88	
		1704304 Bureau de Services Québec - East Angus		4 924,22
		1704305 Bureau de Services Québec - Lac-Mégantic		4 977,26
		1704306 Bureau de Services Québec - Magog		12 926,69
		1704307 Direction du marché du travail et des services spécialisés		7,15
		1704308 Bureau de Services Québec - Sherbrooke		57 866,71
		1704309 Bureau de Services Québec - Windsor		5 436,75
		1704310 Centre de services régionalisés		30 033,97
		1704311 Direction des services aux entreprises		39,29
		1704312 Direction adjointe du Centre de services régionalisés		2 265,27
		1704313 Direction des services gouvernementaux intégrés		119,07
	Total 4300 Région - Estrie - Services Québec		160 501,21	
	4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec	1704351 Direction régionale - Services Québec - Centre-du-Québec	63 718,70	
		1704352 Bureau de Services Québec - Drummondville	36 246,12	
		1704353 Direction du marché du travail et des services spécialisés	172,35	
		1704354 Bureau de Services Québec - Plessisville	16 300,66	
		1704355 Bureau de Services Québec - Bécancour	13 666,90	
		1704356 Bureau de Services Québec - Victoriaville	29 651,94	
		1704358 Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours	35 618,97	
		1704359 Direction des services gouvernementaux intégrés	4 383,04	
	Total 4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec		199 758,68	
	4400 Région - Outaouais - Services Québec	1704401 Direction régionale - Services Québec - Outaouais	204 571,53	
		1704402 Centre de traitement administratif	11 755,86	
		1704404 Bureau de Services Québec - Campbell's Bay	6 997,98	
		1704405 Bureau de Services Québec - Gatineau - Emploi et entreprises	33 493,35	
		1704406 Bureau de Services Québec - Hull	42 135,04	
		1704407 Bureau de Services Québec - Maniwaki	14 435,48	
		1704408 Bureau de Services Québec - Papineauville	16 957,93	
		1704410 Direction du marché du travail et services spécialisés	609,35	
		1704411 Direction des services gouvernementaux intégrés	920,66	
	Total 4400 Région - Outaouais - Services Québec		331 877,18	
	4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	1704451 Direction régionale - Services Québec - Abitibi-Témiscamingue	75 551,13	
		1704452 Bureau de Services Québec - Amos	24 183,27	
		1704453 Bureau de Services Québec - La Sarre	9 677,62	
		1704454 Bureau de Services Québec - Rouyn-Noranda	8 701,25	
		1704455 Bureau de Services Québec - Senneterre	8 865,84	
		1704456 Bureau de Services Québec - Val-d'Or	23 667,92	
		1704457 Bureau de Services Québec - Ville-Marie	7 063,50	
		1704458 Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours	2 764,70	
		1704459 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	5 589,85	
	Total 4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec		166 065,08	
	4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704501 Direction régionale - Services Québec - Côte-Nord	68 936,96	
		1704502 Bureau de Services Québec - Baie-Comeau	10 297,49	
		1704503 Bureau de Services Québec - Forestville	5 314,82	
		1704504 Bureau de Services Québec - Havre-Saint-Pierre	5 924,26	
		1704505 Bureau de Services Québec - Les Escoumins	11 692,54	
		1704506 Bureau de Services Québec - Port-Cartier	1 791,65	
		1704507 Bureau de Services Québec - Sept-Îles	17 978,96	
		1704542 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	16 270,11	
	Total 4500 Région - Côte-Nord - Services Québec		138 206,79	
	4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec	1704551 Direction régionale - Services Québec - Nord-du-Québec	35 281,37	
		1704552 Bureau de Services Québec - Chibougamau	26 687,10	
		1704554 Centre local d'emploi - Chisasibi	874,81	
		1704591 Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	11 832,70	
	Total 4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec		74 675,98	
	4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec	1704601 Direction régionale - Services Québec - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	115 948,04	
		1704602 Bureau de Services Québec - Carleton-sur-Mer	13 575,79	

02 Fonctionnement	4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec	1704603	Bureau de Services Québec - Bonaventure	14 956,78		
		1704604	Bureau de Services Québec - Cap-aux-Meules	7 450,36		
		1704605	Bureau de Services Québec - Chandler	10 768,69		
		1704606	Bureau de Services Québec - Gaspé	7 775,16		
		1704607	Bureau de Services Québec - Bonaventure	6 733,73		
		1704642	Direction des services aux individus	74,99		
		1704643	Direction de la planification et des services aux entreprises	-137,26		
	Total 4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec				177 146,28	
	4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec	1704651	Direction régionale - Services Québec - Chaudière-Appalaches	49 718,70		
		1704653	Bureau de Service Québec - St-Jean-Port-Joli	2 966,27		
		1704654	Bureau de Services Québec - Lac-Etchemin	10 304,23		
		1704655	Bureau de Service Québec - Lévis	25 771,46		
		1704656	Bureau de Service Québec - Montmagny	10 506,14		
		1704657	Bureau de Services Québec - Saint-Georges	28 005,68		
		1704658	INACTIF MAR-20 Centre local d'emploi - Saint-Joseph	0,00		
		1704659	Bureau de Service Québec - Saint-Lazare	5 573,26		
		1704660	Bureau de Service Québec - Sainte-Croix	5 648,47		
		1704661	Bureau de Services Québec - Sainte-Marie	14 705,92		
		1704662	Bureau de Services Québec -Thetford Mines	14 790,06		
		1704692	Direction des services gouvernementaux intégrés	1 340,00		
		1704694	Direction du marché du travail et services spécialisés	111,73		
	Total 4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec				169 441,92	
	4750 Région - Lanaudière - Services Québec	1704751	Direction régionale - Services Québec - Lanaudière	205 699,91		
		1704752	Bureau de Services Québec - Berthierville	9 937,55		
		1704753	Bureau de Services Québec - Joliette	25 291,57		
		1704754	Bureau de Services Québec - Rawdon	9 598,37		
		1704755	Bureau de Services Québec - Repentigny	23 065,13		
		1704756	Bureau de Services Québec - Saint-Jean-de-Matha	7 369,42		
		1704757	Bureau de Services Québec - Terrebonne	24 629,88		
		1704758	Bureau de Services Québec - Sainte-Julienne	20 737,99		
		1704759	Direction du marché du travail et des services spécialisés	362,89		
		1704760	Direction des services gouvernementaux intégrés	302,40		
		1704791	Centre des opérations régionalisées de Lanaudière	23 710,90		
		Total 4750 Région - Lanaudière - Services Québec				350 706,01
		4800 Région - Laurentides - Services Québec	1704801	Direction régionale - Services Québec - Laurentides	61 449,91	
	1704802		Bureau de Services Québec - Lachute	47 473,32		
	1704804		Bureau de Services Québec - Mont-Laurier	49 090,83		
	1704805		Bureau de Services Québec - Saint-Eustache	45 176,90		
	1704806		Bureau de Services Québec - Saint-Jérôme	47 803,71		
	1704807		Bureau de Services Québec - Sainte-Adèle	64 558,27		
	1704808		Bureau de Services Québec - Sainte-Agathe-des Monts	61 101,88		
	1704809		Bureau de Services Québec - Sainte-Thérèse	48 627,12		
	1704819		Direction des services aux entreprises des Laurentides	13 989,35		
	1704826		Service des demandes d'aide financière	7 752,20		
	1704841		Direction du marché du travail et services spécialisés	1 033,06		
	1704842		Service régional de la conformité et des enquêtes	15 125,85		
	1704843		Direction des services gouvernementaux intégrés	888,33		
	Total 4800 Région - Laurentides - Services Québec				464 070,73	
	4850 Région - Montérégie - Services Québec	1704851	Direction régionale - Services Québec - Montérégie	384 233,84		
		1704852	Bureau de Services Québec - Acton Vale	1 303,25		
		1704853	Bureau de Services Québec - Beloeil	16 171,96		
		1704855	Bureau de Services Québec - Brossard	25 769,52		
		1704856	Bureau de Services Québec - Châteauguay	6 560,14		
		1704858	Bureau de Services Québec - Cowansville	9 230,81		
		1704859	Bureau de Services Québec - Granby	17 171,44		
		1704860	Bureau de Services Québec - Huntingdon	6 961,02		
		1704862	Bureau de Services Québec - Longueuil	13 729,94		
		1704863	Bureau de Services Québec - Marieville	2 061,59		
		1704864	Bureau de Services Québec - Saint-Constant	14 377,36		
		1704866	Bureau de Services Québec - Saint-Hyacinthe	17 800,45		
		1704867		Bureau de Services Québec - Saint-Jean-sur-Richelieu	11 408,72	
		1704869		Bureau de Services Québec - Sorel-Tracy	9 178,77	
		1704870		Bureau de Services Québec - Salaberry-de-Valleyfield	15 851,67	
		1704871		Bureau de Services Québec - Vaudreuil-Dorion	13 097,38	
		1704880		Centre territorial de l'agglomération de Longueuil et des centres administratifs de l'aide financière de dernier recours	2 493,44	
		1704881		Centre territorial de l'Ouest	2 460,19	
		1704882		Centre territorial de l'Est	4 415,09	
		1704883		Centre administratif de l'aide financière de l'Est	29 290,32	
		1704891		Direction administration et du soutien à la gestion	9 147,24	
		1704892		Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest	27 592,75	
		1704893		Centre administratif de la conformité	17 687,90	
		1704894		Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi	27 180,36	
		1704895		Direction des services gouvernementaux intégrés	855,06	
		1704897		Direction du marché du travail et des services spécialisés	860,66	
		Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec				686 890,87
		4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec		1704901	Direction régionale - Services Québec - Île-de-Montréal	18 067,27
			1704902	Direction du centre des enquêtes spécialisées	102 341,23	
			1704904	Direction des services administratifs	1 016 516,90	
			1704905	Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est	10 961,50	
			1704906	Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest	10 959,93	
			1704907	Bureau de Services Québec - De Bleury	7 023,43	
			1704910	Direction régionale adjointe aux opérations	3 489,50	
			1704911	Bureau de Services Québec - Nord-est de Montréal	8 069,22	
			1704913	Bureau de Services Québec - Nord de Montréal	14 011,91	
	1704914		Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Nord de Montréal	822,74		
	1704915		Bureau de Services Québec - Est de Montréal	7 253,14		
	1704917		Centre des services aux entreprises - Secteur d'intégration en emploi	5 133,19		
	1704918		Direction adjointe du bureau de Services Québec - Est de Montréal	8 645,02		
	1704919		Direction des services gouvernementaux aux individus	27,71		
	1704921		Bureau de Services Québec - Centre-ouest et du centre-est de Montréal	6 392,04		
	1704922		Bureau de Services Québec - Ouest de Montréal	10 633,07		
	1704924		Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	1 119,76		
	1704925		Centre des services aux entreprises - Secteur du soutien à la gestion	3 907,11		
	1704931		Centre de services spécialisés du Centre-Ville	11 191,76		
	1704932		Bureau de Services Québec - Plateau-Mont-Royal	7 058,62		
	1704941		Bureau de Services Québec - Centre-nord de Montréal	9 782,76		
	1704942		Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal	8 607,64		
	1704944		Direction adjointe du Bureau de Services Québec - Nord-ouest de Montréal	1 987,76		
	1704947		Bureau de Services Québec - Parc-Extension	9 897,65		
	1704951		Bureau de Services Québec - Centre de Montréal	6 356,97		
	1704952	Bureau de Services Québec - Sud-est de Montréal		6 056,22		
	1704962	Bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal		7 631,84		
	1704963	Bureau de Services Québec - Sud de Montréal		6 410,55		
	1704964	Centre de services spécialisés de l'Ouest		4 488,76		
	1704965	Bureau de Services Québec - Centre-ville de Montréal		9 060,75		
	1704966	Direction adjointe du bureau de Services Québec - Sud-ouest de Montréal		3 644,52		
	1704970	Centre des opérations aux ressources externes		2 153,00		
	1704971	Direction régionale adjointe aux opérations - Mesures et services aux entreprises		1 637,85		
	1704972	Direction du soutien opérationnel aux services gouvernementaux		2 656,15		
	1704973	Direction régionale adjointe des ressources externes et de la mesure de formation aux individus		4 742,00		
	1704974	Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail		1 008,50		
Total 4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec				1 339 747,97		
	4980 Région - Laval - Services Québec	1704981		Direction régionale - Services Québec - Laval	24 696,67	
		1704982		Bureau de Services Québec -Laval-des-Rapides	79 594,12	
		1704984		Bureau de Services Québec - Chomedey	63 863,43	
		1704992		Direction des services aux entreprises	35 255,49	
		1704993		Direction des services gouvernementaux et du marché du travail	2 935,59	
Total 4980 Région - Laval - Services Québec				206 345,30		
Total 02 Fonctionnement				5 968 459,87		
Total général				193 437 918,60		

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Services aux individus																		
Mesures																		
Contrat d'intégration au travail																		
Soutien de base au salaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	712,0	20 675,9	165,0	4 909,2	876,9	25 585,2	712,0	20 675,9	165,0	4 909,2	876,9	25 585,2
Total Contrat d'intégration au travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	712,0	20 675,9	165,0	4 909,2	876,9	25 585,2	712,0	20 675,9	165,0	4 909,2	876,9	25 585,2
Formation de la main d'oeuvre - Individus																		
Administratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	376,1	5 965,8	85,6	2 173,5	461,6	8 139,3	376,1	5 965,8	85,6	2 173,5	461,6	8 139,3
Coordination formation privée	22,5	835,9	25,0	414,5	47,5	1 250,4	9,0	2 137,3	7,1	1 602,6	16,1	3 740,0	31,5	2 973,2	32,1	2 017,1	63,5	4 990,3
Coordination formation publique	43,1	1 399,3	10,4	294,4	53,5	1 693,7	- 0,4	2 729,7	0,4	1 100,1	0,0	3 829,7	42,7	4 129,0	10,8	1 394,4	53,5	5 523,4
Référé école publique	2 422,2	101 683,1	367,9	10 962,5	2 790,1	112 645,6	1,0	3,6	0,3	9,7	1,4	13,3	2 423,2	101 686,7	368,3	10 972,2	2 791,5	112 658,9
Référé école privée	13,2	625,6	4,5	110,4	17,7	736,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,2	625,6	4,5	110,4	17,7	736,0
Achat de formation (temps plein)	349,7	13 010,3	118,3	2 215,0	468,0	15 225,3	1 268,9	12 483,3	262,1	4 637,3	1 531,0	17 120,6	1 618,6	25 493,6	380,4	6 852,3	1 999,0	32 345,9
Financement MELS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Frais périphériques MFOR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5	35,2	2,3	15,2	8,8	50,4	6,5	35,2	2,3	15,2	8,8	50,4
Développement des compétences - MFOR	90,8	4 463,4	95,2	3 711,5	186,0	8 174,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	90,8	4 463,4	95,2	3 711,5	186,0	8 174,8
Total Formation de la main d'oeuvre - Individus	2 941,5	122 017,6	621,4	17 708,2	3 562,8	139 725,8	1 661,0	23 355,0	357,8	9 538,3	2 018,8	32 893,3	4 602,5	145 372,6	979,2	27 246,5	5 581,7	172 619,1
Projet de préparation à l'emploi																		
Entreprises d'insertion (achat de service)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 123,2	8 843,0	123,2	14 167,4	0,0	23 010,4	- 123,2	8 843,0	123,2	14 167,4	0,0	23 010,4
Entreprises d'insertion (subvention aux participants)	0,2	2,0	0,0	10,2	0,2	12,2	- 68,1	7 687,0	119,5	12 883,3	51,4	20 570,3	- 67,9	7 689,0	119,5	12 893,5	51,6	20 582,5
Jeunes volontaires	36,7	2 115,2	4,1	285,3	40,8	2 400,4	7,0	274,1	4,5	73,0	11,5	347,1	43,7	2 389,3	8,6	358,3	52,3	2 747,5
Jeunes volontaires (comité conseil)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	1,2
Projets de préparation à l'emploi (volet général)	95,2	5 365,2	24,1	1 352,5	119,3	6 717,7	41,0	13 263,5	3,7	10 676,7	44,7	23 940,2	136,1	18 628,7	27,9	12 029,2	164,0	30 657,9
Frais périphériques PPE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	46,6	337,0	36,5	302,6	83,1	639,7	46,6	337,0	36,5	302,6	83,1	639,7
OQMJ - projets de groupe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	210,0	0,0	210,0	0,0	0,0	0,0	210,0	0,0	210,0
Développement des compétences - PPE	3,2	413,6	1,9	104,6	5,2	518,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	413,6	1,9	104,6	5,2	518,2
Total Projet de préparation à l'emploi	135,3	7 895,9	30,1	1 752,6	165,4	9 648,5	- 96,7	30 405,7	287,5	38 313,0	190,7	68 718,8	38,6	38 301,6	317,6	40 065,6	356,2	78 367,3
Recherche et innovation																		
Recherche et innovation	0,0	2,1	0,0	0,9	0,0	2,9	0,0	2 322,1	0,0	0,0	0,0	2 322,1	0,0	2 324,2	0,0	0,9	0,0	2 325,0
Recherche et innovation - Phase préparatoire	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,3	0,0	63,0	0,0	0,0	0,0	63,0	0,0	63,1	0,0	0,2	0,0	63,3
Conciliation Travail-Études	0,0	0,0	2,0	133,7	2,0	133,7	0,0	0,0	23,5	192,5	23,5	192,5	0,0	0,0	25,6	326,2	25,6	326,2
Initiative ciblée travailleurs âgés	0,0	0,0	0,0	59,6	0,0	59,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	59,6	0,0	59,6
Supplément salarial de transition	0,0	192,1	0,0	0,0	0,0	192,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	192,1	0,0	0,0	0,0	192,1
Stage non-rémunéré en entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Parcours adapté (Frais d'insertion)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	229,9	0,0	0,0	0,0	229,9	0,0	229,9	0,0	0,0	0,0	229,9
Parcours adapté (Frais salariaux des participants)	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0	264,2	0,0	0,0	0,0	264,2	0,0	264,2	0,0	0,4	0,0	264,6
Recherche et Développement en employabilité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0	0,0	0,0	0,0	30,0	0,0	30,0	0,0	0,0	0,0	30,0
Appariement avec le marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,4	0,0	0,0	0,0	29,4	0,0	29,4	0,0	0,0	0,0	29,4
Développement des compétences - RINN	0,0	4,5	0,0	1,0	0,0	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0	1,0	0,0	5,5

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Recherche d'emploi appuyée ressource externe-RINN	0,0	2,2	0,1	3,3	0,1	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	0,1	3,3	0,1	5,5
Actions concertées pour le maintien en emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,0	121 195,0	0,0	0,0	58,0	121 195,0	58,0	121 195,0	0,0	0,0	58,0	121 195,0
Jeunes en mouvement vers l’emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	262,8	13 773,4	0,0	0,0	262,8	13 773,4	262,8	13 773,4	0,0	0,0	262,8	13 773,4
Personnes handicapées vers l’emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 761,5	0,0	3 761,5	0,0	0,0	0,0	3 761,5	0,0	3 761,5
Agents d'intégration (ROSEPH)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	621,3	0,0	621,3	0,0	0,0	0,0	621,3	0,0	621,3
Total Recherche et innovation	0,0	201,0	2,1	199,0	2,1	400,0	320,9	137 906,9	23,5	4 575,2	344,4	142 482,1	320,9	138 107,9	25,7	4 774,2	346,5	142 882,1
Services d'aide à l'emploi																		
Services d'aide à l'emploi	4,6	210,6	6,2	340,3	10,8	550,9	1 231,3	161 858,6	0,0	0,0	1 231,3	161 858,6	1 235,9	162 069,2	6,2	340,3	1 242,1	162 409,4
Soutien intégration emploi CTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service spécialisé jeune	6,7	392,3	17,5	1 023,0	24,2	1 415,2	22,4	14 734,4	0,0	0,0	22,4	14 734,4	29,1	15 126,6	17,5	1 023,0	46,6	16 149,6
Recherche emploi appuyée par ressource externe-SAE	8,6	606,9	19,7	1 110,8	28,2	1 717,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,6	606,9	19,7	1 110,8	28,2	1 717,7
Total Services d'aide à l'emploi	19,9	1 209,8	43,4	2 474,0	63,3	3 683,8	1 253,7	176 592,9	0,0	0,0	1 253,7	176 592,9	1 273,6	177 802,7	43,4	2 474,0	1 317,0	180 276,7
Subv. aux entreprises adaptées																		
Entreprises adaptées : Salaire minimum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,3	57 843,6	- 16,3	29 779,5	0,0	87 623,1	16,3	57 843,6	- 16,3	29 779,5	0,0	87 623,1
Entreprises adaptées : Location de main d'œuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 9,0	6 720,9	9,0	1 426,6	0,0	8 147,5	- 9,0	6 720,9	9,0	1 426,6	0,0	8 147,5
Entreprises adaptées : Entretien ménager Montréal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises adaptées : Entretien ménager Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises adaptées : Étudiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,7	0,1	197,6	0,1	211,2	0,0	13,7	0,1	197,6	0,1	211,2
Entreprises adaptées : Jeunes employabilité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	194,7	0,0	644,0	0,0	838,7	0,0	194,7	0,0	644,0	0,0	838,7
Total Subv. aux entreprises adaptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,3	64 772,9	- 7,2	32 047,6	0,1	96 820,5	7,3	64 772,9	- 7,2	32 047,6	0,1	96 820,5
Soutien au travail autonome																		
Soutien au travail autonome	249,0	19 408,8	15,6	1 206,8	264,6	20 615,6	42,7	2 838,5	- 1,5	241,2	41,3	3 079,6	291,7	22 247,3	14,1	1 448,0	305,9	23 695,3
Développement des compétences - STA	1,8	320,8	2,8	356,0	4,6	676,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	320,8	2,8	356,0	4,6	676,9
Total Soutien au travail autonome	250,8	19 729,7	18,4	1 562,8	269,2	21 292,5	42,7	2 838,5	- 1,5	241,2	41,3	3 079,6	293,6	22 568,2	16,9	1 804,0	310,5	24 372,1
Subventions salariales																		
Volet expérience de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	153,9	6 749,4	115,9	5 250,9	269,8	12 000,3	153,9	6 749,4	115,9	5 250,9	269,8	12 000,3
Volet insertion en emploi (autres)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	229,4	7 284,7	38,7	2 049,9	268,2	9 334,6	229,4	7 284,7	38,7	2 049,9	268,2	9 334,6
Volet insertion en emploi (Économie sociale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	37,1	1 360,5	12,5	556,2	49,6	1 916,7	37,1	1 360,5	12,5	556,2	49,6	1 916,7
Prog intégration personnes immigrantes et minorités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	73,4	1 934,1	161,9	7 596,3	235,4	9 530,4	73,4	1 934,1	161,9	7 596,3	235,4	9 530,4
Participation prolongée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,2	0,0	0,0	0,0	5,2	0,0	5,2	0,0	0,0	0,0	5,2
IPOP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	25,4	0,0	115,5	2,1	140,9	2,1	25,4	0,0	115,5	2,1	140,9
Subvention salariale pour personnes expérimentées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31,4	1 753,1	0,4	262,9	31,8	2 016,0	31,4	1 753,1	0,4	262,9	31,8	2 016,0
Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,3	225,1	1,1	76,5	8,4	301,6	7,3	225,1	1,1	76,5	8,4	301,6

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Développement des compétences - Subv. Sal.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subvention salariale Premières Nations et Inuits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	181,8	0,0	36,9	5,9	218,6	5,9	181,8	0,0	36,9	5,9	218,6
Total Subventions salariales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	540,5	19 519,3	330,6	15 945,1	871,0	35 464,4	540,5	19 519,3	330,6	15 945,1	871,0	35 464,4
Boni au maintien en emploi																		
Boni au maintien en emploi	5,0	366,5	4,0	284,0	9,0	650,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	366,5	4,0	284,0	9,0	650,5
Total Boni au maintien en emploi	5,0	366,5	4,0	284,0	9,0	650,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	366,5	4,0	284,0	9,0	650,5
Initiative ciblée travailleurs expérimentés																		
Initiative ciblée travailleurs expérimentés	10,2	412,0	5,0	164,8	15,2	576,8	128,6	2 831,2	25,0	708,5	153,6	3 539,7	138,8	3 243,2	30,1	873,3	168,9	4 116,5
Initiative ciblée contribution à l'entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,9	65,4	10,9	65,4	0,0	0,0	10,9	65,4	10,9	65,4
Initiative ciblée - Frais périphériques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,8	0,0	15,8	0,0	0,0	0,0	15,8	0,0	15,8
Développement des compétences – ICTE	0,0	6,4	0,7	6,8	0,7	13,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	0,7	6,8	0,7	13,1
Total Initiative ciblée travailleurs expérimentés	10,2	418,4	5,7	171,6	15,9	590,0	128,6	2 831,2	35,9	789,7	164,5	3 620,8	138,8	3 249,6	41,6	961,3	180,4	4 210,8
Total Mesures	3 362,7	151 838,8	725,0	24 152,2	4 087,7	175 991,0	4 569,9	478 898,4	1 191,6	106 359,3	5 761,5	585 257,6	7 932,6	630 737,1	1 916,6	130 511,5	9 849,2	761 248,6
Activités et services																		
Dépenses non liées à une mesure																		
Frais d'aide sans participation à une mesure	0,0	0,0	3,0	211,7	3,0	211,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	211,7	3,0	211,7
Arrêt temporaire moins de 4 semaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arrêt temporaire-rétro au mois de la demande AFDR	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
Arrêt temporaire entre 4 et 11 semaines	0,0	0,0	0,3	14,6	0,3	14,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	14,6	0,3	14,6
Développement des habiletés sociales	0,0	0,0	49,7	3 774,1	49,7	3 774,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	49,7	3 774,1	49,7	3 774,1
Recherche d'emploi encadrée par l'agent	0,0	0,0	1,7	137,0	1,7	137,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	137,0	1,7	137,0
Total Dépenses non liées à une mesure	0,0	0,0	54,6	4 137,6	54,6	4 137,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,6	4 137,6	54,6	4 137,6
Total Activités et services	0,0	0,0	54,6	4 137,6	54,6	4 137,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,6	4 137,6	54,6	4 137,6
Total Services aux individus	3 362,7	151 838,8	779,7	28 289,8	4 142,3	180 128,6	4 569,9	478 898,4	1 191,6	106 359,3	5 761,5	585 257,6	7 932,6	630 737,1	1 971,3	134 649,1	9 903,9	765 386,2
Services aux entreprises et organismes																		
Mesures																		
CPE: Intervention en entreprise																		
Projets d'aménagement et de réduction du temps de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,7	0,0	0,0	0,0	58,7	0,0	58,7	0,0	0,0	0,0	58,7
Comité de concertation en entreprise (CAMO)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,2	0,0	0,0	0,0	50,2	0,0	50,2	0,0	0,0	0,0	50,2
Comité d'aide au reclassement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	215,8	0,0	0,0	7,0	215,8	7,0	215,8	0,0	0,0	7,0	215,8
Comité d'aide au reclassement à entrées continues	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,1	389,4	0,0	0,0	7,1	389,4	7,1	389,4	0,0	0,0	7,1	389,4
Projets de stabilisation d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,6	0,0	0,0	0,0	21,6	0,0	21,6	0,0	0,0	0,0	21,6
SGRH: Diagnostic	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	47,5	1 024,3	0,0	0,0	47,5	1 024,3	47,5	1 024,3	0,0	0,0	47,5	1 024,3
SGRH: Diagnostic - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,1	421,0	0,0	0,0	6,1	421,0	6,1	421,0	0,0	0,0	6,1	421,0
SGRH: Coaching de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	120,8	2 686,8	0,0	0,0	120,8	2 686,8	120,8	2 686,8	0,0	0,0	120,8	2 686,8

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
SGRH: Aide à la mise sur pied d'un service de RH	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	95,7	3 281,3	0,0	0,0	95,7	3 281,3	95,7	3 281,3	0,0	0,0	95,7	3 281,3
SGRH: Autres mandats de consultation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	286,8	4 388,4	0,0	0,0	286,8	4 388,4	286,8	4 388,4	0,0	0,0	286,8	4 388,4
SGRH: Autres mandats de consultation - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	39,8	986,5	0,0	0,0	39,8	986,5	39,8	986,5	0,0	0,0	39,8	986,5
SGRH: Autre mandat de consultation - travailleurs expérimentés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7	0,0	0,0	0,0	6,7	0,0	6,7	0,0	0,0	0,0	6,7
Coaching-développement des habiletés de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	69,1	1 834,5	0,0	0,0	69,1	1 834,5	69,1	1 834,5	0,0	0,0	69,1	1 834,5
Coaching-développement des habiletés de gestion-productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	379,8	0,0	0,0	2,9	379,8	2,9	379,8	0,0	0,0	2,9	379,8
Recrutement - Mobilité de la main-d'oeuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	7,1	0,0	0,0	0,8	7,1	0,8	7,1	0,0	0,0	0,8	7,1
Recrutement - Mobilité internationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,1	67,4	0,0	0,0	12,1	67,4	12,1	67,4	0,0	0,0	12,1	67,4
Total CPE: Intervention en entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	695,7	15 819,4	0,0	0,0	695,7	15 819,4	695,7	15 819,4	0,0	0,0	695,7	15 819,4
CPE: Intervention en partenariat																		
Soutien à l'exécution de mesures actives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	138,0	1 941,3	0,0	0,0	138,0	1 941,3	138,0	1 941,3	0,0	0,0	138,0	1 941,3
Table ad hoc de concertation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	374,3	2 574,6	0,0	0,0	374,3	2 574,6	374,3	2 574,6	0,0	0,0	374,3	2 574,6
Autres projets de concertation pour l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	72,4	1 732,0	0,0	0,0	72,4	1 732,0	72,4	1 732,0	0,0	0,0	72,4	1 732,0
Support à l'exécution des mesures actives – subvention	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	824,2	0,0	0,0	0,0	824,2	0,0	824,2	0,0	0,0	0,0	824,2
Support à l'exécution des mesures actives – achat de services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5	0,0	0,0	0,0	5,5	0,0	5,5	0,0	0,0	0,0	5,5
Total CPE: Intervention en partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	584,7	7 077,6	0,0	0,0	584,7	7 077,6	584,7	7 077,6	0,0	0,0	584,7	7 077,6
CPE: Intervention sectorielle																		
Comité aviseur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	594,2	0,0	0,0	0,0	594,2	0,0	594,2	0,0	0,0	0,0	594,2
Comité sectoriel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	105,3	12 827,3	0,0	0,0	105,3	12 827,3	105,3	12 827,3	0,0	0,0	105,3	12 827,3
Total CPE: Intervention sectorielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	105,3	13 421,6	0,0	0,0	105,3	13 421,6	105,3	13 421,6	0,0	0,0	105,3	13 421,6
Formation de la main-d'œuvre - Entreprises																		
Entreprise formation privée (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	967,2	22 176,9	0,0	0,0	967,2	22 176,9	967,2	22 176,9	0,0	0,0	967,2	22 176,9
Entreprise formation privée (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	274,1	0,0	0,0	2,4	274,1	2,4	274,1	0,0	0,0	2,4	274,1
Entreprise formation privée (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	53,0	53,0	- 53,0	0,0	0,0	53,0	53,0	53,0	- 53,0	0,0	0,0	53,0
Entreprise formation privée (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	112,5	2 688,4	0,0	0,0	112,5	2 688,4	112,5	2 688,4	0,0	0,0	112,5	2 688,4
Entreprise formation privée (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	246,1	880,6	0,0	0,0	246,1	880,6	246,1	880,6	0,0	0,0	246,1	880,6
Entreprise formation privée (travailleurs SIRCI)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	53,1	0,0	0,0	0,0	53,1	0,0	53,1	0,0	0,0	0,0	53,1
Entreprise formation privée (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	261,7	5 724,2	0,0	0,0	261,7	5 724,2	261,7	5 724,2	0,0	0,0	261,7	5 724,2

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Entreprise formation privée (travailleurs - Maintien en emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	0,2
Entreprise formation publique (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	139,7	2 983,7	0,0	0,0	139,7	2 983,7	139,7	2 983,7	0,0	0,0	139,7	2 983,7
Entreprise formation publique (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	119,5	0,0	0,0	1,5	119,5	1,5	119,5	0,0	0,0	1,5	119,5
Entreprise formation publique (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	3,2	- 3,2	0,0	0,0	3,2	3,2	3,2	- 3,2	0,0	0,0	3,2
Entreprise formation publique (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,8	87,7	0,0	0,0	9,8	87,7	9,8	87,7	0,0	0,0	9,8	87,7
Entreprise formation publique (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,5	591,6	0,0	0,0	94,5	591,6	94,5	591,6	0,0	0,0	94,5	591,6
Entreprise formation publique (travailleurs SIRCI)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Entreprise formation publique (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,1	294,7	0,0	0,0	27,1	294,7	27,1	294,7	0,0	0,0	27,1	294,7
Entreprise formation publique (travailleurs - Maintien en emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de formation continue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achat de formation continue (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,5	5 601,5	0,0	0,0	250,5	5 601,5	250,5	5 601,5	0,0	0,0	250,5	5 601,5
Achat de formation continue (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Formation de la main-d'œuvre - Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 169,5	41 533,9	- 56,1	0,0	2 113,3	41 533,9	2 169,5	41 533,9	- 56,1	0,0	2 113,3	41 533,9
Total Mesures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 555,1	77 852,5	- 56,1	0,0	3 499,0	77 852,5	3 555,1	77 852,5	- 56,1	0,0	3 499,0	77 852,5
Total Services aux entreprises et organismes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 555,1	77 852,5	- 56,1	0,0	3 499,0	77 852,5	3 555,1	77 852,5	- 56,1	0,0	3 499,0	77 852,5
Divers																		
Autres																		
Autres																		
Ajustement central	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GRAND TOTAL	3 362,7	151 838,8	779,7	28 289,8	4 142,3	180 128,6	8 125,0	556 750,8	1 135,5	106 359,3	9 260,5	663 110,1	11 487,7	708 589,6	1 915,1	134 649,1	13 402,8	843 238,7

Rapport no 5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-30

Titre :

Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

- a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi;
- b) Aux mesures de formation;
 - i. Francisation;
 - ii. Alphabétisation;
 - iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique;
 - iv. Formation générale au secondaire;
 - v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés;
 - vi. Formation professionnelle au secondaire;
 - vii. Formation technique au collégial;
- c) Aux subventions salariales aux entreprises;
- d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées;
- e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.

Exposé et statistiques :

Données pour 2020-2021 :

Mesures ou programmes	Dépenses*	Nombre de participations**
Projet de préparation à l'emploi	78 367 261,1\$	6 718
Services d'aide à l'emploi	180 276 692,9 \$	88 232
Mesure de formation de la main-d'œuvre	172 619 108,9\$	29 000
• Francisation	6 992 805,4 \$	2 323
• Alphabétisation	2 029 420,7 \$	576
• Acquisition de préalables à la formation professionnelle et technique	24 847 130,6 \$	4 972
• Formation générale et secondaire	N/D	N/D
• Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés	4 428 839,7 \$	1 251
• Formation professionnelle au secondaire	75 510 871,6 \$	13 701
• Formation technique au collégial	41 839 523,4 \$	5 992
Subventions salariales	35 464 368,6 \$	4 901
Contrat d'intégration au travail	25 585 154,5 \$	7 871
Programme de subventions aux entreprises adaptées	96 820 488,5 \$	5 048

* Données au 19 février 2021.

** Données au 19 février 2021. Un même participant peut avoir plus d'une participation.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec, Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

Titre :

Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.

Exposé et statistiques :

Depuis la mise en place du Programme objectif emploi qui vise les primo demandeurs, l'Intervention renforcée s'adresse désormais aux réitérants, soit les nouveaux demandeurs ayant déjà eu un épisode à l'assistance sociale.

Intervention renforcée - Nombre de réitérants

DIRECTION RÉGIONALE**	2020-2021*		
	Total	Femmes	Hommes
01 BAS-ST-LAURENT	19	6	13
02 SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	32	6	26
03 CAPITALE-NATIONALE	64	20	44
04 MAURICIE	39	13	26
05 ESTRIE	49	15	34
06 ÎLE-DE-MONTRÉAL	206	70	136
07 OUTAOUAIS	53	16	37
08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12	4	8
09 CÔTE-NORD	10	2	8
10 NORD-DU-QUÉBEC	2	0	2
11 GASPÉSIE-ILES-DE-LA-M.	4	0	4
12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	30	11	19
13 LAVAL	15	7	8
14 LANAUDIÈRE	52	13	39
15 LAURENTIDES	34	15	19
16 MONTÉRÉGIE	80	26	54
17 CENTRE-DU-QUÉBEC	28	10	18
RÉSEAU	729	234	495

* Données du 13 juillet 2020 au 29 janvier 2021. L'Intervention renforcée a été suspendue en raison de la pandémie de la COVID-19. Ainsi, les données débutent le 13 juillet 2020.

** Selon le CLE de proximité.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus

VALIDATION:

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :
Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour 2020-2021 et prévisions 2021-2022, par région et par sexe.

Exposé et statistiques

Le nombre de prestataires actifs au Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS) Action, par région et par sexe, pour l'année 2020-2021 :

	Participants actifs au PAAS Action selon le sexe					
	2020-2021					
	(du 1 ^{er} avril 2020 au 19 février 2021)					
	Total		Femme		Homme	
	N	%	N	%	N	%
Ensemble du Québec	3 164	100,0 %	1 452	45,9 %	1 712	54,1 %
01 - Bas-Saint-Laurent	62	100,0 %	27	43,5 %	35	56,5 %
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	193	100,0 %	93	48,2 %	100	51,8 %
03 - Capitale-Nationale	243	100,0 %	100	41,2 %	143	58,8 %
04 - Mauricie	176	100,0 %	88	50,0 %	88	50,0 %
05 - Estrie	115	100,0 %	53	46,1 %	62	53,9 %
06 - Île-de-Montréal	1 134	100,0 %	517	45,6 %	617	54,4 %
07 - Outaouais	161	100,0 %	66	41,0 %	95	59,0 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	67	100,0 %	26	38,8 %	41	61,2 %
09 - Côte-Nord	11	100,0 %	8	72,7 %	3	27,3 %
10 - Nord-du-Québec	5	100,0 %	4	80,0 %	1	20,0 %
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	43	100,0 %	29	67,4 %	14	32,6 %
12 - Chaudière-Appalaches	121	100,0 %	56	46,3 %	65	53,7 %
13 - Laval	100	100,0 %	44	44,0 %	56	56,0 %
14 - Lanaudière	116	100,0 %	57	49,1 %	59	50,9 %
15 - Laurentides	172	100,0 %	82	47,7 %	90	52,3 %
16 - Montérégie	353	100,0 %	158	44,8 %	195	55,2 %
17 - Centre-du-Québec	95	100,0 %	46	48,4 %	49	51,6 %

Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion.

X = Des renseignements ont été caviardés en raison du petit nombre (moins de 10). Ceux-ci pourraient révéler des renseignements personnels au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale des opérations de Services Québec de l'Est
Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
DATE : 8 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-33

Titre :

Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années:

- Pour le Programme d'aide sociale;
- Pour le Programme de solidarité sociale.

Exposé et statistiques :

Le tableau suivant présente le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une réclamation et le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une sortie de l'aide financière en 2020-2021 (du 1^{er} avril 2020 au 31 janvier 2021), et ce, pour les programmes d'aide sociale et de solidarité sociale.

	Programmes		Total
	Aide sociale	Solidarité sociale	
Réclamations	41 257	11 677	52 934
Sorties de l'aide	26 496	3 766	30 262

SOURCE : DGSCO
COLLABORATION : DGGAP-DAIG
VALIDATION :
DATE : 2020-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-34

Titre :

Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Le taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours pour le Programme d'assistance sociale et le Programme de solidarité sociale, pour l'année 2020-2021 :

Année financière	Taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours	
	Programme d'aide sociale	Programme de solidarité sociale
2020-2021 ¹	68,5 %	89,4 %

¹ Données d'avril 2020 à janvier 2021,

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-35

Titre :
Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :	
Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale reçoit en moyenne 13 000 demandes de révision annuellement. Pour chaque demande de révision, le citoyen peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.	
Période de référence : du 1^{er} avril 2020 au 31 janvier 2021	
	Motifs contestés en révision¹
Motifs²	Nombre total
Allocations et ajustements	278
Revenus, gains et avantages	2 828
Statut	835
Obligations du prestataire ou du ministre	436
Avoir liquide	347
Prestations spéciales	1 023
Versement de l'aide	2
Biens	166
Solidarité de la dette	80
Garants défaillants	22
Prestations de base	220
Contribution parentale	83
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	114
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	1
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	178
Mois de la demande (Particularités)	282
Motifs - sans droit de contestation	87
Révision médicale	1 547
TOTAL	8 529
¹ Les données sont extraites au 31 janvier 2021.	
² Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.	

SOURCE :	Direction générale des recours et de la qualité des services Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
COLLABORATION :	Direction du soutien aux opérations Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
DATE :	17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-36

Titre : Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.
--

Exposé et statistiques : Pour l'année 2020-2021, 889 recours ont été déposés, au Tribunal administratif du Québec (TAQ). Nombre de motifs contestés au TAQ, selon le type de motif			
MOTIFS CONTESTÉS AU TAQ ¹ 2020-2021			
Motifs ²	Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis	Proportion motifs accueillis par le TAQ ³
Allocations et ajustements	126	19	15,1 %
Revenus, gains et avantages	1 649	149	9,0 %
Statut	964	31	3,2 %
Obligations du prestataire ou du ministre	49	9	18,4 %
Avoir liquide	327	33	10,1 %
Prestations spéciales	76	12	15,8 %
Versement de l'aide	4	2	50,0 %
Biens	149	5	3,4 %
Solidarité de la dette	30	1	3,3 %
Garants défaillants	74	1	1,4 %
Prestations de base	9	0	0,0 %
Contribution parentale	8	3	37,5 %
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	11	2	18,2 %
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	0	0	N/A
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	9	0	0,0 %
Mois de la demande (Particularités)	27	0	0,0 %
Motifs - sans droit de contestation	6	0	0,0 %
Pouvoir discrétionnaire (réclamation seulement)	9	4	44,4 %
Révision médicale	382	120	31,4 %
Total	3 909	391	10,0 %
¹ Les données sont extraites au 31 janvier 2021. ² Il peut y avoir plus d'un motif par décision contestée. Les motifs contestés au TAQ constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés au TAQ exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale. ³ La proportion est présentée par motif. Elle est établie en tenant compte du nombre de motifs accueillis par rapport au nombre de motifs contestés pour ce même motif.			

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

DATE : 2021-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-37

Titre :

Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Pour l'année 2020-2021 (au 28 février)

**Risque de dénuement total ou risque
pour la santé ou la sécurité de la personne**

Diminution et suspension de la retenue	922
--	-----

Cas de violence

Remise de dette - Violence conjugale	1
--------------------------------------	---

**Circonstances exceptionnelles et
raisons humanitaires**

Suspension des intérêts	845
-------------------------	-----

Annulation des intérêts	8
-------------------------	---

Autres remises de dette totale ou partielle	62
---	----

Suspension du recouvrement	36
----------------------------	----

Propositions de règlement final

Remise partielle de la dette	50
------------------------------	----

TOTAL	1 924
--------------	--------------

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-38

Titre :
Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :								
Nouvelles ententes en 2020-2021* :								
Régions	MFOR - volet Entreprise d'entraînement		Projets de préparation à l'emploi - volets Général et Entreprise d'insertion		Services d'aide à l'emploi		TOTAL	
	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés
Bas-St-Laurent	3	207 157	18	894 004	159	4 524 231	180	5 625 393
Saguenay-Lac-St-Jean	1	190 134	5	854 376	75	4 408 601	81	5 453 112
Capitale-Nationale	.	.	9	1 537 204	98	8 063 917	107	9 601 121
Mauricie	1	169 573	13	913 168	81	4 546 270	95	5 629 012
Estrie	.	.	3	868 968	106	5 205 376	109	6 074 344
Montréal	1	468 970	45	15 993 940	277	32 006 529	323	48 469 439
Outaouais	1	156 187	11	1 125 081	76	5 222 474	88	6 503 743
Abitibi-Témiscamingue	.	.	5	160 028	38	2 653 953	43	2 813 982
Côte-Nord	.	.	3	164 476	66	1 645 838	69	1 810 314
Nord-du-Québec	.	.	4	124 123	19	567 913	23	692 037
Gaspésie-îles-de-la-	.	.	.	.	109	3 520 509	109	3 520 509
Chaudière-Appalaches	3	577 489	5	758 964	134	6 158 752	142	7 495 206
Laval	1	249 318	8	2 262 983	47	5 547 523	56	8 059 824
Lanaudière	1	360 937	12	2 147 579	56	5 400 235	69	7 908 751
Laurentides	1	136 826	9	1 889 348	78	9 676 724	88	11 702 900
Montréal	2	541 282	18	3 572 944	212	17 209 775	232	21 324 002
Centre-du-Québec	1	233 100	1	140 072	90	4 039 857	92	4 413 029
Total	16	3 290 975	169	33 407 266	1 721	120 398 485	1 906	157 096 727
* Données au 19 février 2021.								

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
COLLABORATION : Secteur Service à la Clientèle
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 10 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-39

Titre :
Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Le nombre de participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, en 2020-2021, est présenté dans le tableau ci-joint :

Participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes	
	2020-2021 (du 1 ^{er} avril 2020 au 19 février 2021*)
Ensemble du Québec	82 940
01 - Bas-Saint-Laurent	2 074
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	3 158
03 - Capitale-Nationale	6 266
04 - Mauricie	3 404
05 - Estrie	4 330
06 - Île-de-Montréal	22 406
07 - Outaouais	3 210
08 - Abitibi-Témiscamingue	1 595
09 - Côte-Nord	1 562
10 - Nord-du-Québec	189
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	2 262
12 - Chaudière-Appalaches	3 733
13 - Laval	3 291
14 - Lanaudière	3 750
15 - Laurentides	5 672
16 - Montérégie	13 835
17 - Centre-du-Québec	2 667

* Ces données ont été extraites le 12 mars 2021.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-40

Titre :
Concernant les centres d'appels :
a) liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour 2020-2021 ;
b) liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour 2020-2021 ;
c) coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour 2020-2021 ;
d) pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP :
i. nombre d'appels reçus.
ii. taux de non-réponse.

Exposé et statistiques :

a) Liste des contrats octroyés en 2020-2021

Le Ministère n’a octroyé aucun contrat.

Montant des acquisitions et de la maintenance pour les licences reliées aux centres d’appels

Le Ministère a payé un montant de 276 841,59 \$ en 2020-2021.

b) Liste des fournisseurs externes ainsi que la valeur des dépenses

Fournisseur externe	Montant
Infrastructures technologiques Québec	743 671,01 \$
Connex Québec inc.	24 105,00 \$
IBM Canada limitée	664 211,70 \$

c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d’appels

Il n’y a pas de coût supplémentaire lors de la défaillance du système puisque le Ministère dispose des contrats de services qui prennent en charge ce volet.

d) Nombre d’appels reçus et taux de non-réponse au 28 février 2021

Nom du centre d’appels	Nombre d’appels reçus	Taux de non-réponse
Centres de relations avec la clientèle de Services Québec	1 437 052	1,49 %
Centre administratif de la qualification professionnelle	18 422	0,00 %
Centre d’assistance au placement	49 273	0,00 %
Centre de relations avec la clientèle – Renseignements généraux, emploi et programmes d’aide financière de dernier recours	33 685	1,81 %
Centre de communication avec la clientèle	643 976	4,26 %
Centre du service à la clientèle du RQAP	321 773	0,19 %
Directeur de l’état civil (DEC)	190 404	0,80 %
Service d’immatriculation des armes à feu (SIAF)	30 172	2,87 % ¹

SOURCE : Dir. gén. des services à l'organisation et des bibliothèques gouvernementales, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION : Secteur des opérations, Secteur des registres de l'État et Secteur du développement et partenariats de Services Québec

DATE : 2021-03-11

¹ Le taux de non-réponse est non disponible puisque la plateforme téléphonique du DEC/SIAF ne permet pas de dénombrer le nombre d'appels qui ne peuvent être acheminés en file. Les statistiques inscrites sont les taux d'appels abandonnés qui correspondent au pourcentage des appels abandonnés sur le nombre d'appels reçus (acheminés en file pour prise en charge par un préposé) au DEC et au SIAF.

3RP40_03-11_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-41

Titre :
Taux d'absentéisme du personnel.

Exposé et statistiques :

**Taux d'absentéisme maladie rémunérée
Personnel régulier et occasionnel plus d'un an**

Catégorie d'emplois	2020-2021 ¹ (6 premiers mois)
Personnel d'encadrement	3,57
Professionnel	4,20
Technicien	6,14
Personnel de bureau et ouvrier	7,74
Taux absentéisme	5,78

¹Source Média du Secrétariat du Conseil du trésor : 2020-2021 : T2 de 20-21.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-42

Titre :

Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti.

Exposé et statistiques :

- Le mandat du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté sur le site Web du comité d'experts à l'adresse suivante :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/revenu_min_garanti.asp

- Les membres du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti sont :
 - ✓ Dorothée Boccanfuso, professeure titulaire au Département d'économique de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke (Présidente du comité).
 - ✓ Jean-Michel Cousineau, économiste et professeur titulaire à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal.
 - ✓ Raquel Fonseca, professeure agrégée au Département des sciences économiques de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal.
- Le comité d'experts a déposé les volumes 1 et 2 de son rapport final le 13 novembre 2017. Le volume 3 a été déposé le 15 juin 2018.

Le communiqué de presse annonçant le dévoilement du rapport final du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/rapport-final-du-comite-dexperts-sur-le-revenu-minimum-garanti-vers-un-systeme-de-soutien-du-revenu/>

Les volumes 1, 2 et 3 du rapport final du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peuvent être consultés sur le site Web du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à l'adresse suivante :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/revenu_min_garanti.asp

- Les recommandations formulées par le Comité d'experts sur le revenu minimum garanti ont été analysées et certaines ont inspiré le gouvernement dans le cadre des travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023, dévoilé le 10 décembre 2017, notamment avec l'annonce de l'introduction d'un premier revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi.

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 peut être consulté à l'adresse suivante :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf

- Les contrats de services professionnels des experts ont représenté une dépense de 346 878,29 \$ pour les honoraires et les frais de déplacement. Cette dépense a été assumée à 50 % par le ministère des Finances.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 8 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-46

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les quatres dernières années. Fournir les prévisions pour 2021-2022.

Au 24 février 2021, on compte 2 943 employés œuvrant dans les bureaux locaux.

Considérant le déploiement des Bureaux de Services Québec dans les différentes régions du Québec, le Ministère présente des données complètes des effectifs œuvrant dans les bureaux locaux et non plus uniquement les effectifs travaillant dans les centres locaux d'emploi.

Vous référer à la liste en annexe pour les effectifs par bureau.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : SSC

VALIDATION :

DATE : 2021-03-11

3RP46_03-11_BSM.DOCX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-46-Annexe 01

Titre :
Effectifs de chacun des centres locaux d’emploi, par région, par famille d’emploi et par classe d’emploi, pour les quatres dernières années.
Fournir les prévisions pour 2021-2022.

Effectif en lien d'emploi (régulier et occasionnel) pour les bureaux offrant un service au comptoir pour la clientèle¹
(données au 24 février 2021)

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
01. Bas-Saint-Laurent	Amqui	49, boul. Saint-Benoît Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6		
			Total Technicien		6			
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien		2			
			Total 49, boul. Saint-Benoît Est					9
			Total Amqui					9
			La Pocatière	161, route 230 Ouest	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
	Total Professionnel				1			
	Technicien	214			Agent d'aide socio-économique	5		
	Total Technicien				5			
	Soutien	200			Agent de bureau	1		
		249			Préposé aux renseignements	1		
	Total Soutien				2			
	Total 161, route 230 Ouest					8		
	Total La Pocatière					8		
	Matane	750, avenue du Phare Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien			8	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			2	
		Total 750, avenue du Phare Ouest					12
	Total Matane					12	
	Mont-Joli	42, avenue Doucet	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
			Total Technicien			6	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			2	
		Total 42, avenue Doucet					10
	Total Mont-Joli					10	
	Rimouski	337, rue Moreault	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23	
			Total Technicien			23	
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
				249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien			6	
		Total 337, rue Moreault					32
	Total Rimouski					32	
	Rivière-du-Loup	385, rue Lafontaine	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12	
			Total Technicien			12	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	4	
				Total Soutien			4
			Total 385, rue Lafontaine					19
		Total Rivière-du-Loup					19
	Témiscouata-sur-le-Lac	4, rue de la Gare	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
			Total Professionnel			1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7		
			Total Technicien			7		
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			2		
			Total 4, rue de la Gare					11
			Total Témiscouata-sur-le-Lac					11
			Trois-Pistoles	634, rue Richard	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
					Total Technicien			2
	Soutien	200			Agent de bureau	2		
	Total Soutien					2		
	Total 634, rue Richard					4		
	Total Trois-Pistoles					4		
	Total 01. Bas-Saint-Laurent						105	
	02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma	725, rue Harvey Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
				Total Cadre			1	
Professionnel				111	Attaché d'administration	4		
Total Professionnel					4			
Technicien				214	Agent d'aide socio-économique	14		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		
Total Technicien					15			
Soutien				200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	3		
Total Soutien					4			
Total 725, rue Harvey Ouest					24			
Total Alma					24			
Dolbeau-Mistassini		1500, rue des Érables	Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
			Total Professionnel			3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9		
				264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien			10		
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3		
			Total Soutien			3		
Total 1500, rue des Érables					16			
Total Dolbeau-Mistassini					16			
Roberval		755, boul. Saint-Joseph	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
			Total Professionnel			3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12		

REGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
				264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien		13			
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien		3			
			Total 755, boul. Saint-Joseph					20
			Total Roberval					20
			Saguenay	237, rue Riverin	Cadre	630	Cadre supérieur	1
					Total Cadre		1	
					Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
		111			Attaché d'administration	4		
	Total Professionnel				5			
	Technicien	214			Agent d'aide socio-économique	28		
		264			Technicien en administration	1		
	Total Technicien				29			
	Soutien	200			Agent de bureau	8		
		249			Préposé aux renseignements	3		
	Total Soutien				11			
	Total 237, rue Riverin					46		
	3885, boul. Harvey	Cadre		630	Cadre supérieur	1		
		Total Cadre		1				
		Professionnel		105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		
				111	Attaché d'administration	4		
		Total Professionnel		5				
		Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	20		
				264	Technicien en administration	1		
		Total Technicien		21				
		Soutien		249	Préposé aux renseignements	5		
		Total Soutien		5				
		Total 3885, boul. Harvey					32	
	782, rue Victoria	Cadre		630	Cadre supérieur	1		
		Total Cadre		1				
		Professionnel		111	Attaché d'administration	2		
		Total Professionnel		2				
		Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	10		
		Total Technicien		10				
		Soutien		200	Agent de bureau	2		
				249	Préposé aux renseignements	4		
		Total Soutien		6				
		Total 782, rue Victoria					19	
		Total Saguenay					97	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Saint-Félicien	1209, boul. Sacré-Cœur	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1	
			Total 1209, boul. Sacré-Cœur		1	
	Total Saint-Félicien					1
Total 02. Saguenay-Lac-Saint-Jean						158
03. Capitale-Nationale	Baie-Saint-Paul	915, boul. Monseigneur-de-Laval	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
			Total Technicien		2	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1	
			Total 915, boul. Monseigneur-de-Laval		4	
			Total Baie-Saint-Paul					4
	Château-Richer	3, rue de la Seigneurie	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien		1	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1	
			Total 3, rue de la Seigneurie		2	
	Total Château-Richer					2
	Donnacona	100, route 138	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			Total Technicien		11	
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		3	
	Total 100, route 138		17			
	Total Donnacona					17
	La Malbaie	21, rue Patrick-Morgan	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien		5	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		2	
			Total 21, rue Patrick-Morgan		10	
	Total La Malbaie					10
	Québec	1020, route de l'Église	Cadre	630	Cadre supérieur	1

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	7
			Total Professionnel			7
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	26
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			27
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			7
			Total 1020, route de l'Église			42
		2535, boul. Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
			Total Professionnel			1
			Technicien	264	Technicien en administration	9
			Total Technicien			9
			Soutien	200	Agent de bureau	30
				213	Auxiliaire en informatique	4
				249	Préposé aux renseignements	16
			Total Soutien			50
			Total 2535, boul. Laurier			61
		400, boul. Jean-Lesage	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			4
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			29
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			7
			Total 400, boul. Jean-Lesage			41
		773, avenue Royale	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
			Total Technicien			19
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			3

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
		Total 773, avenue Royale				25		
		787, boul. Lebourgneuf	Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		
			Total Professionnel			1		
			Technicien	264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien			1		
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	11		
			Total Soutien			11		
		Total 787, boul. Lebourgneuf				13		
		8000, boul. Henri-Bourassa	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
			Total Professionnel			3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34		
			Total Technicien			34		
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	4		
			Total Soutien			5		
		Total 8000, boul. Henri-Bourassa				43		
		Total Québec					225	
		Total 03. Capitale-Nationale					258	
		04. Mauricie	La Tuque	655, rue Desbiens	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
						223	Évaluateur conduite véhic.routiers	3
					Total Technicien			7
					Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
					Total Soutien			1
Total 655, rue Desbiens					8			
Total La Tuque				8				
Louiseville	511, rue Marcel			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
				Total Professionnel			2	
				Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien			7		
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			1		
Total 511, rue Marcel				10				
Total Louiseville				10				
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	213, rue de l'Église		Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			1		
			Total 213, rue de l'Église				1	
Total Sainte-Geneviève-de-Batiscan				1				
Sainte-Thècle	301, rue Saint-Jacques		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1		
			Total Technicien			1		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
		Total 301, rue Saint-Jacques				1	
	Total Sainte-Thècle					1	
	Shawinigan	212, 6e rue de la Pointe	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre			2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
			Total Professionnel			5	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			Total Technicien			14	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				221	Agent de secrétariat	1	
				249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien			5	
		Total 212, 6e rue de la Pointe					26
		401, 5e Avenue	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
			Total Technicien			3	
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			3	
		Total 401, 5e Avenue					6
	Total Shawinigan					32	
	Trois-Rivières	225, rue des Forges	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	6	
			Total Professionnel			6	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29	
				264	Technicien en administration	1	
			Total Technicien			30	
			Soutien	200	Agent de bureau	4	
				221	Agent de secrétariat	1	
				249	Préposé aux renseignements	5	
			Total Soutien			10	
		Total 225, rue des Forges					47
	Total Trois-Rivières					47	
Total 04. Mauricie					99		
05. Estrie	Asbestos	597, boul. Simoneau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
			Total Technicien			2	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
			Total 597, boul. Simoneau				3
	Total Asbestos					3	
	Coaticook	29, rue Main Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
			Total Technicien			2	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
		Total 29, rue Main Est					4
		Total Coaticook					4
		East Angus	120, rue Angus Nord	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
				Total Professionnel			1
				Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4
	Total Technicien				4		
	Soutien			249	Préposé aux renseignements	1	
	Total Soutien				1		
	Total 120, rue Angus Nord					6	
	Total East Angus					6	
	Lac-Mégantic	5535, rue Papineau	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
			Total Technicien			2	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
	Total 5535, rue Papineau					4	
	Total Lac-Mégantic					4	
	Magog	1700, rue Sherbrooke	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			Total Technicien			14	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			3	
		Total 1700, rue Sherbrooke					20
	Total Magog					20	
	Sherbrooke	70, rue King Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre			2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4	
			Total Professionnel			4	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24	
				264	Technicien en administration	1	
			Total Technicien			25	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
			Soutien	200	Agent de bureau	7		
				249	Préposé aux renseignements	4		
			Total Soutien		11			
			Total 70, rue King Ouest					42
			Total Sherbrooke					42
		Windsor	5, rue des Sources	Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
				Total Professionnel		3		
				Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
				Total Technicien		5		
				Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien		1				
	Total 5, rue des Sources					9		
	Total Windsor					9		
	Total 05. Estrie					88		
	06. Montréal	Côte-Saint-Luc	6900, boul. Décarie	Cadre	630	Cadre supérieur	3	
				Total Cadre		3		
Professionnel				111	Attaché d'administration	28		
Total Professionnel				28				
Technicien				214	Agent d'aide socio-économique	36		
				264	Technicien en administration	1		
Total Technicien				37				
Soutien				249	Préposé aux renseignements	7		
Total Soutien			7					
Total 6900, boul. Décarie					75			
Total Côte-Saint-Luc					75			
Montréal			10520, boul. de l'Acadie	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
		Total Cadre		2				
		Professionnel		105	Agent rech.et planific.socio-économ.	4		
		Total Professionnel		4				
		Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	30		
				Total Technicien		30		
		Soutien		249	Préposé aux renseignements	9		
		Total Soutien		9				
		Total 10520, boul. de l'Acadie					45	
		1055, rue Galt	Cadre	630	Cadre supérieur	4		
			Total Cadre		4			
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	5		
				111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		6			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	45		
				264	Technicien en administration	1		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	13		
			Total Technicien				59	
			Soutien	200	Agent de bureau	3		
				249	Préposé aux renseignements	3		
			Total Soutien				6	
			Total 1055, rue Galt					75
			1260, rue Sainte-Catherine Est	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
		Total Technicien				11		
		Soutien		249	Préposé aux renseignements	3		
		Total Soutien				3		
		Total 1260, rue Sainte-Catherine Est					14	
		2050, rue de Bleury	Cadre	630	Cadre supérieur	3		
			Total Cadre				3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19		
				264	Technicien en administration	14		
			Total Technicien				33	
			Soutien	200	Agent de bureau	25		
				221	Agent de secrétariat	1		
				249	Préposé aux renseignements	25		
			Total Soutien				51	
		Total 2050, rue de Bleury					87	
		2212, avenue Dollard	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre				1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25		
			Total Technicien				25	
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				221	Agent de secrétariat	1		
				249	Préposé aux renseignements	4		
			Total Soutien				6	
		Total 2212, avenue Dollard					32	
		2740, rue Remembrance	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre				1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12		
			Total Technicien				12	
			Soutien	200	Agent de bureau	3		
			Total Soutien				3	
		Total 2740, rue Remembrance					16	
		287, rue Notre-Dame Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre				1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14		
			Total Technicien				14	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
			Soutien	200	Agent de bureau	16	
				249	Préposé aux renseignements	4	
			Total Soutien				20
		Total 287, rue Notre-Dame Ouest					35
		3750, boul. Crémazie Est	Cadre	630	Cadre supérieur		2
			Total Cadre				2
			Professionnel	111	Attaché d'administration		1
			Total Professionnel				1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		28
				298	Enquêteur en matières frauduleuses		11
			Total Technicien				39
			Soutien	200	Agent de bureau		3
				249	Préposé aux renseignements		5
			Total Soutien				8
		Total 3750, boul. Crémazie Est					50
		4427, Rouen	Cadre	630	Cadre supérieur		1
			Total Cadre				1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		7
			Total Technicien				7
			Soutien	249	Préposé aux renseignements		4
			Total Soutien				4
		Total 4427, Rouen					12
		5105, avenue de Gaspé	Cadre	630	Cadre supérieur		2
			Total Cadre				2
			Professionnel	111	Attaché d'administration		19
			Total Professionnel				19
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		26
				264	Technicien en administration		2
			Total Technicien				28
			Soutien	200	Agent de bureau		2
				249	Préposé aux renseignements		2
			Total Soutien				4
		Total 5105, avenue de Gaspé					53
		5656, rue d'Iberville	Cadre	630	Cadre supérieur		1
			Total Cadre				1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		13
				264	Technicien en administration		1
			Total Technicien				14
			Soutien	200	Agent de bureau		2
				249	Préposé aux renseignements		4
			Total Soutien				6

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL	
		Total 5656, rue d'Iberville			21	
		5872, boul. Léger	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	37
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			38
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			6
		Total 5872, boul. Léger			46	
		6600, chemin de la Côte-des-Neiges	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			1
		Total 6600, chemin de la Côte-des-Neiges			1	
		6690, rue Sherbrooke Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			24
			Soutien	200	Agent de bureau	11
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			16
		Total 6690, rue Sherbrooke Est			41	
		7077, avenue du Parc	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
				Total Technicien			15
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	5
			Total Soutien			6
		Total 7077, avenue du Parc			22	
		8257, boul. Langelier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19
				Total Technicien			19
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	5
				Total Soutien			5
			Total 8257, boul. Langelier			25
		360, rue Saint-Jacques	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	33
				264	Technicien en administration	1

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
			Total Technicien				34	
		Total 360, rue Saint-Jacques					35	
	Total Montréal						610	
	Pointe-Claire	1000, boul. Saint-Jean	Cadre	630	Cadre supérieur		1	
			Total Cadre				1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		22	
			Total Technicien				22	
			Soutien	200	Agent de bureau		3	
				249	Préposé aux renseignements		1	
			Total Soutien				4	
			Total 1000, boul. Saint-Jean					27
	Total Pointe-Claire						27	
	Total 06. Montréal						712	
	07. Outaouais	Campbell's bay	1290, route 148	Professionnel	111	Attaché d'administration		2
				Total Professionnel				2
				Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		5
				Total Technicien				5
Soutien				200	Agent de bureau		1	
				249	Préposé aux renseignements		1	
Total Soutien				2				
Total 1290, route 148					9			
Total Campbell's bay						9		
Gatineau		154, rue MacLaren	Soutien	200	Agent de bureau		1	
			Total Soutien				1	
		Total 154, rue MacLaren						1
		170, rue de l'Hôtel-de-Ville	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		7	
				264	Technicien en administration		1	
			Total Technicien				8	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements		5	
			Total Soutien				5	
		Total 170, rue de l'Hôtel-de-Ville					13	
		420, boul. Wilfrid-Lavigne	Cadre	630	Cadre supérieur		1	
			Total Cadre				1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration		1	
			Total Professionnel				1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		31	
			Total Technicien				31	
			Soutien	200	Agent de bureau		8	
				249	Préposé aux renseignements		2	
		Total Soutien				10		
		Total 420, boul. Wilfrid-Lavigne					43	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
		456, boul. de l'Hôpital	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre		2		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	12	
			Total Professionnel		12		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	50	
			Total Technicien		50		
			Soutien	200	Agent de bureau	10	
			Total Soutien		10		
		Total 456, boul. de l'Hôpital					74
		Total Gatineau					131
		Maniwaki	100, rue Principale Sud	Cadre	630	Cadre supérieur	1
				Total Cadre		1	
				Professionnel	111	Attaché d'administration	2
	Total Professionnel			2			
	Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	6	
	Total Technicien			6			
	Soutien			200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	2	
	Total Soutien		3				
	Total 100, rue Principale Sud					12	
	Total Maniwaki					12	
	Papineauville		365, rue Papineau	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
				Total Professionnel		2	
		Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	6	
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	3	
		Total Technicien		9			
		Soutien		249	Préposé aux renseignements	1	
		Total Soutien		1			
		Total 365, rue Papineau					12
	Total Papineauville					12	
	Total 07. Outaouais						164
	08. Abitibi-Témiscamingue	Amos	262, 1re avenue Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	2
				Total Professionnel		2	
				Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
					223	Évaluateur conduite véhic.routiers	2
				Total Technicien		16	
				Soutien	200	Agent de bureau	3
					249	Préposé aux renseignements	2
				Total Soutien		5	
Total 262, 1re avenue Est					23		
Total Amos					23		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
	La Sarre	655, 2e Rue Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		
			Total Technicien		6			
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien		3			
			Total 655, 2e Rue Est					10
			Total La Sarre						10
	Rouyn-Noranda	189, avenue Murdoch	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
				116	Conseiller orientation profess.	1		
			Total Professionnel		3			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6		
			Total Technicien		6			
			Soutien	200	Agent de bureau	3		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien		5			
			Total 189, avenue Murdoch					15
			Total Rouyn-Noranda						15
	Senneterre	481, 7e Avenue Ouest	Soutien	200	Agent de bureau	1		
			Total Soutien		1			
			Total 481, 7e Avenue Ouest					1
	Total Senneterre						1	
	Val-d'Or	186, avenue Perreault	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4		
			Total Professionnel		4			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9		
			Total Technicien		9			
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				249	Préposé aux renseignements	4		
			Total Soutien		6			
			Total 186, avenue Perreault					20
	Total Val-d'Or						20	
	Ville-Marie	1B, rue Notre-Dame Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3		
			Total Technicien		3			
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	4		
			Total Soutien		4			
			Total 1B, rue Notre-Dame Nord					9
			Total Ville-Marie					9
Total 08. Abitibi-Témiscamingue						78		
09. Côte-Nord	Baie-Comeau	625, boul. Laflèche	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
			Total Professionnel		3			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8		
			Total Technicien		8			
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien		3			
			Total 625, boul. Laflèche					15
	Total Baie-Comeau						15	
	Forestville	134, route 138 Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4		
			Total Technicien		4			
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
				Total Soutien		1		
			Total 134, route 138 Est					7
			Total Forestville						7
	Havre-Saint-Pierre	1280, rue de la Digue	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
			Total Professionnel		2			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3		
			Total Technicien		3			
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3		
				Total Soutien		3		
			Total 1280, rue de la Digue					9
			Total Havre-Saint-Pierre						9
	Les Escoumins	459, route 138	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL	
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	1	
			Total Technicien			3	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
			Total 459, route 138					5
		Total Les Escoumins					5
		Port-Cartier	2, rue Élie-Rochefort	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
					223	Évaluateur conduite véhic.routiers	1
				Total Technicien			3
				Soutien	249	Préposé aux renseignements	2
	Total Soutien				2		
	Total 2, rue Élie-Rochefort					5	
	Total Port-Cartier					5	
	Sept-Îles	456, avenue Arnaud	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
			Total Professionnel			5	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien			7	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien			4	
			Total 456, avenue Arnaud					17
	Total Sept-Îles					17	
Total 09. Côte-Nord						58	
10. Nord-du-Québec	Beaucanton	2709, boul. Curé McDuff	Soutien	249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien			3	
		Total 2709, boul. Curé McDuff					3
	Total Beaucanton					3	
	Chibougamau	333, 3e Rue	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
			Total Technicien			8	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien			3	
	Total 333, 3e Rue					13	
	Total Chibougamau					13	
	Chisasibi	15, Maamuu Road	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			2	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Total 15, Maamuu Road					2
	Total Chisasibi					2
	Lebel-sur-Quévillon	107, Principale Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	1
			Total Technicien		2	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1	
	Total 107, Principale Sud					4
	Total Lebel-sur-Quévillon					4
	Matagami	100, Place du Commerce	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien		1	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien		1	
	Total 100, Place du Commerce					2
	Total Matagami					2
Total 10, Nord-du-Québec						24
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	173, avenue de Port-Royal	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel		2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien		9	
			Soutien	200	Agent de bureau	1
	249	Préposé aux renseignements		4		
	Total Soutien		5			
	Total 173, avenue de Port-Royal					17
	Total Bonaventure					17
	Cap-aux-Meules	120, chemin de Gros-Cap	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel		3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
				264	Technicien en administration	1
Total Technicien			6			
Soutien	249	Préposé aux renseignements	2			
Total Soutien		2				
Total 120, chemin de Gros-Cap					12	
Total Cap-aux-Meules					12	
Carleton-sur-Mer	314, boul. Perron	Cadre	630	Cadre supérieur	1	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien			7	
			Soutien	221	Agent de secrétariat	1	
				249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			3	
		Total 314, boul. Perron					13
		Total Carleton-sur-Mer					13
		Chandler	101, rue Commerciale Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
				Total Cadre			1
				Professionnel	111	Attaché d'administration	2
	Total Professionnel				2		
	Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	8	
	Total Technicien				8		
	Soutien			249	Préposé aux renseignements	2	
	Total Soutien				2		
	Total 101, rue Commerciale Ouest					13	
	Total Chandler					13	
	Gaspé		96, Montée de Sandy Beach	Cadre	630	Cadre supérieur	1
				Total Cadre			1
				Professionnel	111	Attaché d'administration	2
		Total Professionnel			2		
		Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	6	
		Total Technicien			6		
		Soutien		249	Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien			2		
		Total 96, Montée de Sandy Beach					11
		Total Gaspé					11
		Pointe-à-la-Croix	136A, boul. Interprovincial	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
				Total Soutien			1
			Total 136A, boul. Interprovincial					1
	Total Pointe-à-la-Croix					1	
	Sainte-Anne-des-Monts	39, boul. Sainte-Anne Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
			Total Technicien			8	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL	
			Total Soutien			3	
		Total 39, boul. Sainte-Anne Ouest				14	
		Total Sainte-Anne-des-Monts				14	
Total 11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						81	
12. Chaudière-Appalaches	Lac-Etchemin	1554, route 277	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
			Total Technicien			8	
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			4	
			Total 1554, route 277				12
			Total Lac-Etchemin				12
	Lévis	1205, boul. Guillaume-Couture	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre			2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
			Total Professionnel			5	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien			23	
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
				249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien			6	
			Total 1205, boul. Guillaume-Couture				36
	Total Lévis				36		
	Montmagny	116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel			3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien			7	
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			2	
			Total 116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest				13
	Total Montmagny				13		
	Sainte-Croix	6375, rue Garneau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
			Total Technicien			1	
			Total 6375, rue Garneau				1
	Total Sainte-Croix				1		
	Sainte-Marie	1037, boul. Vachon Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10		
			Total Technicien		10			
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien		4			
			Total 1037, boul. Vachon Nord					17
			Total Sainte-Marie					17
			Saint-Georges	11400, 1re Avenue Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
					Total Cadre		1	
					Professionnel	111	Attaché d'administration	4
	Total Professionnel				4			
	Technicien	214			Agent d'aide socio-économique	16		
		264			Technicien en administration	1		
	Total Technicien				17			
	Soutien	200			Agent de bureau	1		
		249			Préposé aux renseignements	4		
	Total Soutien				5			
	Total 11400, 1re Avenue Est					27		
	Total Saint-Georges					27		
	Saint-Jean-Port-Joli	442, route de l'Église	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2		
			Total Technicien		2			
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien		1			
			Total 442, route de l'Église					3
	Total Saint-Jean-Port-Joli					3		
	Saint-Lazare-de-Bellechasse	100, rue Monseigneur-Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1		
			Total Technicien		1			
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien		1			
			Total 100, rue Monseigneur-Bilodeau					2
	Total Saint-Lazare-de-Bellechasse					2		
	Thetford Mines	693, rue Saint-Alphonse Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
			Total Professionnel		2			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22		
				264	Technicien en administration	1		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		
			Total Technicien		24			
			Soutien	200	Agent de bureau	3		
				249	Préposé aux renseignements	2		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
			Total Soutien			5
		Total 693, rue Saint-Alphonse Nord				32
		Total Thetford Mines				32
Total 12. Chaudière-Appalaches						143
13. Laval	Laval	1438, boul. Daniel-Johnson	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre		2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	10
			Total Professionnel		10	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
				264	Technicien en administration	3
			Total Technicien		27	
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	14
			Total Soutien		15	
		Total 1438, boul. Daniel-Johnson				54
		3, Place Laval	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre		2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	41
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien		42	
			Soutien	200	Agent de bureau	9
			Total Soutien		9	
			Total 3, Place Laval				54
		Total Laval				108
Total 13. Laval						108
14. Lanaudière	Berthierville	90, place du Marché	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	25
			Total Technicien		25	
			Soutien	200	Agent de bureau	4
			Total Soutien		4	
		Total 90, place du Marché				31
		Total Berthierville				31
	Joliette	409, rue Notre-Dame	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
Total Professionnel			2			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15		
			Total Technicien		15			
			Soutien	200	Agent de bureau	6		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien		8			
			Total 409, rue Notre-Dame					26
			Total Joliette					26
			Rawdon	3486, rue Queen	Cadre	630	Cadre supérieur	1
					Total Cadre		1	
					Professionnel	111	Attaché d'administration	1
	Total Professionnel				1			
	Technicien	214			Agent d'aide socio-économique	10		
		264			Technicien en administration	1		
		298			Enquêteur en matières frauduleuses	4		
	Total Technicien				15			
	Soutien	200			Agent de bureau	2		
		249			Préposé aux renseignements	1		
	Total Soutien				3			
	Total 3486, rue Queen					20		
	Total Rawdon					20		
	Repentigny	155, rue Notre-Dame			Cadre	630	Cadre supérieur	1
					Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
			Total Professionnel		2			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	20		
				264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien		21			
			Soutien	200	Agent de bureau	10		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien		12			
			Total 155, rue Notre-Dame					36
			Total Repentigny					36
			Sainte-Julienne	2495, rue Cartier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
	Total Cadre				1			
	Professionnel	111			Attaché d'administration	1		
	Total Professionnel				1			
	Technicien	214			Agent d'aide socio-économique	14		
		264			Technicien en administration	1		
	Total Technicien				15			
	Soutien	200			Agent de bureau	2		
		249			Préposé aux renseignements	1		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
			Total Soutien			3	
		Total 2495, rue Cartier				20	
	Total Sainte-Julienne						20
	Saint-Jean-de-Matha	941, route Louis-Cyr	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
			Total Technicien		3		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien		1		
			Total 941, route Louis-Cyr				4
	Total Saint-Jean-de-Matha						4
	Terrebonne	1590, chemin Gascon	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel		3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien		19		
			Soutien	200	Agent de bureau	6	
			Total Soutien		6		
			Total 1590, chemin Gascon				29
	Total Terrebonne						29
	Total 14. Lanaudière						166
15. Laurentides	Lachute	505, avenue Béthany	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien		7		
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
	Total Soutien		3				
	Total 505, avenue Béthany				11		
	Total Lachute						11
	Mont-Laurier	585, rue Hébert	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien		7		
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	2	
	Total Soutien		3				
	Total 585, rue Hébert				11		
	Total Mont-Laurier						11
	Rivière-Rouge	1355, rue L'Annonciation Sud	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
			Total Technicien		1		
Total 1355, rue L'Annonciation Sud				1			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Total Rivière-Rouge					1
	Sainte-Adèle	400, boul. de Sainte-Adèle	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			Total Technicien		16	
			Soutien	200	Agent de bureau	6
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		8	
			Total 400, boul. de Sainte-Adèle					25
	Total Sainte-Adèle					25
	Sainte-Agathe-des-Monts	1, rue Raymond	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	13
			Total Technicien		13	
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien		4	
			Total 1, rue Raymond					18
	Total Sainte-Agathe-des-Monts					18
	Sainte-Thérèse	100, boul. Ducharme	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	8
			Total Professionnel		8	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
			Total Technicien		24	
			Soutien	200	Agent de bureau	7
				Total Soutien		7
			Total 100, boul. Ducharme					40
	Total Sainte-Thérèse					40
	Saint-Eustache	367, boul. Arthur-Sauvé	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			Total Technicien		11	
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien		4	
	Total 367, boul. Arthur-Sauvé					16
	Total Saint-Eustache					16
	Saint-Jérôme	275, rue Latour	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre		2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
			Total Professionnel			5
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	40
			Total Technicien			40
			Soutien	200	Agent de bureau	6
				249	Préposé aux renseignements	6
			Total Soutien			12
			Total 275, rue Latour					59
Total Saint-Jérôme					59	
Total 15. Laurentides						181
16. Montérégie	Acton Vale	1130, rue Daigneault	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			1
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			1
			Total 1130, rue Daigneault					2
	Total Acton Vale					2
	Beloeil	515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	6
			Total Professionnel			6
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
				264	Technicien en administration	3
			Total Technicien			18
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			4
	Total 515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier					29
	Total Beloeil					29
	Boucherville	135, boul. de la Mortagne	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			1
	Total 135, boul. de la Mortagne					1
	Total Boucherville					1
	Brossard	1, Place du Commerce	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
111				Attaché d'administration	14	
Total Professionnel				15		
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	24	
			264	Technicien en administration	4	
Total Technicien				28		
Soutien			200	Agent de bureau	5	
			249	Préposé aux renseignements	5	

REGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
			Total Soutien			10		
		Total 1, Place du Commerce				54		
	Total Brossard					54		
	Châteauguay	180, boul. d'Anjou	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31		
				264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien			32		
			Soutien	200	Agent de bureau	4		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien			6		
			Total 180, boul. d'Anjou					39
	Total Châteauguay					39		
	Cowansville	406, rue du Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
			Total Professionnel			3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5		
				Total Technicien			5	
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				Total Soutien			2	
			Total 406, rue du Sud					10
			Total Cowansville					10
	Granby	77, rue Principale	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
			Total Cadre			2		
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		
				111	Attaché d'administration	10		
			Total Professionnel			11		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11		
				264	Technicien en administration	1		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2		
			Total Technicien			14		
			Soutien	221	Agent de secrétariat	1		
				249	Préposé aux renseignements	7		
			Total Soutien			8		
			Total 77, rue Principale					35
	Total Granby					35		
	Huntingdon	220, rue Châteauguay	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2		
			Total Technicien			2		
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				Total Soutien			1	
			Total 220, rue Châteauguay					3
	Total Huntingdon					3		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
	Longueuil	2877, chemin de Chambly	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
			Total Cadre			2		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	43		
				264	Technicien en administration	3		
			Total Technicien			46		
			Soutien	200	Agent de bureau	15		
				249	Préposé aux renseignements	7		
			Total Soutien			22		
			Total 2877, chemin de Chambly					70
			Total Longueuil					70
	Marieville	497, rue Sainte-Marie	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2		
			Total Technicien			2		
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			2		
			Total 497, rue Sainte-Marie					4
			Total Marieville					4
	Saint-Constant	126, rue Saint-Pierre	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4		
			Total Professionnel			4		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11		
				264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien			12		
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien			4		
			Total 126, rue Saint-Pierre					21
	Total Saint-Constant					21		
	Saint-Hyacinthe	3100, boul. Laframboise	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4		
			Total Professionnel			4		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16		
				264	Technicien en administration	2		
			Total Technicien			18		
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				249	Préposé aux renseignements	4		
			Total Soutien			6		
			Total 3100, boul. Laframboise					29
	Total Saint-Hyacinthe					29		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Saint-Jean-sur-Richelieu	315, rue MacDonald	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			2
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			4
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28
				264	Technicien en administration	4
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	9
			Total Technicien			41
			Soutien	200	Agent de bureau	3
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			6
		Total 315, rue MacDonald					53
	Total Saint-Jean-sur-Richelieu					53
	Salaberry-de-Valleyfield	63, rue Champlain	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			2
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	13
			Total Professionnel			14
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10
				264	Technicien en administration	3
			Total Technicien			13
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			4
		Total 63, rue Champlain					33
	Total Salaberry-de-Valleyfield					33
	Sorel-Tracy	375, boul. Fiset	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			10
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			5
		Total 375, boul. Fiset					18
	Total Sorel-Tracy					18
	Vaudreuil-Dorion	430, boul. Harwood	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4		
			Total Professionnel		4			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9		
				264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien		10			
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien		4			
			Total 430, boul. Harwood					19
			Total Vaudreuil-Dorion					19
Total 16. Montérégie						420		
17. Centre-du-Québec	Bécancour	1300, boul. Port-Royal	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre		1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel		1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9		
			Total Technicien		9			
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien		2			
			Total 1300, boul. Port-Royal					13
	Total Bécancour					13		
	Drummondville	270, rue Lindsay	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
			Total Cadre		2			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
			Total Professionnel		3			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	38		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2		
			Total Technicien		40			
			Soutien	200	Agent de bureau	6		
				221	Agent de secrétariat	1		
				249	Préposé aux renseignements	3		
	Total Soutien		10					
	Total 270, rue Lindsay					55		
	Total Drummondville					55		
	Plessisville	1971, rue Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9		
			Total Technicien		9			
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien		2			
	Total 1971, rue Bilodeau					11		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Total Plessisville					11
	Victoriaville	62, rue Saint-Jean-Baptiste	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			15
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			3
		Total 62, rue Saint-Jean-Baptiste				21
	Total Victoriaville					21
Total 17. Centre-du-Québec						100
TOTAL						2 943

¹Les données concernent exclusivement le personnel travaillant dans un édifice offrant des services au comptoir pour la clientèle, incluant les comptoirs de service du Directeur de l'état civil de la Capitale-Nationale et de Montréal (136 bureaux).

Exclusions :

- Les effectifs de la Ville de Montréal en prêt de service au Ministère.
- Les centres locaux d'emploi de Kuujjuak (732, rue Siuralikuuk, Kuujjuaq) et de Inukjuak (Building 770, bureau 104, Inukjuak) ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 25 février 2021 (effectifs en lien d'emploi au 24 février 2021).

SOURCE : DGRH
COLLABORATION : SSC
VALIDATION :
DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-47

Titre :

Pour l'année 2020-2021 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

L'Entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes entre le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) détermine les obligations et les responsabilités du MTESS conformément aux lois dont il est responsable. Elle définit les dépenses admissibles, soit celles liées au soutien financier pour tous les services d'intégration des immigrants en matière de mesures d'emploi et de formation ainsi que les frais de subsistance versés aux personnes réfugiés admissibles.

L'Entente accorde un montant de 75 M\$ au MTESS en 2020-2021.

La prévision des dépenses est estimée à 75,0 M\$ pour 2020-2021 (données au 25 septembre 2020).

L'Entente 2021-2022 est en cours d'élaboration, les prévisions ne sont donc pas disponibles.

SOURCE : Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE : 8 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48

Titre :

Liste des consultations menées par le Ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022. Préciser :

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates de rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents.

Exposé et statistiques :

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a des contacts constants avec des représentants des communautés autochtones par l'entremise, notamment, du Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail (CCPNIMT), rattaché à la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), et des comités mixtes régionaux ou des instances y faisant office.

Ces comités mixtes régionaux, dont la composition et la présidence sont conjointes MTESS-organisations autochtones, constituent une instance de consultation et de concertation dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action 2017-2022 de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuits. Cette stratégie a été élaborée avec la collaboration du CCPNIMT et a été lancée le 13 juin 2017.

Le CCPNIMT est composé de représentants de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, de l'Administration régionale Kativik, du Gouvernement de la nation crie, de la Corporation des ressources humaines et du développement durable de la nation algonquine, du Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes, de la Fédération des travailleurs du Québec-Syndicat des Métallos, de Femmes autochtones du Québec, de la Commission de la Santé et des Services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador, du Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale action communautaire et du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. Y siègent aussi, comme membres observateurs, des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones, de Service Canada, du ministère de l'Éducation, du ministère de l'Enseignement supérieur et du MTESS.

Consultations en cours :

Dans le cadre des consultations en vue de l'élaboration du nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire, un appel de mémoires a été lancé le 6 décembre 2019 auprès des organisations autochtones suivantes :

- Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador;
- Gouvernement de la nation crie;
- Administration régionale Kativik;
- Nation naskapie de Kawawachikamach;
- Conseil de la Nation Atikamekw;
- Femmes autochtones du Québec inc.;
- Association des femmes inuites (Saturviit);
- Association des femmes crie de l'Eeyou Ischtee.

Les objectifs de cet appel de mémoires sont de :

- mieux connaître l'action communautaire au sein des communautés autochtones;
- permettre aux organisations autochtones de s'exprimer sur les enjeux à considérer en vue d'assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire au sein des communautés autochtones;
- prendre connaissance de pratiques inspirantes pour favoriser le développement, la promotion et la valorisation de l'action communautaire au sein des communautés autochtones.

Les organisations ciblées avaient jusqu'au 11 mars 2020 pour déposer leur mémoire. Au total, 4 mémoires ont été reçus, ces derniers alimentent les travaux en cours pour l'élaboration du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. Ils contribuent également au Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022. Le comité parlementaire a rencontré 4 organisations autochtones afin d'approfondir les enjeux soulevés dans le cadre de leur mémoire et tester certaines pistes d'intervention.

SOURCE : Direction des politiques de l'emploi et des stratégies

COLLABORATIONS : Direction du développement des compétences et de l'intervention
Sectorielle

Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-49

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2020-2021 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Exposé et statistiques :

- En 2020-2021, aucune mesure n'a été mise en œuvre par le ministère du Travail, de l'emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) pour spécifiquement prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
- Le MTESS est partenaire de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie).
- Dans cette Stratégie, le MTESS est responsable de l'action 50 et agit en collaboration, avec les autres ministères partenaires, à la réalisation des actions 1, 25 et 55 :
 - Action 50 : Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière.
 - Action 1 : Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles;
 - Action 25 : Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel;
 - Action 55 : Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux.
- Le Secrétariat à la condition féminine assure la coordination de la Stratégie.
- Les actions qui découlent de la Stratégie sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population du Québec, y compris les Premières Nations et les Inuits.

SOURCE : Dir. des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Secteur du travail
VALIDATION:
DATE : 22 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-50

Titre :

Pour tous les programmes du Ministère, donner le détail des crédits existants en 2020-2021 qui n'ont pas été reconduits en 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Exposé et statistiques :

Tous les programmes existants en 2020-2021 ont été reconduits en 2021-2022 et les crédits afférents ont été alloués au Ministère, à l'exception du :

Programmes	Dépense prévue aux crédits 2020-2021 en k\$	Dépense prévue aux crédits 2021-2022 en k\$	Réductions en k\$	Commentaires
Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions	1 125,0	700,0	375,0	Diminution de la clientèle

SOURCE : DGRFC-DB
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-51

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2021-2022.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2021-2022.

SOURCE : DGRFC-DB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-52

Titre :

Bilan des investissements 2019-2020, par orientations et initiatives, de *La solidarité : une richesse pour le Québec*. Prévision pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

1. En octobre 2013, lancement du document *La Solidarité : Une richesse pour le Québec* exposant la vision gouvernementale de la solidarité durable, fondée sur un équilibre entre la solidarité, la prospérité, la responsabilité, la nécessité de répondre aux besoins d'aujourd'hui et la prise en compte des besoins de demain.
2. En mars 2020, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) avait ainsi donné suite à ses engagements pour 2020-2021 comme suit :
3. Ajustement pour personnes seules (APS)
 - Une hausse de 50 \$ par mois a été accordée au 1^{er} janvier 2018 aux personnes seules sans contraintes à l'emploi, prestataires du Programme d'aide sociale (PAS) depuis au moins six mois et qui ne bénéficient pas d'une aide au logement. Cette aide n'est pas indexée.
 - En janvier 2021, 40 390 prestataires du PAS recevaient l'APS, soit 12 441 femmes (30,8 %) et 27 949 hommes (69,2 %).
4. Hausse du financement gouvernemental aux organismes communautaires
 - Le lancement du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 a eu lieu le 10 décembre 2017. Il prévoit des investissements de 55,2 M\$ d'ici 2023, afin de rehausser le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS).
 - Les rehaussements représentent des augmentations respectives de 12 M\$ pour 2020-2021 pour les organismes de défense collective des droits, et de 895 k\$ pour les corporations de développement communautaire. Ces rehaussements ont permis, d'une part, d'augmenter le soutien financier des organismes communautaires soutenus au SACAIS et, d'autre part, d'accueillir de nouveaux organismes aux programmes de soutien financier.

SOURCE : Direction de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Daniel Mathieu, Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
DATE : 17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-53

Titre :

Pour les cinq dernières années, indiquer les informations suivantes :

- a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
- b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
- c. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- d. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- e. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- f. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

b) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

c) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

d) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

e) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

f) Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Cette donnée provient du gouvernement du Canada. Le MTESS ne peut répondre à cette question.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 11 mars 2021

Annexe 1
RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
Centre local d'emploi¹	Âge			
Inconnu	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	x	x	x
001 - Lac-Saint-Jean-Est	Moins de 25 ans	43	12	58
	25 à 29 ans	43	16	49
	30 à 35 ans	73	18	58
002 - Amos	Moins de 25 ans	19	x	20
	25 à 29 ans	16	x	18
	30 à 35 ans	25	x	29
003 - Asbestos	Moins de 25 ans	44	15	23
	25 à 29 ans	38	x	20
	30 à 35 ans	39	x	29
004 - Bonaventure	Moins de 25 ans	19	x	16
	25 à 29 ans	18	x	19
	30 à 35 ans	25	x	26
005 - Chicoutimi	Moins de 25 ans	72	12	84
	25 à 29 ans	98	30	82
	30 à 35 ans	117	23	104
006 - Laval-des-Rapides	Moins de 25 ans	148	37	168
	25 à 29 ans	222	58	142
	30 à 35 ans	229	42	142
007 - Portneuf	Moins de 25 ans	18	x	37
	25 à 29 ans	34	15	27
	30 à 35 ans	48	16	32
008 - Vaudreuil-Soulanges	Moins de 25 ans	54	19	128
	25 à 29 ans	80	16	108
	30 à 35 ans	133	36	109
009 - Drummondville	Moins de 25 ans	212	60	119
	25 à 29 ans	235	46	115
	30 à 35 ans	283	46	144
010 - La Côte-de-Gaspé	Moins de 25 ans	12	x	28
	25 à 29 ans	19	x	18
	30 à 35 ans	22	x	19
011 - La Haute-Yamaska	Moins de 25 ans	144	55	166
	25 à 29 ans	182	54	123
	30 à 35 ans	219	55	142
012 - Baie-Comeau	Moins de 25 ans	23	x	23
	25 à 29 ans	31	16	28
	30 à 35 ans	32	x	22
013 - Aylmer	Moins de 25 ans	55	22	66
	25 à 29 ans	92	30	49
	30 à 35 ans	116	25	64
014 - Joliette	Moins de 25 ans	173	61	103
	25 à 29 ans	187	65	100
	30 à 35 ans	228	56	133
015 - Jonquière	Moins de 25 ans	78	18	74
	25 à 29 ans	85	21	68
	30 à 35 ans	121	30	111
016 - Lachute	Moins de 25 ans	54	16	64
	25 à 29 ans	104	34	56
	30 à 35 ans	138	31	59
017 - Lac-Mégantic	Moins de 25 ans	19	x	20
	25 à 29 ans	24	x	25
	30 à 35 ans	31	11	19
018 - La Malbaie	Moins de 25 ans	15	x	19
	25 à 29 ans	19	x	12
	30 à 35 ans	21	x	12
019 - La Pocatière	Moins de 25 ans	14	x	23
	25 à 29 ans	12	x	15
	30 à 35 ans	17	x	24
020 - Littoral	Moins de 25 ans	53	10	107
	25 à 29 ans	71	19	111
	30 à 35 ans	98	35	101
021 - Matane	Moins de 25 ans	17	x	19
	25 à 29 ans	26	11	12
	30 à 35 ans	39	11	30

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
022 - Mont-Laurier	Moins de 25 ans	65	18	48
	25 à 29 ans	51	13	52
	30 à 35 ans	87	30	69
023 - Montmagny	Moins de 25 ans	19	x	21
	25 à 29 ans	26	x	17
	30 à 35 ans	28	x	25
024 - Châteauguay	Moins de 25 ans	82	27	95
	25 à 29 ans	100	27	95
	30 à 35 ans	132	47	97
026 - Nicolet-Bécancour	Moins de 25 ans	38	x	33
	25 à 29 ans	61	15	40
	30 à 35 ans	85	25	31
027 - Rouyn-Noranda	Moins de 25 ans	37	13	43
	25 à 29 ans	34	10	32
	30 à 35 ans	58	15	50
028 - Les Quartiers-Historiques	Moins de 25 ans	101	27	54
	25 à 29 ans	151	43	57
	30 à 35 ans	189	42	89
029 - Rimouski-Neigette	Moins de 25 ans	51	10	76
	25 à 29 ans	62	16	44
	30 à 35 ans	70	19	61
030 - Rivière-du-Loup	Moins de 25 ans	20	x	33
	25 à 29 ans	24	x	17
	30 à 35 ans	38	x	34
031 - La Haute-Gaspésie	Moins de 25 ans	20	x	20
	25 à 29 ans	26	x	17
	30 à 35 ans	23	x	26
032 - Lac-Etchemin	Moins de 25 ans	x	.	20
	25 à 29 ans	11	x	22
	30 à 35 ans	17	x	18
033 - Saint-Hyacinthe	Moins de 25 ans	132	41	133
	25 à 29 ans	133	28	98
	30 à 35 ans	201	42	117
034 - Le Haut-Richelieu	Moins de 25 ans	127	44	205
	25 à 29 ans	206	56	145
	30 à 35 ans	214	47	156
035 - Saint-Jérôme	Moins de 25 ans	184	54	183
	25 à 29 ans	276	82	161
	30 à 35 ans	323	76	186
037 - Sept-Îles	Moins de 25 ans	20	11	18
	25 à 29 ans	28	x	25
	30 à 35 ans	28	12	31
038 - Shawinigan	Moins de 25 ans	116	31	71
	25 à 29 ans	137	34	52
	30 à 35 ans	156	43	81
040 - Sorel	Moins de 25 ans	118	33	82
	25 à 29 ans	146	38	65
	30 à 35 ans	163	47	99
041 - Thetford Mines	Moins de 25 ans	64	11	34
	25 à 29 ans	57	12	34
	30 à 35 ans	78	14	51
042 - Trois-Rivières	Moins de 25 ans	296	91	155
	25 à 29 ans	379	92	183
	30 à 35 ans	415	80	199
043 - Valleyfield	Moins de 25 ans	146	42	88
	25 à 29 ans	175	47	105
	30 à 35 ans	228	41	124
044 - Victoriaville	Moins de 25 ans	95	24	76
	25 à 29 ans	92	27	79
	30 à 35 ans	129	31	87
045 - Ville-Marie	Moins de 25 ans	18	x	30
	25 à 29 ans	25	x	18
	30 à 35 ans	22	x	19
046 - La Sarre	Moins de 25 ans	25	x	21
	25 à 29 ans	26	x	25
	30 à 35 ans	47	11	24

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1

RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
047 - Val d'Or	Moins de 25 ans	40	17	38
	25 à 29 ans	46	10	31
	30 à 35 ans	77	15	33
049 - Les Îles-de-la-Madeleine	Moins de 25 ans	x	x	19
	25 à 29 ans	x	.	15
	30 à 35 ans	x	x	x
050 - Le Rocher-Percé	Moins de 25 ans	26	x	28
	25 à 29 ans	38	13	17
	30 à 35 ans	37	10	31
052 - Louiseville	Moins de 25 ans	41	11	40
	25 à 29 ans	29	x	34
	30 à 35 ans	49	13	39
053 - Charlesbourg	Moins de 25 ans	120	32	113
	25 à 29 ans	133	33	97
	30 à 35 ans	198	38	127
054 - Beauport	Moins de 25 ans	105	34	130
	25 à 29 ans	142	40	108
	30 à 35 ans	178	27	134
057 - Forestville	Moins de 25 ans	x	.	x
	25 à 29 ans	14	x	x
	30 à 35 ans	16	x	x
058 - Amqui	Moins de 25 ans	15	x	24
	25 à 29 ans	27	x	17
	30 à 35 ans	26	x	22
059 - Témiscouata	Moins de 25 ans	16	x	20
	25 à 29 ans	10	x	20
	30 à 35 ans	23	x	30
060 - Mont-Joli	Moins de 25 ans	25	x	23
	25 à 29 ans	30	10	25
	30 à 35 ans	33	x	26
061 - Maria-Chapdelaine	Moins de 25 ans	22	x	27
	25 à 29 ans	41	14	19
	30 à 35 ans	19	x	23
062 - Roberval	Moins de 25 ans	27	x	33
	25 à 29 ans	51	19	34
	30 à 35 ans	60	13	41
063 - Saint-Laurent	Moins de 25 ans	227	36	191
	25 à 29 ans	316	59	147
	30 à 35 ans	472	89	195
064 - Montréal-Nord	Moins de 25 ans	342	93	243
	25 à 29 ans	428	138	202
	30 à 35 ans	618	131	234
065 - La Tuque	Moins de 25 ans	32	11	x
	25 à 29 ans	42	x	x
	30 à 35 ans	36	10	15
066 - Sainte-Thérèse	Moins de 25 ans	74	26	168
	25 à 29 ans	107	41	121
	30 à 35 ans	143	40	129
067 - Baie-James	Moins de 25 ans	12	x	12
	25 à 29 ans	x	x	13
	30 à 35 ans	16	x	10
069 - Verdun	Moins de 25 ans	318	79	192
	25 à 29 ans	432	108	205
	30 à 35 ans	552	129	278
070 - Grand-Mère	Moins de 25 ans	46	11	26
	25 à 29 ans	67	19	30
	30 à 35 ans	60	13	41
071 - Brome-Missisquoi	Moins de 25 ans	79	30	76
	25 à 29 ans	112	34	59
	30 à 35 ans	116	26	68
072 - Berthierville	Moins de 25 ans	59	17	54
	25 à 29 ans	67	23	58
	30 à 35 ans	96	34	62
074 - Saint-Georges	Moins de 25 ans	55	14	72
	25 à 29 ans	70	24	69
	30 à 35 ans	66	16	104

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1

RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
075 - Gatineau	Moins de 25 ans	203	77	118
	25 à 29 ans	293	92	143
	30 à 35 ans	325	87	187
076 - Sainte-Marie	Moins de 25 ans	15	x	26
	25 à 29 ans	20	x	31
	30 à 35 ans	23	x	28
077 - Longueuil	Moins de 25 ans	285	72	192
	25 à 29 ans	349	97	195
	30 à 35 ans	453	108	220
079 - Acton Vale	Moins de 25 ans	29	x	24
	25 à 29 ans	36	x	23
	30 à 35 ans	46	x	24
083 - La Vallée-du-Richelieu	Moins de 25 ans	53	12	156
	25 à 29 ans	64	18	119
	30 à 35 ans	93	32	88
086 - Marieville	Moins de 25 ans	18	x	39
	25 à 29 ans	26	x	30
	30 à 35 ans	40	13	26
087 - Saint-Constant	Moins de 25 ans	69	24	138
	25 à 29 ans	111	34	93
	30 à 35 ans	130	33	110
089 - Havre-Saint-Pierre	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x	.	10
	30 à 35 ans	x	.	x
090 - L'Islet	Moins de 25 ans	x	.	19
	25 à 29 ans	10	x	x
	30 à 35 ans	13	x	21
091 - Ouest-de-l'Île	Moins de 25 ans	98	24	261
	25 à 29 ans	130	35	231
	30 à 35 ans	213	53	240
092 - Saint-Léonard	Moins de 25 ans	122	36	135
	25 à 29 ans	187	39	83
	30 à 35 ans	257	51	93
094 - LaSalle	Moins de 25 ans	272	74	174
	25 à 29 ans	360	98	122
	30 à 35 ans	483	111	158
095 - Trois-Pistoles	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	12	.	x
	30 à 35 ans	10	x	x
096 - Chomedey - Sainte-Dorothée	Moins de 25 ans	143	23	274
	25 à 29 ans	221	56	226
	30 à 35 ans	273	55	243
097 - Maniwaki	Moins de 25 ans	52	17	19
	25 à 29 ans	61	22	20
	30 à 35 ans	100	25	38
098 - Sherbrooke	Moins de 25 ans	326	93	222
	25 à 29 ans	342	82	209
	30 à 35 ans	456	108	292
099 - Avignon	Moins de 25 ans	x	x	17
	25 à 29 ans	15	x	11
	30 à 35 ans	24	x	21
100 - Kuujuaq	Moins de 25 ans	x	.	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	20	x	11
101 - Inukjuak	Moins de 25 ans	27	13	11
	25 à 29 ans	27	10	x
	30 à 35 ans	40	x	20
102 - Chisasibi	Moins de 25 ans	31	15	14
	25 à 29 ans	17	x	x
	30 à 35 ans	17	.	x
104 - Coaticook	Moins de 25 ans	14	x	14
	25 à 29 ans	19	x	14
	30 à 35 ans	29	x	18
105 - East Angus	Moins de 25 ans	24	x	30
	25 à 29 ans	35	11	26
	30 à 35 ans	46	x	40

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
106 - Windsor	Moins de 25 ans	26	x	43
	25 à 29 ans	40	x	41
	30 à 35 ans	45	17	26
107 - Campbell's Bay	Moins de 25 ans	37	13	26
	25 à 29 ans	42	14	27
	30 à 35 ans	50	12	23
109 - La Baie	Moins de 25 ans	17	x	22
	25 à 29 ans	20	x	23
	30 à 35 ans	28	x	27
113 - Les Escourmins	Moins de 25 ans	x	.	x
	25 à 29 ans	x	x	10
	30 à 35 ans	x	x	x
114 - Port-Cartier	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	x	x	x
	30 à 35 ans	x	.	x
116 - Senneterre	Moins de 25 ans	x	x	x
	25 à 29 ans	16	x	x
	30 à 35 ans	15	x	x
117 - Hull	Moins de 25 ans	150	39	43
	25 à 29 ans	159	41	63
	30 à 35 ans	236	48	113
118 - Sainte-Agathe	Moins de 25 ans	41	16	41
	25 à 29 ans	63	16	52
	30 à 35 ans	77	23	68
120 - Magog	Moins de 25 ans	57	18	31
	25 à 29 ans	45	17	41
	30 à 35 ans	68	15	55
121 - Le Haut-Saint-Laurent	Moins de 25 ans	37	14	33
	25 à 29 ans	70	22	29
	30 à 35 ans	63	17	40
122 - L'Érable	Moins de 25 ans	23	x	21
	25 à 29 ans	34	10	18
	30 à 35 ans	40	x	18
124 - Sainte-Thècle	Moins de 25 ans	15	x	11
	25 à 29 ans	21	x	15
	30 à 35 ans	14	.	17
125 - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Moins de 25 ans	15	x	14
	25 à 29 ans	10	x	x
	30 à 35 ans	20	x	23
127 - Buckingham	Moins de 25 ans	73	27	33
	25 à 29 ans	84	29	39
	30 à 35 ans	84	27	46
128 - Baie-Saint-Paul	Moins de 25 ans	x	x	13
	25 à 29 ans	x	x	10
	30 à 35 ans	13	x	10
129 - Saint-Eustache	Moins de 25 ans	51	22	122
	25 à 29 ans	85	25	79
	30 à 35 ans	113	34	100
130 - Brossard	Moins de 25 ans	172	47	201
	25 à 29 ans	214	55	192
	30 à 35 ans	323	77	229
132 - Sainte-Foy	Moins de 25 ans	129	35	181
	25 à 29 ans	158	49	171
	30 à 35 ans	191	47	157
134 - Rawdon	Moins de 25 ans	48	10	44
	25 à 29 ans	76	24	31
	30 à 35 ans	62	16	39
135 - Repentigny	Moins de 25 ans	76	28	126
	25 à 29 ans	97	40	125
	30 à 35 ans	124	43	117
136 - Saint-Jean-de-Matha	Moins de 25 ans	26	10	28
	25 à 29 ans	32	x	26
	30 à 35 ans	39	16	35
137 - Sainte-Croix	Moins de 25 ans	13	x	19
	25 à 29 ans	21	x	18
	30 à 35 ans	27	x	27

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Annexe 1
RP-53

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'assistance sociale		
		janvier 2021		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
138 - Saint-Lazare	Moins de 25 ans	x	-	41
	25 à 29 ans	22	x	25
	30 à 35 ans	21	x	49
139 - Terrebonne	Moins de 25 ans	68	28	199
	25 à 29 ans	103	35	146
	30 à 35 ans	145	49	121
140 - Sainte-Julienne	Moins de 25 ans	72	33	80
	25 à 29 ans	115	40	67
	30 à 35 ans	132	35	61
144 - Mirabel	Moins de 25 ans	32	12	64
	25 à 29 ans	50	24	31
	30 à 35 ans	45	15	36
145 - Sainte-Adèle	Moins de 25 ans	17	x	18
	25 à 29 ans	38	x	28
	30 à 35 ans	66	15	28
147 - Papineauville	Moins de 25 ans	33	x	36
	25 à 29 ans	56	16	25
	30 à 35 ans	76	18	31
148 - La Côte-de-Beaupré	Moins de 25 ans	10	x	21
	25 à 29 ans	17	x	18
	30 à 35 ans	16	x	x
250 - Mercier	Moins de 25 ans	254	72	199
	25 à 29 ans	344	97	191
	30 à 35 ans	449	105	223
252 - Rosemont - Petite-Patrie	Moins de 25 ans	136	23	131
	25 à 29 ans	238	29	120
	30 à 35 ans	290	49	142
256 - Ahuntsic	Moins de 25 ans	233	31	181
	25 à 29 ans	354	53	148
	30 à 35 ans	486	111	186
258 - Sainte-Marie - Centre-sud	Moins de 25 ans	83	11	26
	25 à 29 ans	127	22	43
	30 à 35 ans	195	35	64
259 - Hochelaga-Maisonneuve	Moins de 25 ans	143	26	64
	25 à 29 ans	219	54	64
	30 à 35 ans	285	46	79
262 - Saint-Michel	Moins de 25 ans	223	50	123
	25 à 29 ans	299	55	90
	30 à 35 ans	428	77	118
266 - Parc-Extension	Moins de 25 ans	157	13	57
	25 à 29 ans	182	20	35
	30 à 35 ans	355	31	56
277 - Plateau-Mont-Royal	Moins de 25 ans	139	21	53
	25 à 29 ans	234	33	72
	30 à 35 ans	359	36	140

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d’emploi de proximité.

x = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-54

Titre :

Concernant les carrefours jeunesse-emploi, fournir :

- a. le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend;
- b. le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.

Exposé et statistiques :

Niveau de référence vers les carrefours jeunesse-emploi (CJE) :

Services Québec s'est engagé auprès de tous les CJE à référer des jeunes de 35 ans et moins ayant des besoins qui peuvent être répondus dans le cadre de la mesure Service d'aide à l'emploi.

Exclusion des jeunes aux mesures offertes par les CJE :

Les services financés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont orientés vers l'insertion et le maintien en emploi et visent prioritairement, mais non exclusivement, les jeunes prestataires d'une aide financière de dernier recours et ceux admissibles à l'assurance-emploi.

SOURCE :

Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

3 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-55

Titre :
Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région, au cours des cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :
Le montant accordé aux carrefours jeunesse-emploi (CJE) en 2020-2021 (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021) est de 48,22 M\$ en vertu de l'Entente-cadre entre le Réseau des carrefours-jeunesse emploi du Québec (RCJEQ) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). Cette entente-cadre prendra fin le 30 juin 2021. Les travaux sont en cours pour le renouvellement du financement des CJE.

Ventilation du financement des CJE par année (\$) en vertu de l'Entente-cadre	
	2020-2021
Gaspésie-Îles-de la Madeleine	
Avignon-Bonaventure	474 786
Côte-de-Gaspé	274 525
Des-Iles-de-la-Madeleine	295 820
Haute Gaspésie	285 914
Relance Durocher-Percé	298 498
Sous-total	1 629 543
Bas-Saint-Laurent	
Kamouraska	247 527
Matane	277 880
Mitis	263 117
Rimouski-Neigette	358 422
Riv.-du-Loup/Les Basques	416 735
Témiscouata	268 668
Vallée de la Matapédia	268 749
Sous-total	2 101 098
Capitale Nationale	
Capitale Nationale	722 980
Charlesbourg-Chauveau	487 221
Charl.-Côte-de-Beaupré	453 798
Chauveau	412 265
Ste-Foy	689 301
Montmorency	383 564
Portneuf	373 250
Sous-total	3 522 378
Chaudières-Appalaches	
Beauce-Nord	410 989
Beauce-Sud	356 787
Bellechasse	246 281
Chutes-de-la-Chaudière	360 517
Desjardins Lévis	349 296
Frontenac (L'Amiante)	344 296
Les Etchemins	240 743
L'Islet	239 859
Lotbinière	247 825
Montmagny	249 091
Sous-total	3 045 684

Estrie	
Granit	262 943
Haut St-François	268 281
Coaticook (Orf)	251 874
Memphrémagog (Orf)	368 280
Richmond	371 061
Sherbrooke	531 271
Sous-total	2 053 710
Centre-du-Québec	
Arthabaska	374 156
Drummond	399 991
Érable	264 043
Nicolet-Yamaska	451 971
Sous-total	1 490 162
Montréal	
Pierre-de-Saurel	402 227
Beauharnois-Salaberry	399 704
Cantons de l'Est	521 495
Châteauguay	387 200
Huntingdon	459 729
Iberville / St-Jean	608 838
Jonhson	391 997
La Pinière	383 297
Laporte	368 265
La Prairie	395 775
Longueuil	632 551
Marguerite-d'Youville	490 133
Maskoutain	491 637
St-Hubert	490 234
Vallée du Richelieu	685 372
Vaudreuil-Soulanges	487 914
Sous-total	7 596 369
Montréal	
Ahunt-Borde-Cartier	561 193
Anjou-St-Justin	408 987
Bourassa et Sauvé	646 113
Centre-Nord	687 756
Centre-Sud / Plat	683 975
Côte-des-Neiges	658 368
Hochelaga-Maisonneuve	515 410
LaSalle	414 141
Marquette	423 523
Mercier	545 109
Montréal Centre-Ville	496 627
Notre-Dame-de-Grâce	627 127
Ouest de L'Ile	920 665
Pointe-aux-Trembles	424 604
Rivière-des-Prairies	406 437
Rosemont / Petite-Patrie	666 767
Saint-Laurent	419 084
Sud-Ouest de Montréal	561 596
Verdun	454 864
Viger / Jeanne-Mance	637 272
Sous-total	11 159 619
Laval	
Laval	1 160 036
Sous-total	1 160 036

Lanaudières	
D'Autray-Joliette	607 016
Des Moulins	521 979
L'Assomption	510 347
Matawinie	312 299
Montcalm	399 979
Sous-total	2 351 619
Laurentides	
Antoine-Labelle	302 153
Argenteuil (nouveau)	303 534
Des Laurentides	373 760
Deux-Montagnes	397 398
Mirabel	263 169
Pays-d'en-haut	262 387
Rivière-du-Nord	499 369
Thérèse de Blainville	589 695
Sous-total	2 991 463
Outaouais	
Outaouais	797 576
Papineau	422 555
Pontiac	295 742
Vallée de la Gatineau	323 232
Sous-total	1 839 105
Abitibi-Témiscamingue	
Abitibi Est	443 023
Abitibi Ouest	286 296
Amos	270 199
Rouyn-Noranda	360 321
Témiscamingue	250 403
Sous-total	1 610 241
Mauricie	
Trois-Rivières/MRC Chenaux	722 565
Haut St-Maurice	370 439
Maskinongé	286 693
Mékinac	278 349
Shawinigan	420 601
Sous-total	2 078 647
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Lac St-Jean Est	419 069
Roberval	600 719
Saguenay	952 202
Sous-total	1 971 989
Côte-Nord	
Manicouagan	305 721
Haute-Côte-Nord	279 025
Duplessis	523 022
Sous-total	1 107 768
Nord-du-Québec	
Jamésie	507 893
Sous-total	507 893
TOTAL	48 217 325

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
DATE : 5 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-56

Titre :

Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

À la fin janvier 2021, le nombre de dossiers d'assistance sociale confiés mensuellement à un agent est en moyenne de 520.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-57

Titre :

Nombre et pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu au cours des cinq dernières années.

Exposé et statistiques :**MODIFICATIONS 2018**

L'évaluation du nombre d'adultes ou de ménages visés par les mesures a été publiée sur le site Internet du Ministère :

https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2018.pdf

- Bonifier le montant des ajustements aux prestations de base.
 - o Évaluation du nombre d'adultes visés : En mars 2017, on comptait 84 297 adultes avec contraintes sévères au Programme de solidarité sociale depuis au moins 66 mois au cours des 72 derniers mois.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2020-2021 :
- Hausser les exclusions des revenus de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale.
 - o Évaluation du nombre de ménages visés : Cette mesure toucherait, en moyenne mensuellement, près de 2 000 ménages au Programme de solidarité sociale.
 - o Nombre de ménages touchés en 2020-2021 : Données non disponibles.
- Modifier le calcul de la contribution parentale qui pourrait être appliquée au Programme d'aide sociale.
 - o Évaluation du nombre d'adultes visés : On estime à environ 2 200 le nombre de jeunes qui pourraient bénéficier de cette mesure.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2020-2021 : Données non disponibles.
- Créer une exclusion de 100 \$ par mois pour les dons en argent reçus par les prestataires de l'aide financière de dernier recours et les participants au Programme objectif emploi.
 - o Évaluation du nombre de ménages visés : On estime à environ 700 le nombre de ménages qui pourraient bénéficier de cette mesure.
 - o Nombre de ménages touchés en 2020-2021 : Données non disponibles.
- Permettre la reconnaissance du statut d'adulte à l'enfant majeur à charge qui poursuit des études secondaires en formation générale, dont les parents sont à l'aide financière de dernier recours ou participants au Programme objectif emploi.
 - o Évaluation du nombre d'adultes visés : En 2016-2017, 2 300 jeunes ont, en moyenne mensuellement, bénéficié de l'ajustement pour enfants majeurs qui poursuivent des études secondaire en formation générale.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2020-2021 : Données non disponibles.
- Modifier l'exclusion du montant d'allocation d'aide à l'emploi dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours.
 - o Évaluation du nombre d'adultes visés : Grâce à cette mesure, 17 500 adultes prestataires pourront continuer de bénéficier des avantages financiers liés à leur participation à une mesure ou un programme des services publics d'emploi.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2020-2021 : Données non disponibles.
- Modifier la prestation accordée aux prestataires hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée, tenus de loger ou séjournant dans un centre offrant des services en toxicomanie.
 - o Évaluation du nombre d'adultes visés : En mars 2018, on comptait 3 458 adultes prestataires hébergés à l'aide financière de dernier recours.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2020-2021 : Données non disponibles.
- Exclure, à titre de revenu, le supplément pour l'achat de fournitures scolaires accordé par Retraite Québec.

- Évaluation du nombre d'enfants visés : On estime que 50 000 enfants de parents prestataires de l'aide financière de dernier recours pourraient bénéficier de la mesure.
- Nombre d'enfants touchés en 2019-2020 : Données non disponibles.

MODIFICATIONS 2019

- Augmenter l'exclusion des revenus de pensions alimentaires (PAL) pour enfants de 100 \$ à 350 \$ par mois par enfant à charge à l'assistance sociale.
 - Évaluation du nombre d'adultes visés : En mars 2019, 282 398 ménages étaient prestataires de l'assistance sociale au Québec. De ce nombre, 7 387 ménages recevaient un revenu de PAL, soit 2,6 % des ménages.
 - Nombre d'adultes touchés en 2020-2021 : Données non disponibles.
- Hausser le tarif remboursable de 0,43 \$ à 0,465 \$ par kilomètre lorsque le transport est effectué par un conducteur bénévole œuvrant sous le contrôle d'un organisme humanitaire reconnu par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).
 - Évaluation du nombre d'adultes visés : En 2017-2018, 7 688 ménages ont bénéficié de ce type de transport à des fins médicales.
 - Nombre d'adultes touchés en 2020-2021 : Données non disponibles.
- Augmenter la portion de l'allocation d'aide à l'emploi qui est insaisissable pour dette alimentaire en la fixant à 51 \$ par semaine et à 81 \$ par semaine pour les personnes ayant un enfant à charge et qui n'ont pas de conjoint.
 - Évaluation du nombre d'adultes visés : En mars 2019, près de 4 320 prestataires ont reçu une allocation d'aide à l'emploi liée à leur participation à une mesure ou un programme des services publics d'emploi.
 - Nombre d'adultes touchés en 2020-2021 : Données non disponibles.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 18 mars 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-58

Titre :
Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2015 à 2021 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :
Nombre de prestataires des programmes d'assistance sociale, mensuellement, pour 2020-2021 :

PÉRIODE	PROGRAMME			Nombre de prestataires TOTAL	Nombre de ménages TOTAL
	Objectif emploi	Aide sociale	Solidarité sociale		
	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires		
avril 2020	9 938	220 083	136 824	366 845	274 828
mai 2020	9 287	216 576	136 003	361 866	271 270
juin 2020	8 450	210 105	134 944	353 499	265 548
juillet 2020	7 811	203 357	133 728	344 896	259 722
août 2020	7 590	197 866	133 001	338 457	255 222
septembre 2020	7 086	193 388	132 399	332 873	251 667
octobre 2020	6 632	189 467	131 709	327 808	248 524
novembre 2020	6 159	186 112	131 047	323 318	245 919
décembre 2020	5 778	182 437	130 623	318 838	243 060
janvier 2021	5 386	180 017	130 161	315 564	241 080
Moyenne mensuelle	7 412	197 941	133 044	338 396	255 684

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-59

Titre :

Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Les prestations d'assurance-emploi sont offertes dans le cadre du régime d'assurance-emploi qui est de responsabilité fédérale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 10 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60a

Titre :
État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois.

Exposé et statistiques :

Exposé et statistiques :	
DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Janvier 2021
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	9 026
Psychoses (code 2900)	12 468
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	5 102
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	15 373
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	4 089
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 032
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	666
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 308
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 537
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	2 845
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 579
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 460
Tumeurs malignes (code 1400)	724
Autres diagnostics	45 567
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc. ¹	4 590
TOTAL	118 366

¹ L'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec (RRQ) est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit l'acheminer, ainsi que le formulaire « Demande de prestations d'invalidité », à la Régie en vertu de l'article 63 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60b

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021 concernant :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes traitées par le comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et le comité de révision du 1^{er} avril 2020 au 31 janvier 2021

Comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹	
État de la demande	Nombre
Demandes traitées	5 993
Demandes accueillies	2 067
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	3 109
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	817

¹ Le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle (CSEMS) comprend trois comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle (CEMS) qui étudient les demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) et des médecins évaluateurs qui étudient les demandes reliées à des contraintes temporaires (CTE).

Nombre de demandes traitées par la révision médicale du 1^{er} avril 2020 au 31 janvier 2021

Révision médicale	
État de la demande	Nombre
Demandes traitées	851
Demandes accueillies	471
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	106
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	205
Autres ² (ex. : désistements, irrecevable ou sans-objet)	69

² Une demande de révision sera jugée irrecevable 1) si elle est reçue hors délai et que la personne n'a pas de motif valable justifiant le retard au dépôt de sa demande; 2) si elle est déposée par une personne non habilitée à demander la révision d'une décision; ou encore 3) si l'élément contesté est non-révisable ou qu'il a déjà fait l'objet d'une décision de révision (chose jugée). Par ailleurs, une demande de révision sera jugée sans objet si la décision contestée n'a plus lieu d'être parce que le centre local d'emploi, le bureau de Services Québec (BSQ) ou le CSEMS a déjà rendu une nouvelle décision à la satisfaction du prestataire.

Délai de traitement du 1^{er} avril 2020 au 31 janvier 2021

Demandes d’admissibilité au programme	Délai moyen
Admis par l’agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la <i>Liste des diagnostics évidents</i>) ³	N/D
Recommandation des comités d’évaluation médicale et socioprofessionnelle ⁴	19,4 jours
Demandes de révision ⁵	
Décision du comité de révision	138,8 jours

- ³ Il n’y a pas d’indicateur sur le délai moyen requis par l’agent pour reconnaître un ménage comme admissible au Programme de solidarité sociale après la production d’un rapport médical avec un diagnostic présent à la liste des diagnostics évidents. Toutefois, l’engagement pris par le MTESS dans sa Déclaration de services aux citoyennes et citoyens prévoit un délai maximum de cinq jours ouvrables pour rendre une décision.
- ⁴ Le délai moyen de traitement en admission est celui entre le moment où le dossier entre au CSEMS pour évaluation et celui où une réponse est transmise au centre local d’emploi ou au BSQ.
- ⁵ Le délai moyen de traitement en révision est le délai entre le moment de la date de réception de la demande (habituellement au CLE ou au bureau de Service Québec) et la date d’expédition de la décision. Ce délai demeure élevé étant donné la situation actuelle de pandémie de la COVID-19 et les problèmes antérieurs de recrutement des médecins.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATION : Direction générale des services à la clientèle de l'Est
Direction générale des recours et de la qualité des services
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60c

Titre :
État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

JANVIER 2021					
MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	5 205	874	571	301	6 951
Propriétaires à logements multiples	132	11	15	3	161
Locataires	74 538	5 027	14 512	5 368	99 445
Locataires H.L.M.	23 606	1 078	5 618	1 621	31 923
Chambreurs ou pensionnaires	54 948	458	1 857	237	57 500
Chamb. ou pension. chez un parent	36 995	443	1 687	125	39 250
Logement subventionné	-	-	-	-	-
Temporairement sans adresse ²	3 074	9	12	2	3 097
En hébergement	2 753	-	-	-	2 753
TOTAL	201 251	7 900	24 272	7 657	241 080

1. Inclut les conjoints d'étudiants.
2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60dj

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

- d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Nombre d'enfants vivant au sein d'un ménage prestataire des programmes d'assistance sociale.

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Janvier 2021
Âge préscolaire	19 306
Études primaires	18 904
Études secondaires	14 194
Études postsecondaires	303
Sans occupation	951
TOTAL	53 658
Handicapé	1 915

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60ef

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une

En janvier 2021, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 503.

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours

- Un adulte prestataire du Programme d'aide sociale qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents.
- Le Règlement établit le montant de cette contribution.
- L'impact généré par la contribution parentale est estimé à 0,3 M\$ en 2020-2021.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60gh

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

- g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

En janvier 2021, 4 648 familles monoparentales prestataires de l'assistance sociale avec au moins un enfant de moins de 12 ans recevaient une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire reçus par ces familles monoparentales est estimé, en 2020-2021, à 20,2 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 361,32 \$.

Depuis le 1^{er} octobre 2019, le montant maximum d'exclusion de pension alimentaire pour enfants a été bonifié, passant de 100 \$ par mois par enfant à charge à 350 \$ par mois par enfant à charge. Le coût annuel de cette exclusion, uniquement pour les familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé, en 2020-2021, à 19,3 M\$.

Le Ministère estime que la comptabilisation des pensions alimentaires chez les familles monoparentales avec au moins un enfant de moins de 12 ans a généré, en 2020-2021, une réduction de la dépense annuelle d'environ 0,9 M\$ aux programmes d'assistance sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60i

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

- i) Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60k

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

- k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi selon les critères suivants :
 - i. État de santé;
 - ii. État de grossesse;
 - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
 - iv. Critère de 55 ans;
 - v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent le Programme objectif emploi, le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale.

Le tableau suivant présente l'évolution du nombre d'adultes présentant une contrainte temporaire en 2020 et 2021, selon le motif.

MOTIFS POUR CONTRAINTES TEMPORAIRE									
Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Âge	Attente décision contraintes sévères ¹	Prend soin d'une personne ²	Autres ³	TOTAL
2020									
Janvier	10 067	962	10 371	1 796	30 466	474	1 258	126	55 520
Février	10 049	911	10 487	1 786	30 429	516	1 243	121	55 542
Mars	9 986	958	10 671	1 781	30 595	578	1 233	128	55 930
Avril	10 758	943	10 717	1 784	30 775	468	1 232	115	56 792
Mai	10 961	861	10 729	1 746	30 330	318	1 212	95	56 252
Juin	11 013	769	10 618	1 711	29 907	194	1 181	84	55 477
Juillet	10 995	654	10 471	1 671	29 509	165	1 164	72	54 701
Août	9 192	604	10 292	1 663	29 221	157	1 149	75	52 353
Septembre	7 500	517	10 212	1 637	28 961	206	1 132	78	50 243
Octobre	6 462	507	8 605	1 651	28 846	264	1 123	84	47 542
Novembre	5 856	480	8 586	1 630	28 720	399	1 104	90	46 865
Décembre	5 944	440	8 487	1 599	28 509	418	1 107	98	46 602
2021									
Janvier	5 882	406	8 445	1 562	28 391	475	1 083	93	46 337

1. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.
2. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants.
3. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60I

Titre :
État de situation au Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent le Programme objectif emploi, le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Janvier 2021	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Obejectif emploi	173	326,06 \$
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	3 169	236,63 \$
Contraintes temporaires ³	16 175	184,53 \$
Mixte temporaire ⁴	786	217,27 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	31 239	429,82 \$
De base hébergé ⁶	237	79,84 \$
TOTAL	51 779	336,20 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CNESST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance sociale. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).
3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.
6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60m

Titre :
État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Janvier 2021	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	162 293	917,41 \$
Biens mobiliers	53 438	2 641,15 \$
Biens immobiliers	8 015	86 328,07 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	480	7 621,25 \$
Dette hypothécaire	3 219	47 832,09 \$
Autres ²	7 530	25 144,54 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 18 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60n

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années ; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

n) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques :

L'aide financière de dernier recours doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée conditionnellement à la réalisation d'un droit (ex. : en attente d'une prestation de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail).

Règle générale, les sommes versées en trop, à la suite d'une erreur administrative, ne font pas l'objet d'une réclamation.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2020-2021 (en date du 28 février 2021) se détaille comme suit :

		2020-2021		
		Nombre	Montant en M\$	Montant moyen \$
Réclamations pour le volet de la solidarité sociale				
	Réclamations à la suite d'une aide reçue sans droit ¹	41 694	34,3	822
	Réclamations à la suite d'une fausse déclaration ²	10 794	42,7	3 955
	Sous-total	52 488	77,0	1 467
	Réclamations à l'aide conditionnelle ³	7 816	18,1	2 318
	Montant total brut des réclamations	60 304	95,1	1 577
Moins :	Notes de crédits ⁴		6,2	
	Montant total net des réclamations⁵		88,9	

- (1) Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n'a pas droit sans toutefois avoir eu l'intention de divulguer de faux renseignements ou de remettre de faux documents. Exemple : changement dans la situation familiale déclaré un mois après l'évènement.
- (2) Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d'obtenir des sommes auxquelles il n'a pas droit. Exemple : revenus de travail non déclarés.
- (3) Aide conditionnelle : aide versée en attente de la réalisation d'un droit.
- (4) Note de crédit : lorsqu'un montant de réclamation est revu à la baisse.
- (5) Exclut les réclamations à la suite des paiements du soutien aux enfants (PSAE).

SOURCE : DGSCO- Équipe de la conformité opérationnelle
VALIDATION :
DATE : 2021-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60o

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021, concernant :

o) Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision.

Exposé et statistiques :

Période de référence : du 1^{er} avril 2020 au 31 janvier 2021

Pour chaque demande de révision, le client peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.

Motifs	Motifs contestés en révision ¹	
	Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis ²
Allocations et ajustements	278	22
Revenus, gains et avantages	2 828	139
Statut	835	58
Obligations du prestataire ou du ministre	436	55
Avoirs liquides	347	21
Prestations spéciales	1 023	59
Versement de l'aide	2	0
Biens	166	16
Solidarité de la dette	80	5
Garant défaillant	22	6
Prestations de base	220	7
Contribution parentale	83	9
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	114	7
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	1	0
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	178	8
Mois de la demande (Particularités)	282	19
Motifs sans droit de contestation	87	0
Révision médicale	1 547	591

¹ Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

² Motifs accueillis en totalité avec ou sans faits nouveaux.

	Décisions rendues ou règlements entérinés* par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)
Règlement hors cours	393
Recours rejetés	173
Recours accueillis	46
Recours accueillis en parties*	48
Désistements	255
Acquiescements du Ministère	101
Recours irrecevables	75
Autres***	12
TOTAL des recours finalisés	1 103

- * Le nombre de décisions rendues ou règlements entérinés par le TAQ exclut les décisions relatives à l'assurance parentale, celles-ci étant traitées par la Direction du contentieux du ministère de la Justice.
- ** Les « Recours accueillis en partie » présentent ceux pour lesquels le TAQ acquiesce à la fois à une partie de la demande du citoyen et maintient l'autre partie de la décision en faveur du Ministère. Pour leur part, les « Recours accueillis » par le TAQ sont totalement en faveur du citoyen. Dans les années antérieures, les recours accueillis en partie étaient présentés avec les recours accueillis. Ils sont maintenant distingués pour une représentation plus juste de la nature des décisions rendues.
- ** Inclut les recours sans objet, les fermetures administratives ainsi que les déclarations de fin de litige.

SOURCE : Direction générale des recours administratifs et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION :

DATE : 2021-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60p

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour l'année 2020-2021 concernant :

- p) Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision.

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2020-2021 (du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021)

Le nombre total de demandes reçues a été de 431. De ce nombre, il y eu :

- 384 demandes acceptées;
- 45 demandes refusées;
- 2 désistements.

L'aide totale accordée fut de 955 995,61 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 168 722,37 \$
- Aide gratuite : 787 273,24 \$.

Le montant moyen d'aide versée s'établit à 2 489 \$.

Faits saillants pour 2020-2021

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$) ¹	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé par catégorie (\$) ¹
Bien ou avoir liquide cédé	28	91 063	9,52	3 252
Composition familiale	1	0	0,00	0
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	15	38 665	4,04	2 578
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	35	38 416	4,02	1 098
Perte d'argent	2	2 271	0,24	1 135
Prestation spéciale	14	9 362	0,98	669
Prestation spéciale désintoxication	35	82 785	8,66	2 365
Prévenu tenu de loger	12	14 682	1,54	1 224
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	0	0	0,00	0
Sans statut légal	212	545 740	57,09	2 574
Travailleur autonome	0	0	0,00	0
Valeur de résidence	30	133 012	13,91	4 434
Refus de faire valoir un droit	0	0	0,00	0
TOTAL	384	955 996	100 %	2 490

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

- 1) Les sommes versées comprennent également l'aide financière accordée en prolongation pour 107 demandes (mois suivant l'acceptation à la suite de l'évaluation ou de la réévaluation d'une demande).

SOURCE : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60q

Titre :
État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2022 concernant :
q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent les programmes : objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Le tableau qui suit présente le nombre de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale disposant d'un revenu complémentaire de l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Janvier 2021
	Nombre d'adultes
Personnes seules	183
Couples sans enfants	39
Familles monoparentales	19
Couples avec enfants	17
Conjoints d'étudiants	0
TOTAL	258

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60r

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

- r) Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupent les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale.

Les modifications apportées au régime d'assurance-emploi en 2020-2021 par le gouvernement fédéral n'ont pas eu d'impacts sur le Régime de sécurité du revenu du Québec.

SOURCE :

Direction des relations intergouvernementales

Secteur du développement et des partenariats de Services Québec

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale, Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

DATE :

3 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60s

Titre : État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022 : s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, depuis 2012; fournir les prévisions pour 2021-2022.	
Exposé et statistiques : Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le Programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'assistance sociale, qui regroupe les programmes objectif emploi, aide sociale et solidarité sociale. À noter : l'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux financés par l'aide financière de dernier recours. Elle relève du ministère de la Santé et des Services sociaux. Les sous-totaux et les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments qui les compose en raison des arrondis.	
Coût des prestations spéciales (en 000 \$)	
	2020-2021 (dépenses¹)
I. Prestations spéciales pour préserver la santé	
A. Préparations lactées (au 28 février 2021)	300,0
B. Biens et services administrés par le MTESS	
- Lunettes et lentilles	1 891,3
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	221,6
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 193,7
- Suppléments	5 284,4
(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire ²)	
- Transports pour fins médicales	34 426,9
- Autres	448,0
Sous-total B :	54 465,9
Sous-total de la partie I :	54 765,9
II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières	
- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	0,0
- Enfant à charge fréquentant l'école	3 892,5
- Frais funéraires	823,1
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	163,1
- Compenser les effets d'une séparation	2,7
- Loyer pour une personne seule hébergée	1 255,9
Sous-total de la partie II :	6 137,3
III. Prestations spéciales versées par amendement	1 614,1
Sous-total de la partie III :	1 614,1
TOTAL :	62 517,3

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion, Direction du budget
DATE : 15 mars 2021

¹ Les données, à l'exception de celles sur les préparations lactées, représentent un coût estimé sur 12 mois des dépenses réels en prestations spéciales pour la période d'avril 2020 à janvier 2021.
² La couverture des stomies temporaires a été transférée au ministère de la Santé et des Services sociaux le 1^{er} octobre 2018.
3RP60s_03-23_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60t

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

- t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques :

Le Secteur Emploi-Québec a pour mission de contribuer à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social.

Amorcée en 2006-2007, l'adaptation de la prestation de service s'est poursuivie depuis. La nouvelle prestation de service permet aux requérants à l'aide financière de dernier recours qui déposent leur demande en personne, d'obtenir au même moment des services d'emploi. La référence n'est plus requise dans ce cas.

Le délai d'accès à une mesure d'emploi n'est pas disponible.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60u

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et économies générées depuis 2012; fournir les prévisions pour 2021-2022;

Exposé et statistiques :

En janvier 2021, 11 408 ménages prestataires ont reçu une rente d'invalidité de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 757 \$ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu est estimé à 103,6 M\$ en 2020-2021.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60v

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En janvier 2021, 31 497 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 144 \$ par mois.

On estime l'impact de cette mesure à 54,4 M\$ en 2020-2021.

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE :

12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60w

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022, concernant :

- w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le Programme Allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 09 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-61

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour les cinq dernières années, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2020 au 31 janvier 2021, le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale a reçu 6 127 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : DRSQCN-DGSCE

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-62

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale a refusé 3 926 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : DRSQCN DGSCE

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-63

Titre :

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître en tant que personne ayant des contraintes sévères à l'emploi, 2020-2021 et pour les cinq années précédentes.

Exposé et statistiques :

- Le délai moyen pour l'année en cours (2020-2021) est de 19,4 jours.
- Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » en provenance de l'attribution initiale est généralement de 24 heures. Il peut se prolonger dans certaines situations, selon l'implication ou non du médecin traitant ou d'un besoin d'informations supplémentaires.

SOURCE : DRSQCN- DGSCE

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-64

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2020 au 31 janvier 2021, 13 personnes ont vu leur contraintes sévères à l'emploi être reconnues par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION : Direction du soutien aux opérations
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION :

DATE : 07 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66

Titre :

Pour les cinq dernières années :

- a. Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
- b. Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
- c. Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?
- d. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000\$?
- e. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?
- f. Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?
- g. Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- h. Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- i. Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
- j. Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?
- k. Combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- l. Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- m. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
- n. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Exposé et statistiques :

Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?

	Nombre d'adultes distincts ayant eu un séjour hors Québec
2020-2021 (d'avril 2020 à décembre 2020 ¹)	74

1. Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont uniquement disponibles trimestriellement.

Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?

	Nombre de chambres offertes en location	
	2 chambres	3 chambres
	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2021	1 391	147

Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?

Ménages avec revenu de travail				
	Avec réduction d'aide		Sans réduction d'aide	Total
	Nombre de ménages	Montant comptabilisable total	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2021	2 642	1 126 707 \$	5 417	8 059

Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?

	Prestataires sans contraintes ayant une valeur nette de résidence de 140 000\$
janvier 2021	1

Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?

	Prestataires ayant une valeur nette de résidence de 500 000\$
janvier 2021	0

Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$?

	Prestataires avec contraintes sévères ayant une valeur nette de résidence de 203 000\$
janvier 2021	0

Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires sans logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2021	15

1. Désigne les personnes temporairement sans adresse, c'est-à-dire qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires avec logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2021	891

1. Désigne les personnes qui ont une adresse fixe ou stable ou qui ont l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?

	Nombre d'adultes participant au Programme alternative jeunesse avec allocation jeunesse
janvier 2021	0

Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes âgés de moins de 25 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2021	863

Note : Les jeunes ayant faits une demande à l'assistance sociale ne sont pas nécessairement admis à l'aide.

Combien de personnes sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes à l'emploi qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2021	2 503

Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes âgés de moins de 29 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2021	1 034

Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Le tableau suivant présente le nombre de couples prestataires où les deux adultes sont sans contraintes à l'emploi de même que le montant prélevé¹ de leur prestation du fait qu'ils soient en couple. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base d'une personne seule sans contraintes multipliée par 2 et la prestation de base pour un ménage avec deux adultes sans contraintes. Ce montant ne tient pas compte des autres montants servant à calculer la prestation d'assistance sociale (les ajustements pour enfants, les prestations spéciales, les revenus et la valeur excédentaire des biens et avoirs liquides).

	Janvier 2021		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	83	28 552,00 \$	344,00 \$
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	86	29 584,00 \$	344,00 \$
03 - Capitale-Nationale	213	73 272,00 \$	344,00 \$
04 - Mauricie	198	68 112,00 \$	344,00 \$
05 - Estrie	208	71 552,00 \$	344,00 \$
06 - Île-de-Montréal	3 032	1 043 008,00 \$	344,00 \$
07 - Outaouais	256	88 064,00 \$	344,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	54	18 576,00 \$	344,00 \$
09 - Côte-Nord	19	6 536,00 \$	344,00 \$
10 - Nord-du-Québec	32	11 008,00 \$	344,00 \$
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	43	14 792,00 \$	344,00 \$
12 - Chaudières-Appalaches	101	34 744,00 \$	344,00 \$
13 - Laval	217	74 648,00 \$	344,00 \$
14 - Lanaudière	236	81 184,00 \$	344,00 \$
15 - Laurentides	251	86 344,00 \$	344,00 \$
16 - Montérégie	664	228 416,00 \$	344,00 \$
17 - Centre-du-Québec	119	40 936,00 \$	344,00 \$
Ensemble du Québec	5 812	1 999 328,00 \$	344,00 \$

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour une personne seule sans contraintes multipliée par 2 (708 \$ X 2 = 1 416\$ en janvier 2021) et la prestation de base (incluant l'ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (1 072 \$ en janvier 2021).

Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Cette information n'est pas colligée par le Ministère.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-67

Titre :

Copie de toutes les études d'impacts réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère a réalisé et rendu public sur son site Internet l'analyse d'impact des six mesures réglementaires » :

http://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Impacts_6mesures_reglementaires2015.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-68

Titre :

Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021 (et prévision pour 2021-2022) par le ministère, et ce, par mesure?

Exposé et statistiques :

Les impacts financiers estimés sont présentés sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :

<http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/aide.asp>

- Retirer les exemptions applicables aux revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés au Ministère et qu'ils sont réclamés.
 - Économies réalisées en 2020-2021 (au 31 janvier 2021) : 826 k\$.
- Verser une allocation pour dépenses personnelles aux adultes qui séjournent dans un centre offrant des services en toxicomanie, en remplacement de la prestation actuellement accordée.
 - Économies réalisées en 2020-2021 (au 31 janvier 2021) : 8 545 k\$.
- Rendre non admissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à 15 jours cumulatifs ou pour plus de 7 jours consécutifs dans un même mois.
 - Économies réalisées en 2020-2021¹ (au 31 décembre 2020) : 75 k\$.
- Exclure du calcul de la prestation les indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique afin de compenser des pertes matérielles dues à un sinistre et de couvrir des frais de subsistance supplémentaires.
 - Économies réalisées en 2020-2021 (au 31 janvier 2021) : 0 k\$.
- Hausser l'exclusion prévue relativement à la valeur nette de la résidence de 90 000 \$ à 142 000 \$ dans le cadre du Programme d'aide sociale et de 130 000 \$ à 203 000 \$ dans le cadre du Programme de solidarité sociale.
 - Économies réalisées en 2020-2021 (au 31 janvier 2021) : 356 k\$.
- Comptabiliser les revenus de location de chambres ou de pensions lorsque deux chambres et plus sont louées par un ménage prestataire.
 - Économies réalisées en 2020-2021 (au 31 janvier 2021) : 1 851 k\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 19 mars 2021

¹ Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont disponibles uniquement trimestriellement.
3RP68_03-23_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-69

Titre :

Les sommes dépensées chaque année au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

Exposé et statistiques :

Les données pour la période d'avril 2020 à janvier 2021 sont présentées dans le document en annexe.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 12 mars 2021

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total période, selon la région et le type de transport¹
- avril 2020 à janvier 2021 -
- Assistance sociale -

RP-69 Annexe

	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
Région																
01 - Bas-Saint-Laurent	731	64 973,79 \$	28	23 630,34 \$	594	158 179,90 \$	300	60 028,34 \$	x	x	x	x	46	12 441,43 \$	283	119 391,37 \$
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	231	23 858,66 \$	22	8 241,86 \$	862	204 183,79 \$	68	14 630,07 \$	x	x	x	x	41	20 393,01 \$	266	99 379,99 \$
03 - Capitale-Nationale	222	21 989,57 \$	96	65 494,69 \$	2 098	608 544,60 \$	369	63 694,15 \$	x	x	22	4 126,17 \$	248	66 610,55 \$	235	83 552,13 \$
04 - Mauricie	462	46 039,14 \$	213	336 159,18 \$	1 207	321 612,54 \$	251	59 848,91 \$	x	x	16	3 775,33 \$	202	53 350,27 \$	94	23 894,60 \$
05 - Estrie	430	53 971,42 \$	93	49 789,41 \$	1 059	284 867,59 \$	518	126 372,28 \$	x	x	24	10 784,19 \$	x	x	235	61 028,11 \$
06 - Île-de-Montréal	79	10 682,25 \$	333	325 967,07 \$	301	79 293,46 \$	3 199	1 589 389,30 \$	x	x	8 275	2 197 186,72 \$	70	29 021,79 \$	x	x
07 - Outaouais	227	31 294,93 \$	12	2 840,84 \$	1 190	341 787,92 \$	152	21 656,67 \$	x	x	17	2 865,84 \$	61	128 266,95 \$	431	357 273,75 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	350	33 094,59 \$	23	3 913,09 \$	357	88 159,12 \$	18	6 211,49 \$	x	x	x	x	36	11 263,14 \$	59	14 353,84 \$
09 - Côte-Nord	112	19 691,82 \$	36	28 528,16 \$	155	37 340,84 \$	x	x	x	x	x	x	10	2 187,50 \$	62	20 372,78 \$
10 - Nord-du-Québec	32	6 598,73 \$	x	x	18	4 433,00 \$	x	x	x	x	17	4 649,19 \$	x	x	x	x
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	471	57 863,33 \$	26	14 231,58 \$	334	96 252,48 \$	26	6 147,69 \$	x	x	x	x	76	13 755,46 \$	107	32 523,77 \$
12 - Chaudières-Appalaches	521	51 039,63 \$	48	13 293,15 \$	758	205 117,23 \$	169	35 422,87 \$	x	x	x	x	363	156 053,20 \$	322	111 338,88 \$
13 - Laval	57	7 297,53 \$	46	101 073,08 \$	47	8 829,60 \$	435	240 216,17 \$	x	x	886	225 740,01 \$	32	9 639,00 \$	13	8 025,76 \$
14 - Lanaudière	401	43 873,34 \$	173	133 297,77 \$	1 223	312 272,08 \$	199	46 749,18 \$	x	x	x	x	29	26 877,66 \$	555	94 272,94 \$
15 - Laurentides	407	66 344,59 \$	208	252 155,88 \$	1 213	297 958,17 \$	409	137 560,54 \$	x	x	102	24 809,32 \$	23	61 375,04 \$	249	146 362,45 \$
16 - Montérégie	609	75 250,05 \$	547	655 766,54 \$	3 550	885 218,52 \$	902	548 469,79 \$	x	x	195	46 293,10 \$	x	x	547	130 972,76 \$
17 - Centre-du-Québec	515	55 772,95 \$	40	56 741,97 \$	762	191 372,76 \$	124	28 781,43 \$	x	x	x	x	232	70 954,79 \$	187	104 071,86 \$
99 - Central	46	2 051,30 \$	67	40 991,10 \$	827	265 446,61 \$	121	15 085,67 \$	x	x	326	108 538,70 \$	434	73 057,07 \$	119	18 069,67 \$

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

**Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total de la période et des régions, selon le type de transport'
- avril 2020 à janvier 2021-
- Assistance sociale -**

	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
Période																
Total	5 878	671 687,72 \$	2 001	2 115 723,70 \$	16 365	4 390 870,37 \$	7 227	3 001 242,83 \$	x	x	9 903	2 653 072,56 \$	1 910	738 032,85 \$	3 766	1 429 301,92 \$

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-70

Titre :

Fournir tous les documents, notes ou estimations relatifs au coût du « droit à l'amour ».

Exposé et statistiques :

Aucun document disponible sur le sujet.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 31 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-79

Titre :

Pour chacun des programmes, préciser :

- liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021;
- politique et critères d'attribution des subventions;
- liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

A et C : Voir les tableaux en annexe.

B : Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes en vigueur en 2020-2021.

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les quatre volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au SACAIS;
- Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale;
- Soutien à la gouvernance

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les demandes présentées par les organismes sont analysées en utilisant une grille d'analyse en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, lequel ne doit pas être supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA).

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par subvention soutenant la réalisation d'activités spécifiques, de mesures visant à structurer son secteur d'activité.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, des recherches et des sondages.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année. Selon les disponibilités budgétaires, la demande est amorcée par le SACAIS. Ainsi il n'y a pas de date limite.

Soutien à la gouvernance

L'objectif vise à soutenir, de façon ponctuelle, des organismes communautaires financés pour leur mission globale dans le cadre de ce programme, ayant des besoins particuliers en lien avec l'amélioration de leur gestion ou de leur reddition de comptes, et ce, dans le respect des pratiques propres à l'action communautaire autonome.

Fonds québécois d'initiatives sociales

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Loi) institue le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces initiatives peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Au plan régional et local, le financement des initiatives doit s'inscrire dans une démarche de mobilisation et de concertation des acteurs du milieu. Celles-ci doivent mener à l'identification des priorités en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour un territoire donné, le tout étant consigné dans un plan d'action. Le financement des initiatives doit répondre aux priorités retenues.

Le FQIS soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de l'application de la Loi (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale (partenaires) relatives à la réalisation d'initiatives visant les mêmes objectifs et respectant les orientations et normes du FQIS, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Répartition budgétaire :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale et nationale du Fonds.
- À partir de la répartition régionale, le ministre détermine les budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté. Les sommes prévues dans ces budgets seront versées aux partenaires pour soutenir des initiatives locales ou régionales.
- La répartition précise également les budgets destinés aux organisations autochtones.

Sont admissibles à un financement du FQIS, soit directement, soit par l'intermédiaire des partenaires ou soit à titre de partenaires, les organismes suivants :

- les personnes morales à but non lucratif;
- les coopératives considérées comme organismes à but non lucratif par Revenu Québec;
- les organismes municipaux, les MRC;
- les conseils de bande, les conseils de villages nordiques, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Ne sont pas admissibles à un financement du FQIS :

- les ministères ou organismes gouvernementaux, ainsi que paragouvernementaux tels les Centres intégrés de santé et de services sociaux, les Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation, sauf si un organisme, excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;
- les organismes dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock out).

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire

Le Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (PSCDC) vise à soutenir la contribution de ces organismes en regard de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MTESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- respecter l'ensemble des clauses inscrites à la convention de subvention.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets ponctuels de recherche, d'évaluation, de formation en matière d'action communautaire et d'action bénévole. Il vise également à soutenir la réalisation des projets ponctuels dans les deux champs d'action du Ministère, soit l'emploi et la solidarité sociale

Le PSISC comporte deux volets.

Le volet Action communautaire et action bénévole vise à soutenir des projets de recherche, d'évaluation, de formation en matière d'action communautaire et d'action bénévole.

Le volet Initiatives sociales vise à soutenir la réalisation de projets ponctuels qui permettront l'atteinte des objectifs suivants :

- contribuer au développement de méthodes et approches d'intervention vouées à accroître l'inclusion sociale ainsi qu'à maintenir et à améliorer les conditions de vie des personnes à faible revenu;
- favoriser de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, de maintien en emploi des personnes éloignées du marché du travail ou des personnes sous-représentées sur le marché du travail;

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le MTESS. Aussi, un organisme peut déposer une nouvelle demande pour un soutien financier permettant le prolongement d'un projet déjà soutenu dans le cadre du PSISC.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 \$ par projet et par année financière, sans toutefois excéder 90% du total des dépenses admissibles directement reliées au projet.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
VALIDATION : Direction du budget
DATE : 2021-03-11

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	91 317 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	PDD	76 812 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	76 812 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la Péninsule	PDD	91 317 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	91 317 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	76 812 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Comité logement Rimouski-Neigette	PDD	91 317 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	90 044 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	76 812 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	76 812 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R) section Rivière-du-Loup inc.	PDD	76 812 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	97 053 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	91 317 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	91 317 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Loge m'entraide	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Dubuc	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne	PDD	91 317 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	PDD	83 102 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	93 117 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	91 317 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	PDD	91 317 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	A.Q.D.R. Roberval (Association québécoise des droits de personnes retraitées et préretraitées Roberval)	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Service budgétaire de Saint-Félicien	PDD	76 812 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine	PDD	76 812 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	PDD	91 317 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	91 317 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	131 998 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	91 317 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Association des grands-parents du Québec	PDD	123 545 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	76 812 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	76 812 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Lesage	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	130 389 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Talon	Comité logement d'aide de Québec Ouest	PDD	76 812 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	PDD	91 317 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Action-Chômage de Québec	PDD	91 317 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	PDD	131 317 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	185 420 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	PDD	91 317 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	91 317 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	76 812 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	PDD	76 812 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Collectif pour un Québec sans pauvreté	PDD	123 545 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	76 812 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	85 753 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Groupe Alter justice	PDD	123 545 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	96 917 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	109 867 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	76 812 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	76 812 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Nature Québec	PDD	123 545 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	PDD	118 038 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	PDD	131 669 \$
04 - Mauricie	Champlain	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	PDD	76 812 \$
04 - Mauricie	Champlain	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	76 812 \$
04 - Mauricie	Champlain	Carrefour d'aide aux non-syndiqué-es inc.	PDD	91 317 \$
04 - Mauricie	Champlain	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	PDD	76 812 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	PDD	76 812 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	76 812 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	76 812 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Regroupement d'organismes en DI/TSA de la Mauricie	PDD	91 317 \$
04 - Mauricie	Lavolette-Saint-Maurice	Service d'aide au consommateur-région 04	PDD	91 317 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	PDD	76 812 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	76 812 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Info Logis Mauricie	PDD	91 317 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	91 317 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	91 317 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	132 151 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table action abus aînés Mauricie, inc.	PDD	91 317 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Orford	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	76 812 \$
05 - Estrie	Orford	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	PDD	76 812 \$
05 - Estrie	Orford	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	PDD	76 812 \$
05 - Estrie	Richmond	Service budgétaire populaire des Sources	PDD	81 229 \$
05 - Estrie	Saint-François	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	76 812 \$
05 - Estrie	Saint-François	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	79 911 \$
05 - Estrie	Saint-François	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Saint-François	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Action-Handicap Estrie	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Concertation femmes Estrie	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	91 317 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021
				(au 28 février 2021)
05 - Estrie	Sherbrooke	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	82 699 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Solidarité populaire Estrie	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	91 317 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	91 317 \$
06 - Montréal	Acadie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-Laurent	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Bourassa-Sauvé	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Montréal-Nord	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Bourassa-Sauvé	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Bourget	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Bourget	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Bourget	Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Bourget	L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	147 910 \$
06 - Montréal	Bourget	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	La ligue des Noirs du Québec	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte-des-Neiges	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	Projet Genèse	PDD	180 895 \$
06 - Montréal	Gouin	Au bas de l'échelle inc.	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Gouin	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Gouin	Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle (région 06A) (CRADI)	PDD	134 120 \$
06 - Montréal	Gouin	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	93 645 \$
06 - Montréal	Gouin	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	162 413 \$
06 - Montréal	Gouin	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	91 317 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	91 317 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Coalition des familles LGBT	PDD	163 545 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Kéroul	PDD	136 855 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Organisation populaire des droits sociaux (OPDS)	PDD	91 317 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Société logique inc.	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	Fondation Émergence inc.	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Jeanne-Mance-Viger	Action dignité de Saint-Léonard	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	LaFontaine	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, section Pointe-de-l'Île de Montréal (AQDR-PDI)	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD	99 764 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association des locataires de Villeray inc.	PDD	87 465 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	BRAS Villeray	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Comité d'action de Parc Extension	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD	181 052 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	DéPhy Montréal	PDD	134 120 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD	123 545 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD	333 004 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Fédération des femmes du Québec	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD	91 317 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	La ligue des droits et libertés	PDD	136 264 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	91 317 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Table des groupes de femmes de Montréal	PDD	91 317 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Union des consommateurs	PDD	160 643 \$
06 - Montréal	Marquette	Comité logement Lachine-Lasalle	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Maurice-Richard	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Maurice-Richard	Pour les droits des femmes du Québec - PDF Québec	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Maurice-Richard	Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQIS)	PDD	160 438 \$
06 - Montréal	Mercier	Association des aides familiales du Québec	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Mercier	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Mercier	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Mercier	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Mercier	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Mercier	Fondation Rivières	PDD	138 545 \$
06 - Montréal	Mercier	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Mercier	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Mercier	Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Mercier	Mouvement action justice	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Mercier	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Mercier	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	PDD	178 560 \$
06 - Montréal	Mercier	Conseil québécois LGBT	PDD	178 545 \$
06 - Montréal	Mont-Royal-Outremont	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	PDD	118 937 \$
06 - Montréal	Notre-Dame-de-Grâce	LogisAction Notre-Dame-de-Grâce	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Rosemont	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Rosemont	Comité de logement Rosemont	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Rosemont	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	147 262 \$
06 - Montréal	Rosemont	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	156 339 \$
06 - Montréal	Rosemont	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Rosemont	Société québécoise de la déficience intellectuelle	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Association québécoise pour l'équité et l'inclusion au postsecondaire	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Coalition jeunesse Montréalaise de lutte à l'homophobie	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	90 995 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	155 963 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	189 890 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (uttam)	PDD	150 235 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie--Saint-Jacques	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	164 795 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	96 693 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	148 395 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Force jeunesse inc.	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	P.O.P.I.R.- Comité Logement	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	77 274 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Saint-Laurent	Comité logement Saint-Laurent	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Verdun	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	198 163 \$
06 - Montréal	Verdun	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Viau	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	PDD	76 812 \$
06 - Montréal	Viau	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	210 394 \$
06 - Montréal	Viau	Groupe maman, Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	91 317 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	183 892 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Comité chômage de Montréal	PDD	91 317 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Ex aequo	PDD	185 660 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Piétons Québec	PDD	123 545 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Trajectoire Québec	PDD	123 545 \$
07 - Outaouais	Chapleau	Logemen'occupe	PDD	91 317 \$
07 - Outaouais	Gatineau	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	76 812 \$
07 - Outaouais	Hull	Action santé Outaouais	PDD	91 317 \$
07 - Outaouais	Hull	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	91 317 \$
07 - Outaouais	Hull	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	91 317 \$
07 - Outaouais	Hull	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	PDD	91 317 \$
07 - Outaouais	Hull	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	91 317 \$
07 - Outaouais	Hull	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	96 172 \$
07 - Outaouais	Hull	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	91 317 \$
07 - Outaouais	Hull	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	91 317 \$
07 - Outaouais	Hull	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	91 317 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	76 812 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	PDD	76 812 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	PDD	76 812 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Chômage action de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	76 812 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	91 317 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	91 317 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	91 317 \$
09 - Côte-Nord	Duplessis	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	76 812 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Action-Chômage Côte-Nord	PDD	91 317 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	87 413 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	91 317 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	104 902 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	PDD	91 317 \$
09 - Côte-Nord	René-Lévesque	Association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Haute-Côte-Nord	PDD	76 812 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Comité condition féminine Baie-James	PDD	91 317 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Association des femmes cris de Eeyou Istchee	PDD	76 812 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Droits devant	PDD	76 812 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Mouvement action chômage Pabok inc.	PDD	91 317 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	PDD	94 207 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PDD	91 317 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	PDD	91 317 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Gaspé	La démêlée	PDD	76 812 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Bellechasse	Regroupement des organismes de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	PDD	91 317 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Chutes-de-la-Chaudière	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	PDD	91 317 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PDD	123 545 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	AQDR Montmagny-L'Islet	PDD	76 812 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	PDD	76 812 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	PDD	76 812 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	PDD	76 812 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins	PDD	144 734 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	PDD	93 417 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	PDD	76 812 \$
13 - Laval	Chomedey	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Laurentides	PDD	91 317 \$
13 - Laval	Chomedey	Table de concertation de Laval en condition féminine	PDD	91 317 \$
13 - Laval	Laval-des-Rapides	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	PDD	114 184 \$
13 - Laval	Laval-des-Rapides	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPL)	PDD	118 776 \$
13 - Laval	Laval-des-Rapides	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PDD	91 317 \$
13 - Laval	Vimont	Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	PDD	91 317 \$
14 - Lanaudière	Berthier	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	PDD	76 812 \$
14 - Lanaudière	Berthier	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	PDD	76 812 \$
14 - Lanaudière	Bertrand	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	PDD	91 317 \$
14 - Lanaudière	Bertrand	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section troisième âge Chertsey (T.A.C.)	PDD	76 812 \$
14 - Lanaudière	Bertrand	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	PDD	76 812 \$
14 - Lanaudière	Joliette	Action dignité Lanaudière	PDD	91 317 \$
14 - Lanaudière	Joliette	Action-Logement Lanaudière	PDD	91 317 \$
14 - Lanaudière	Joliette	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	PDD	143 662 \$
14 - Lanaudière	Joliette	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	PDD	76 812 \$
14 - Lanaudière	Joliette	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	PDD	91 317 \$
14 - Lanaudière	Joliette	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	91 317 \$
14 - Lanaudière	Joliette	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	91 317 \$
14 - Lanaudière	Joliette	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	145 167 \$
14 - Lanaudière	Masson	Action populaire des Moulins	PDD	76 812 \$
14 - Lanaudière	Masson	Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	PDD	91 317 \$
14 - Lanaudière	Masson	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	PDD	76 812 \$
14 - Lanaudière	Repentigny	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption	PDD	76 812 \$
15 - Laurentides	Argenteuil	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	76 812 \$
15 - Laurentides	Bertrand	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	76 812 \$
15 - Laurentides	Deux-Montagnes	Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	91 317 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
15 - Laurentides	Deux-Montagnes	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	76 812 \$
15 - Laurentides	Deux-Montagnes	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes	PDD	76 812 \$
15 - Laurentides	Groulx	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	126 411 \$
15 - Laurentides	Groulx	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	76 812 \$
15 - Laurentides	Labelle	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	76 812 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Carrefour d'Actions Populaires de St-Jérôme	PDD	106 224 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	78 537 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	91 317 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Le Phare des Affranchies	PDD	91 317 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	76 812 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	103 920 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Comité logement Beauharnois	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Comité logement de Valleyfield	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Borduas	Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité	PDD	123 545 \$
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	Vigilance OGM	PDD	123 545 \$
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Châteauguay	Comité logement Rive-Sud	PDD	86 848 \$
16 - Montérégie	Châteauguay	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Châteauguay	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Granby	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	89 610 \$
16 - Montérégie	Granby	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Granby	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	77 772 \$
16 - Montérégie	Huntingdon	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Iberville	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Laporte	Groupe des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	133 796 \$
16 - Montérégie	Laporte	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	123 545 \$
16 - Montérégie	Laporte	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	91 317 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	172 196 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	95 432 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	77 701 \$
16 - Montérégie	Marie-Victorin	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Action logement Pierre-De-Saurel	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Comité Logemen'mêle	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Groupe des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	92 200 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	AQDR Richelieu-Yamaska	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	91 317 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	76 812 \$
16 - Montérégie	Sanguinet	Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ)	PDD	123 545 \$
16 - Montérégie	Taillon	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	178 521 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021 (au 28 février 2021)
16 - Montérégie	Vachon	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	91 317 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	PDD	87 565 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	91 317 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Association des locataires Centre-du-Québec	PDD	91 317 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Droits devant / Érable	PDD	76 812 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	91 317 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	136 475 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	91 317 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	91 317 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	76 812 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	76 812 \$
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	76 812 \$
TOTAL Promotion des droits (PDD)				33 609 910 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (RE.C.E.M.)	SPA	29 130 \$
03 - Capitale-Nationale	Portneuf	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	SPA	8 796 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Les récollets inc.	SPA	11 633 \$
06 - Montréal	Anjou-Louis-Riel	Opération surveillance Anjou (OSA)	SPA	11 340 \$
07 - Outaouais	Pontiac	Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	SPA	12 034 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	SPA	8 513 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	SPA	20 598 \$
TOTAL Organismes sans port d'attache (SPA) confiés au SACAIS				102 044 \$
03 - Capitale-Nationale	Vanier-Les Rivières	Réseau québécois de développement social	IP	136 702 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau de l'action bénévole du Québec	IP	273 404 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	IP	355 425 \$
TOTAL Interlocuteur privilégié (IP)				765 531 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau de l'action bénévole du Québec	Multi-ES	300 000 \$
TOTAL Entente de services				300 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Institut Mallet pour l'avancement de la culture philanthropique (IMACP)	RE	9 767 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	RE	157 500 \$
06 - Montréal	Mercier	Conseil québécois LGBT	RE	2 742 \$
06 - Montréal	Saint-Henri--Sainte-Anne	Université du Québec à Montréal	RE	60 253 \$
TOTAL Recherches et études				230 262 \$
GRAND TOTAL Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole				35 007 747 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Circonscription	Organisme	2020-2021 (au 28 février 2021)
01 - Bas-Saint-Laurent	Rimouski	Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	1 414 154 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Dubuc	Promotion Saguenay inc.	1 271 341 \$
03 - Capitale-Nationale	Chauveau	Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador	984 214 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Talon	Communauté métropolitaine de Québec	974 325 \$
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Réseau Accorderie	36 254 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Centraide des régions du centre-ouest du Québec	1 350 340 \$
05 - Estrie	Richmond	La table des MRC de l'Estrie	1 049 624 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Ville de Montréal	5 000 000 \$
07 - Outaouais	Gatineau	Conférence des préfets de l'Outaouais	1 213 288 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or	991 023 \$
09 - Côte-Nord	Duplessis	Municipalité régionale de comté de Caniapiscau	819 697 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Administration régionale Baie-James	540 636 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Administration régionale Kativik	475 382 \$
10 - Nord-du-Québec	Ungava	Gouvernement de la Nation Crie	524 170 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	La table des préfets des MRC de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1 181 757 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi des Îles	185 948 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Municipalité régionale de comté des Appalaches	1 103 748 \$
13 - Laval	Chomedey	Ville de Laval	603 971 \$
14 - Lanaudière	Joliette	La table des préfets de Lanaudière	1 431 594 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides	1 189 994 \$
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	Table de concertation des préfets de la Montérégie	2 760 473 \$
16 - Montérégie	Taillon	Les banques alimentaires du Québec	69 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Municipalité régionale de comté d'Arthabaska	803 640 \$
GRAND TOTAL FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES			25 974 572 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Région	Circonscription	Organisme	2020-2021 (au 28 février 2021)
01 - Bas-Saint-Laurent	Côte-du-Sud	Corporation de développement communautaire du Kamouraska	71 954 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Corporation de développement communautaire région Matane (CDC région Matane)	71 954 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	92 734 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	Corporation de développement communautaire des Grandes Marées	110 786 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Corporation de développement communautaire du ROC	92 734 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Jonquière	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	92 734 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	92 734 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	71 954 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Roberval	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	71 954 \$
03 - Capitale-Nationale	Charlesbourg	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	71 954 \$
03 - Capitale-Nationale	Jean-Lesage	Corporation de développement communautaire de Beauport	71 954 \$
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	92 734 \$
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire des Chenaux	92 734 \$
04 - Mauricie	Champlain	Corporation de développement communautaire Mékinac	92 734 \$
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	92 734 \$
04 - Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	92 734 \$
04 - Mauricie	Maskinongé	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	92 734 \$
04 - Mauricie	Trois-Rivières	Table nationale des corporations de développement communautaire	210 568 \$
05 - Estrie	Mégantic	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	92 734 \$
05 - Estrie	Mégantic	Corporation de développement communautaire du Granit	92 734 \$
05 - Estrie	Orford	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	92 734 \$
05 - Estrie	Richmond	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	92 734 \$
05 - Estrie	Richmond	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	71 954 \$
05 - Estrie	Saint-François	Corporation de développement communautaire de la MRC de Coaticook	71 954 \$
05 - Estrie	Sherbrooke	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	92 734 \$
06 - Montréal	LaFontaine	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	92 734 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Corporation de développement communautaire solidarités Villeray	71 954 \$
06 - Montréal	Mercier	Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	71 954 \$
06 - Montréal	Mont-Royal-Outremont	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	71 954 \$
06 - Montréal	Pointe-aux-Trembles	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	92 734 \$
06 - Montréal	Rosemont	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	92 734 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	71 954 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Action-Gardien, Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles	71 954 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri	37 752 \$
07 - Outaouais	Papineau	Corporation de développement communautaire Rond Point	92 734 \$
07 - Outaouais	Pontiac	Corporation de développement communautaire de Pontiac	71 954 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Ouest	Corporation de développement communautaire d'Amos	92 734 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscamingue	71 954 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Beauce-Sud	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	113 549 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Bellechasse	Corporation de développement communautaire Bellechasse	92 734 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Région	Circonscription	Organisme	2020-2021 (au 28 février 2021)
12 - Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	CDC ICI Montmagny-L'Islet	78 893 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lévis	Corporation de développement communautaire de Lévis	92 734 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	92 734 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	92 734 \$
13 - Laval	Chomedey	Corporation de développement communautaire de Laval	92 734 \$
14 - Lanaudière	Repentigny	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	71 954 \$
15 - Laurentides	Labelle	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	92 734 \$
15 - Laurentides	Saint-Jérôme	Corporation de développement communautaire de la Rivière-du-Nord (CDC RDN)	71 954 \$
16 - Montérégie	Beauharnois	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	92 734 \$
16 - Montérégie	Borduas	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	71 954 \$
16 - Montérégie	Brome-Missisquoi	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	92 734 \$
16 - Montérégie	Granby	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	92 734 \$
16 - Montérégie	Huntingdon	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	92 734 \$
16 - Montérégie	La Prairie	Corporation de développement communautaire-Roussillon (CDC-Roussillon)	71 954 \$
16 - Montérégie	Laporte	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	92 734 \$
16 - Montérégie	Richelieu	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	92 734 \$
16 - Montérégie	Saint-Hyacinthe	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	92 734 \$
16 - Montérégie	Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	106 611 \$
16 - Montérégie	Sanguinet	Corporation de développement communautaire Les Jardins-de-Napierville	71 954 \$
16 - Montérégie	Vaudreuil	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	92 734 \$
16 - Montérégie	Verchères	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	71 954 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	92 734 \$
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska	Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.	107 629 \$
17 - Centre-du-Québec	Drummond-Bois-Francis	Corporation de développement communautaire Drummond	121 397 \$
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	92 734 \$
17 - Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	92 734 \$
TOTAL programme de soutien financier des corporations de développement communautaire			5 829 377 \$

3RP79a. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Région	Circonscription	Organisme	Volet	2020-2021
				(au 28 février 2021)
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	ACAB	16 000 \$
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	ACAB	44 000 \$
06 - Montréal	Mercier	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	ACAB	61 300 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (secteur de la santé et des services sociaux)	ACAB	56 250 \$
SOUS-TOTAL du Volet Action communautaire et action bénévole				177 550 \$
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Centre d'appui au pouvoir d'agir des communautés locales	IS	7 420 \$
06 - Montréal	Westmount-Saint-Louis	Xpress Accès numérique (DeGama Express)	IS	2 254 \$
SOUS-TOTAL du Volet Initiatives sociales				9 674 \$
TOTAL PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES				187 224 \$

3RP79c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	La Société John Howard du Québec	PDD
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Vivre en ville; Le regroupement pour le développement urbain, rural et villageois viable	PDD
12 - Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	Union paysanne	PDD
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Jeunesse ouvrière chrétienne région de Québec	PDD
07 - Outaouais	Hull	La voix de l'immigrant (LVI)	PDD

3RP79c. LISTE DES ORGANISMES DONT LA DEMANDE A ÉTÉ REFUSÉE AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Région	Circonscription	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé au 28 février 2021.			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-80

Titre :

Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

- En 2018-2019 (dernières données disponibles), 5 161 organismes communautaires ont reçu un soutien financier gouvernemental équivalent à 1 155 824 814 \$, dont 53,5 % en appui à la mission globale (617,9 M\$).
- Les données sur le soutien financier gouvernemental versé en action communautaire en 2019-2020 ne sont pas disponibles, car la validation des données par l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux n'est pas complétée.
- Les informations disponibles sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne permettent pas de formuler de prévision pour l'année 2020-2021.

Élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire :

- Le 18 février 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé, dans une lettre adressée au Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), interlocuteur privilégié du gouvernement en la matière, l'amorce de travaux en vue de l'élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC).
- Par cette démarche, le gouvernement réitère son engagement à offrir un meilleur soutien et une plus grande reconnaissance aux organismes communautaires, dans la poursuite de la mise en œuvre de la Politique gouvernementale.
- En mai 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé le lancement d'une vaste consultation en vue de l'élaboration du PAGAC.
- De mai 2019 à mars 2020, trois appels de mémoires ont été réalisés auprès des regroupements d'organismes communautaires, des milieux municipal et philanthropique et des organisations autochtones. Au total, 114 mémoires ont été déposés.
- Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale de même que le comité consultatif de parlementaires ont également rencontré 25 partenaires nationaux, afin d'approfondir les enjeux soulevés dans le cadre de leur mémoire et de tester certaines pistes d'intervention.
- Cette importante consultation a permis d'identifier des enjeux et des actions prioritaires, afin de mieux soutenir et reconnaître l'action communautaire en vue de l'élaboration du PAGAC.

SOURCE : Dir. des politiques de lutte contre la pauvreté et l'action communautaire
COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
VALIDATION:
DATE : 12 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-81

Titre :

Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucune étude ou travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-82

Titre :

Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir :

- a. la description complète des sommes investies MTESS chaque année, de 2002 à 2021;
- b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;
- c. la description complète des objectifs de ce plan d'action;
- d. le bilan, les évaluations et les rapports;
- e. les échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.

Exposé et statistiques :

a) et b) La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui en est l'énoncé de politique. Pour y donner suite, trois plans d'action ont été mis en œuvre :

- Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010).
- Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (2010-2015) a été prolongé jusqu'à la veille du dévoilement du troisième plan d'action, soit le 9 décembre 2017.
- Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) (lancé le 10 décembre 2017).

Le gouvernement a investi près de 11,5 G\$ dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2010 et du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015.

Certaines mesures structurantes des deux premiers plans d'action gouvernementaux sur le taux de faible revenu de 2011 ont toujours des effets sur les personnes et les familles du Québec. L'annexe 2 du PAGIEPS (p. 74-75) en fait état.

- L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

- Les investissements de près de 3,0 G\$ proviennent principalement de la mise à jour économique de novembre 2017 du Plan économique du Québec de mars 2017 ainsi que de budgets précédents.

Répartition de l'investissement total selon la source des fonds (adapté de l'annexe 1) :

Mise à jour économique 2017-2018 (novembre 2017)	2 559,7 M\$
Plan économique du Québec 2017-2018 (mars 2017)	269,2 M\$
<i>Sous-total – Nouveaux investissements</i>	2 828,9 M\$
Financement antérieur (ex. : budget 2016-2017)	45,6 M\$
Autofinancement (à même les budgets des ministères et organismes gouvernementaux)	119,5 M\$
<i>Sous-total – Sommes déjà budgétées</i>	165,1 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

Note : Les données ayant été arrondies, la somme peut ne pas correspondre exactement au total.

- c) La description complète des objectifs du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la Stratégie 2004-2010, du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 et du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) est présentée à l'adresse suivante : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>, dans la section « Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

- d) Rapports d'activités annuels

Les sommes investies par le gouvernement dans les plans d'action sont aussi inscrites dans les rapports d'activités annuels qui sont disponibles sur le site Web du Ministère :

- Plan d'action 2004-2010 : Les cinq premiers rapports sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan-action-gouvernemental/index.asp>; le bilan de l'an 6, produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, se trouve ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.
- Plan d'action 2010-2015 est prolongé jusqu'en décembre 2017 : Les premiers rapports annuels qui déclinent les sommes investies par mesure, dont celles qui sont sous la responsabilité du Ministère, se trouvent ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.

Le rapport pluriannuel 2013-2017 a été publié au printemps 2019.

- Les travaux entourant la reddition de comptes du PAGIEPS sont en cours d'élaboration.

SOURCE : Dir. des politiques de lutte contre la pauvreté et l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-83

Titre :

Fournir le bilan de la consultation publique *Solidarité et inclusion sociale – Vers un troisième plan d'action gouvernemental*.

Exposé et statistiques :

Le gouvernement du Québec a conduit une consultation publique de novembre 2015 à juin 2016 :

- 268 mémoires ont été reçus de la part de la population et d'organismes;
- 6 mémoires ont été transmis par des représentantes et représentants autochtones;
- 5 248 personnes ont rempli le questionnaire en ligne;
- 22 groupes de discussion ont été formés avec des personnes en situation de pauvreté;
- 34 organismes ont été rencontrés par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'alors ou par son adjointe parlementaire.

La consultation publique a révélé l'importance des enjeux liés au revenu. Les problématiques associées au logement, à l'accès à une nourriture saine et abordable, au transport collectif ou à l'accès à des activités culturelles, sportives et de loisirs ont également été évoquées.

Les personnes participantes se sont dites préoccupées par l'accès aux soins de santé et aux services sociaux. Les personnes qui ont participé à la consultation ont, par ailleurs, soulevé l'importance de l'action communautaire.

SOURCE : Dir. des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 1^{er} avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-84

Titre :

Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement. ».

Il appartient aux différents ministères et organismes de répondre concernant les notes, études et analyses qu'ils ont produites ou qui ont été produites à leur demande en lien avec leurs activités et responsabilités.

Pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), des modifications au Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles ont été apportées, notamment celle visant à augmenter l'exclusion des revenus de pensions alimentaires pour enfants, passant de 100 \$ à 350 \$ par mois, par enfant à charge à l'assistance sociale à compter du 1^{er} octobre 2019. Le MTESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact de ces mesures réglementaires :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2019.pdf

SOURCE : Dir. des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
Direction du Secrétariat général adjoint
DATE : 22 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-85

Titre :

État de situation détaillé par axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), lancé le 10 décembre 2017, prévoit investir près de 3 G\$ d'ici 2023 dans 43 mesures et actions. Le plan se subdivise en quatre axes.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

Les principales mesures et actions sous la responsabilité du MTESS (investissements 2020-2021) :

- Mesure 1 : Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 243,5 M\$;
- Mesure 2 : Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 120,1 M\$;
- Action 4.6 : Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16,0 M\$;
- Action 4.7 : Accorder un boni au maintien en emploi : 10 M\$;
- Mesure 5 : Programme objectif emploi : 7,6 M\$;
- Mesure 11 : Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 30,5 M\$;
- Action 19.2 : Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 12 M\$.

L'annexe 1 du PAGIEPS présente la cadre financier détaillé du plan, par mesures, par années et par sources de financement (p. 65).

La Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi a été adoptée à l'unanimité et sanctionnée par l'Assemblée nationale le 15 mai 2018. Les travaux entourant la mise en place d'un programme de revenu de base en 2023 se poursuivent.

La description complète des objectifs du PAGIEPS est présentée dans le plan d'action lui-même à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf

Les travaux entourant la reddition de comptes du PAGIEPS sont en cours d'élaboration.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

VALIDATION :

DATE : 17 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-86

Titre :

Les montants octroyés pour l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes handicapées hébergées en ressources intermédiaires ou de type familial (RI-RTF). Prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

La prestation de solidarité sociale pour les personnes handicapées hébergées en ressource intermédiaire et en milieu familial est une prestation complète.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 12 mars 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP- 87

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1er décembre 2010 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse de l'entreprise;
- la date de l'avis ou de la fermeture;
- le type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
- le nombre total d'employés de l'entreprise;
- le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- les motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

- Les listes des avis de licenciements collectifs soumis au Ministère du travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2020-2021 pour lesquels une demande d'accès à l'information a été déposée sont disponibles sur internet à l'adresse suivante :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/documents_acces_information.asp

- Le tableau suivant présente le nombre d'avis soumis au MTESS au cours de l'année 2020-2021 :

<i>Date</i>	<i>Nombre d'avis</i>	<i>Nombre de salariés visés par les licenciements collectifs</i>
Avril 2020	59	3342
Mai 2020	67	4112
Juin 2020	138	9981
Juillet 2020	126	7131
Août 2020	74	3673
Septembre 2020	113	4936
Octobre 2020	58	3244
Novembre 2020	41	1465
Décembre 2020	16	2370
Janvier 2021	36	1043
Février 2021 ¹	57	2269
TOTAL	785	43 566

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 9 mars 2021

¹ Données en date du 28 février 2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-88

Titre :

Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : pour les trois dernières années, la liste des actions entreprises et le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet. Les montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En 2020-2021 (données au 19 février 2021) : 16 participants actifs, dont 8 nouveaux participants.

Le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi n'est pas disponible.

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction mesures et des services aux individus

VALIDATION:

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-89

Titre :

État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme au cours des cinq dernières années, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme. Montants prévus pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- Le programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage était prévu dans la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2008-2013. Il n'est plus en vigueur depuis 2010.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux entreprises (DMSE)

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-90

Titre :

Copie des documents, notes, études concernant la révision de la Loi du 1 %.

Exposé et statistiques :

Aucune activité visant la révision de la Loi du 1 % n'a eu cours en 202-2021.

SOURCE : Direction du soutien opérationnel au développement de la main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-91

Titre :

À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1 %, fournir les pertes pour 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.

Exposé et statistiques :

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (le Fonds) est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

Chaque année, le rapport d'activité du Fonds est déposé à l'Assemblée nationale du Québec.

Le Fonds n'a enregistré aucun manque à gagner et aucune formation n'a été annulée à la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement des entreprises à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

SOURCE : Dir. générale du développement et de la reconnaissance de la main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 1^{er} mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-94

Titre :

Dans le cadre du programme « Objectif emploi », fournir pour 2020-2021 (et les prévisions pour 2021-2022) :

- a. Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région.
- b. Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi.
- c. Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.

Exposé et statistiques :

- Le Programme objectif emploi est entré en vigueur le 1^{er} avril 2018.
- Les sommes engagées par les services publics d'emploi pour les participants du Programme objectif emploi s'élèvent à 15,0 M\$ du 1^{er} avril 2020 au 19 février 2021 (données finales).
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :
<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION :

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-95

Titre : Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (en plus des prévisions budgétaires pour 2020-2021) :

- a) Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;
- b) Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;
- c) Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail :
 - i. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;
 - ii. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;
 - iii. Modifier le calcul de la contribution parentale;
 - iv. Bonifier les primes au travail;
 - v. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;
 - vi. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;
 - vii. Accorder un boni au maintien en emploi;
- d) Programme objectif emploi;
- e) Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;
- f) Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale :
 - i. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;
 - ii. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;
 - iii. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;
- g) Investir dans les logements sociaux :
 - i. Améliorer l'offre de logements sociaux;
 - ii. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;
 - iii. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance;
- h) Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;
- i) Poursuivre les Alliances pour la solidarité;
- j) Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;
- k) Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu :
 - i. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;
 - ii. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
 - iii. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;
 - iv. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;
 - v. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;

- l) Favoriser une justice plus humaine :
 - i. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;
 - ii. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;
 - iii. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- m) Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;
- n) Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales :
 - i. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;
 - ii. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.

Exposé et statistiques :

L'amélioration du revenu disponible des personnes est au cœur du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS).

- Le PAGIEPS compte 43 mesures et actions pour des investissements prévus de près de 3 G\$ d'ici 2023.
- Le plan d'action propose une cible claire et mesurable afin d'atteindre la cible inscrite dans la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, d'ici 2023 plus de 100 000 personnes sortiront de la pauvreté, surtout des personnes seules et des couples sans enfants ayant des contraintes sévères à l'emploi (voir annexe 2 du PAGIEPS pour les détails).
- Plusieurs mesures contribueront à **hausser le revenu disponible**, en particulier dans le cas de personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi et des prestataires de l'aide financière de dernier recours (AFDR). Le gouvernement continue à favoriser l'intégration et le maintien en emploi comme moyen à privilégier pour sortir de la pauvreté.
- Le PAGIEPS propose aussi des investissements pour **améliorer le logement social**.
- Par le PAGIEPS, le gouvernement encourage la **participation sociale des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale**.

Titre de l'axe	Investissements
Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

- Les investissements de près de 3 G\$ proviennent de la mise à jour économique de novembre 2017 du Plan économique du Québec de mars 2017 ainsi que de budgets précédents. Répartition de l'investissement total selon la source des fonds (voir annexe 1 du PAGIEPS) :

Source des fonds	Investissements
Mise à jour économique 2017-2018 (novembre 2017)	2 559,7 M\$
Plan économique du Québec 2017-2018 (mars 2017)	269,2 M\$
<i>Sous-total – Nouveaux investissements</i>	<i>2 828,9 M\$</i>
Financement antérieur (ex. : budget 2016-2017)	45,6 M\$
Autofinancement (à même les budgets des ministères et organismes gouvernementaux)	119,5 M\$
<i>Sous-total – Sommes déjà budgétées</i>	<i>165,1 M\$</i>
TOTAL	2 993,9 M\$

Note : Les données ayant été arrondies, la somme peut ne pas correspondre exactement au total.

- Les principales mesures et actions sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (investissements 2020-2021) :
 - Mesure 1 : Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 243,5 M\$;

- Mesure 2 : Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 120,1 M\$;
 - Action 4.6 : Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16,0 M\$;
 - Action 4.7 : Accorder un boni au maintien en emploi : 10 M\$;
 - Mesure 5 : Programme objectif emploi : 7,6 M\$.
 - Mesure 11 : Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 30,5 M\$;
 - Action 19.2 : Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 12 M\$.
- L'annexe 1 du PAGIEPS présente la cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p. 65).
 - Depuis le lancement du PAGIEPS, des investissements supplémentaires ont été annoncés afin de bonifier deux actions et deux mesures :
 - Revenu Québec verse maintenant 2 \$ par déclaration de revenus provinciale produite à tous les organismes inscrits au Service d'aide à l'impôt – Programme des bénévoles qui en font la demande. L'[augmentation de 1 à 2 \\$](#) aura pour effet d'accroître l'investissement de Revenu Québec au-delà du 1 M\$ initialement prévu d'ici 2023 à la mesure 3 du PAGIEPS.
 - 30 M\$ (ministère de la Famille, 26 mars 2018) pour accroître l'accès aux services de garde aux enfants de familles prestataires de l'aide financière de dernier recours (action 14.2), portant l'investissement public pour cette action à 95 M\$ d'ici 2023;

2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	TOTAL
15 M\$	20 M\$	20 M\$	20 M\$	20 M\$	95 M\$

Source : Plan économique du Québec 2018, Tableau C33, p. C49.

- 40 M\$ pour rehausser le financement pour les petits déjeuners dans les écoles (action 14.3), portant l'investissement public pour cette action à 49,5 M\$ d'ici 2023;

2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	TOTAL
9,4 M\$	10 M\$	10 M\$	10 M\$	10 M\$	49,5 M\$

Source : [Annonce](#) faite par le gouvernement du Québec le 22 juin 2018.

- 22,2 M\$ (Plan économique du Québec, p. C81, 27 mars 2018) pour soutenir la construction de logements abordables spécifiquement à Montréal et 4,8 M\$ pour des projets en régions éloignées, portant l'investissement public pour cette mesure à 65,8 M\$. La somme de 38,8 M\$ déjà annoncée (mesure 10) sera pour sa part consacrée à des projets hors-Montréal.
- 249,7 M\$ (Plan économique du Québec, p. F6, mars 2019) pour soutenir la réalisation des unités de logement du programme AccèsLogis Québec annoncées antérieurement, mais qui n'ont pas encore été réalisées. Cette mesure, combinée aux récents investissements annoncés dans le cadre du PAGIEPS (38,8 M\$ - Mesure 10) ainsi qu'à ceux accordés dans le budget 2018-2019 (Ville de Montréal 22,2 M\$ + régions éloignées 4,8 M\$), représente une bonification moyenne de 36,5 % de l'aide financière gouvernementale maximale accordée pour la construction d'une unité de logements.

SOURCE : Dir. des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 16 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96a

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- a) Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi.

Exposé et statistiques

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 201-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96b

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- b) Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes.

Exposé et statistiques :

- Le Ministère souscrit au processus d'analyse différenciée selon les sexes. Il faut toutefois prendre en considération que la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (projet de loi n° 70 sanctionné) est une loi habilitante. Le Règlement permettant la mise en œuvre du Programme objectif emploi vient préciser les paramètres du programme.
- Dans le cadre de l'élaboration des modifications réglementaires, le MTESS s'est assuré que les femmes et les hommes qui participent au Programme objectif emploi aient des conditions égales pour exercer pleinement leurs droits, pour exploiter leur potentiel ainsi que pour acquérir leur autonomie financière par l'emploi. De plus, le MTESS a pris en compte les effets distincts que pourrait avoir la mise en place du Programme objectif emploi sur les femmes et les hommes et a adapté en conséquence les paramètres du programme, par exemple :
 - en exemptant les familles monoparentales avec un enfant de moins de cinq ans (prédominance féminine);
 - en exemptant en cours de participation, et si elles le souhaitent, les femmes enceintes de 20 semaines et plus;
 - en permettant à tous les participants de bénéficier d'un accompagnement personnalisé en vue d'une intégration en emploi;
 - en élaborant avec tous les participants un plan d'intégration en emploi comportant des activités adaptées à leur situation;
 - en tenant compte des obstacles que la personne pourrait rencontrer en vue de son insertion en emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96c

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- c) Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi n° 70, le MTESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION : N/A
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96d

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- d) Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi n° 70, le MTESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION : N/A
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96e

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- e) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

- La Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi a été adoptée par l'Assemblée nationale, le 10 novembre 2016.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles vient préciser les paramètres du Programme objectif emploi ainsi que la date de sa mise en œuvre.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles permettant, notamment la mise en œuvre du Programme objectif emploi a été publié, le 12 juillet 2017, dans la Gazette officielle du Québec, pour une période de consultation de 60 jours.
- Le règlement final a été publié à la *Gazette officielle du Québec* le 15 novembre 2017.
- Le Programme objectif emploi est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2018.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION : N/A

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96f

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

f) Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au Programme objectif Emploi.

Exposé et statistiques :

- Le Programme objectif emploi est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2018.
- Le Ministère ne possède aucune information sur le nombre de personnes, ventilé par région, qui aurait refusé de s'inscrire au Programme objectif emploi. Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96g

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- g) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

- Le Programme objectif emploi est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2018.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

Le Ministère ne possède aucune information sur le nombre de personnes qui aurait refusé de s'inscrire au Programme objectif emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-97

Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :

- le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2020-2021;
- le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2020;
- le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2020-2021;
- les intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;
- l'échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

Exposé et statistiques :

A) Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2020-2021

- En 2020-2021, les dépenses pour la mesure CIT totalisent 25,6 M\$ selon les données préliminaires au 19 février 2021.

B) Nombre de personnes handicapées ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2020

- Le nombre de jeunes personnes handicapées ayant obtenu un emploi d'étudiant par le biais de la mesure CIT en 2020-2021 est de 71 (données au 19 février 2021). Cette donnée n'est pas disponible par région.

C) Nombre de nouvelles personnes au total bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2020-2021

- En 2020-2021 (données au 19 février 2021), on compte 595 nouvelles personnes qui participent à la mesure CIT¹ sur un total de 4 807 personnes.

D) Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie?

- La mesure CIT fait partie intégrante des mesures et services d'emploi. Elle ne découle pas de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.
- Le Plan budgétaire 2019-2020 a annoncé des investissements de 15,1 M\$ pour 5 ans (dont 3,0 M\$ en 2020-2021) à même le Fonds de développement du marché du travail (FDMT), ce qui permettra d'accroître de 500 le nombre de participants réguliers dans la mesure CIT d'ici 2024.

E) Quel est l'échéancier du ministre pour le lancement de la Stratégie?

- Le 5 juin 2019, le gouvernement du Québec a lancé la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 : Pour un Québec riche de tous ses talents. Les investissements additionnels de cette stratégie s'élèvent à 238,5 M\$.

SOURCE :

Direction des politiques d'emploi et des stratégies

COLLABORATIONS :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des mesures et des services aux individus

VALIDATION FINANCIÈRE :

Direction de la planification et de la reddition de comptes

Direction des politiques d'assistance sociale

DATE :

Le 19 mars 2020

¹ Les nouvelles personnes sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente, soit en 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-98

Titre :

Dans le cadre de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, une liste des demandes d'arbitrage.

Exposé et statistiques :

Aucune demande d'arbitrage conjointe des parties ou sur réception du rapport du conciliateur n'a été formulée dans le cadre de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

SOURCE : Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail - Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20 (Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Titre :

État d'avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour les cinq dernières années, et prévisions pour l'année 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Il y a eu une entente entre la Direction régionale de Services Québec de Montréal (DRSQIM) et Qualification Montréal concernant un projet pilote visant à développer des cheminements intensifs en reconnaissance des acquis et des compétences (RAC). Entre le 31 mars 2014 et le 31 octobre 2017, Services Québec a alloué une somme de 339 000 \$.

Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle

COLLABORATION : Direction régionale de Services Québec de l'Île-de-Montréal

DATE : 12 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21 (Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Titre :

État d'avancement de la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour l'année 2020-2021, et prévisions pour l'année 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Il y a eu une entente entre la Direction régionale de Services Québec de Montréal (DRSQIM) et Qualification Montréal concernant un projet pilote visant à développer des cheminements intensifs en reconnaissance des acquis et des compétences (RAC). Entre le 31 mars 2014 et le 31 octobre 2017, Services Québec a alloué une somme de 339 000 \$.

Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Direction régionale de Services Québec de l'Île-de-Montréal
DATE : 12 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22 (Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Titre :

Nombre de rencontres auxquelles le ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal. Pour chaque rencontre, fournir le lieu, la date et les sujets abordés.

Exposé et statistiques :

L'entente entre la Direction régionale de Services Québec de l'Île-de-Montréal (DRSQIM) et Qualification Montréal a pris fin en octobre 2017. Cette entente concernait un projet pilote visant à développer des cheminements intensifs en reconnaissance des acquis et des compétences (RAC).

Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Direction régionale de Services Québec de l'Île-de-Montréal
DATE : 12 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23 (Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Titre :

Fournir une copie de tout document (analyses, études et autres) disponible concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal.

Exposé et statistiques :

L'entente entre la Direction régionale de Services Québec de l'Île-de-Montréal (DRSQIM) et Qualification Montréal a pris fin en octobre 2017. Cette entente concernait un projet pilote visant à développer des cheminements intensifs en reconnaissance des acquis et des compétences (RAC).

Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle

COLLABORATION : Direction régionale de Services Québec de l'Île-de-Montréal

DATE : 12 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-47 (Transférée par le ministère de la Justice)

Titre :
Nombre de célébrants de mariage civil désignés.

Exposé et statistiques :
Nombre de célébrants de mariages civils désignés.

Année financière	Nombre
2020-2021	14 215

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil

2021-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48 (Transférée par le ministère de la Justice)

Titre :

Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants *ad hoc*).

Exposé et statistiques :

Nombre de célébrants de mariages civils désignés pour une seule union (célébrants *ad hoc*).

Année financière	Nombre
2020-2021	3371

SOURCE : Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-49 (Transférée par le ministère de la Justice)

Titre :

Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre d'avis
2020-2021	1

SOURCE : Secteur des registres de l'État - Directeur de l'état civil
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-141 (Transférée par le ministère de la Famille)

Titre :

Concernant le plan budgétaire 2021-2022, provenance des sommes consacrées à la mesure « Former davantage d’éducatrices à la petite enfance » qui ne sont pas des crédits additionnels. Ventiler par année.

Exposé et statistiques :

Les sommes consacrées au Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les métiers priorisés par la CPMT (COUD) volet services de garde éducatifs à l’enfance proviennent de crédits du ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale qui ont été transférés au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO).

Tableau 1 – Impact financier de la mesure visant à former davantage d’éducatrices à la petite enfance (en millions de dollars)

	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2024-2025	2025-2026	Total
Crédits budgétaires prévus	30,0			-	-	30,0
Dépenses prévues	0,0	7,5	10,0	12,5	-	30,0

SOURCE :

Dir. générale du développement et de la reconnaissance de la main-d’œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

8 avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-164 (Questions transférées par le SCT)

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

	Mesures récurrentes demandées pour 2020-2021
Mesure d'optimisation - Révision de programmes	12 814,0
Mesure d'optimisation - Réduction des effectifs	3 351,1
Mesure d'optimisation - Approvisionnement	6 205,9
	22 371,0

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-04-08

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Titre :

Exposé et statistiques :

Programmes	Dépense prévue aux crédits 2020-2021 en k\$	Dépense prévue aux crédits 2021-2022 en k\$	Réductions en k\$	Commentaires
Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions	1 125,0	700,0	375,0	Diminution de la clientèle

M3RP165 03-09 SCT.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-166 (Question transférée par le SCT)

Titre :
Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2019-2020 et en 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Tableaux des dépenses réelles au 28 février 2021

Dépenses en lien avec la COVID-19	Dépenses au 28 févr 2021 (en \$)
Rémunération	683 120
Total Rémunération	683 120
Fonctionnement	
Programme d'aide temporaire aux travailleurs (PATT)	1 834 417
Agents de sécurité	1 629 502
Achat fournitures, équipements et entretien	647 036
Téléphonie	443 364
Messagerie et courrier	862
Coûts de déploiement pour le télétravail (jetons virtuels, portables)	1 721 847
Autres	912 562
Total fonctionnement	7 189 590
Mesures d'Aide financière	
PATT	284 686
Je bénévole	49 410
Total mesures d'aide financière	334 096
Fonds spéciaux	
Je travaille (Fonds de développement du marché du travail (FDMT))	423 857
Programme actions concertées pour le maintien en emploi- PACME (FDMT)	125 500 000
Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation- PARAF (FDMT)	7 160 700
Autres programmes du FDMT déjà existant impactés	17 582 543
Total Fonds spéciaux	150 667 100
GRAND TOTAL	158 873 906

SOURCE : DGRFC-DB-SBACR
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2021-04-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-190 (Transférée par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration)

Titre :

État d'avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour l'année 2020-2021 et prévisions pour l'année 2021-2022. Nombre de personnes qui ont bénéficié de ce projet pilote en 2019-2020 et en 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Il y a eu une entente entre la Direction régionale de Services Québec de Montréal (DRSQIM) et Qualification Montréal concernant un projet pilote visant à développer des cheminements intensifs en reconnaissance des acquis et des compétences (RAC). Entre le 31 mars 2014 et le 31 octobre 2017, Services Québec a alloué une somme de 339 000 \$ pour un nombre total de participants qui s'élève à 299.

Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Direction régionale de Services Québec de l'Île-de-Montréal
DATE : 12 avril 2021

